

3 1761 120622048

R. FRITH

Government
Publications

CA1Z1
-63 B500

R A P P O R T F I N A L

Auteur: Marc La Terreur

Titre: Le parti conservateur et
le Québec 1930-1965.

Div. III

Rapport no 6



*Presented to the
LIBRARY of the*
UNIVERSITY OF TORONTO

by

Mr. Royce Frith
Commissioner

Royal Commission on
Bilingualism and
Biculturalism

ACCOPRESS
GENUINE PRESSBOARD BINDER
CAT. NO. BP 2507 EMB

ACCO CANADIAN COMPANY LTD.
TORONTO
OGDENSBURG, N.Y., CHICAGO, LONDON

CA1Z1

-63B500

RAPPORT D'UNE ETUDE

sur

LE PARTI CONSERVATEUR ET LE QUEBEC, 1930 - 1965

par

MARC LA TERREUR

Professeur d'histoire à l'Université d'Alberta (Edmonton).

MARS 1966

AVANT - PROPOS

* * *

Au seuil de ce rapport, je tiens à souligner l'assistance que j'ai reçue des membres des quartiers généraux du parti conservateur. M. Marcel Bureau a gracieusement consenti à nous ouvrir les archives de son parti et nous a laissé entière latitude dans nos recherches. M. Richard A. Bell, député de Carleton au parlement d'Ottawa, ancien directeur national du parti conservateur, nous a permis de consulter l'importante documentation qu'il a accumulée. Nous lui savons infiniment gré de sa compréhension et de son extraordinaire largeur de vues.

Ce rapport n'aurait jamais été complété sans le labeur de mes temporaires assistants de recherche, Kenneth McRoberts, M.A., et Mme Gisèle Durocher, B.A. Une mention toute particulière doit être faite de Mlle Johane La Rochelle, L. ès L. (Histoire), qui m'a patiemment et très intelligemment secondé depuis août 1965 et qui a donc collaboré à la genèse et à la complétion de cette étude. Ma gratitude va également à Mesdames Jacques Legault et Hubert Watelet qui ont effectué un magnifique travail de copie.

Il est inutile d'ajouter que je revendique pleinement toute responsabilité des erreurs de faits ou d'interprétation qui ont pu se glisser dans ce travail que je considère comme préliminaire, mais dont le sujet mérite d'être, un jour, étudié plus à fond.

M. L. T.

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761120622048>

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	i
TABLE DES MATIERES	iii
INTRODUCTION	1
PREMIER CHAPITRE: Le parti conservateur de 1854 à 1930	5
Les belles années du parti conservateur, 1854-1891	6
La province de Québec quitte les conservateurs, 1891-1924	13
Tentative de former une aile québécoise du parti conservateur, 1924-1926	23
R. B. Bennett à la tête du parti, 1927	33
DEUXIEME CHAPITRE: Le parti conservateur de 1930 à 1940	37
Les conservateurs sont élus, 28 juillet 1930	38
Bennett et le Québec, 1930-1935	45
Le Québec fait choisir Manion, juillet 1938	58
Le dilemme de Manion, 1938-1940	65
La désastreuse élection de mars 1940	68
TROISIEME CHAPITRE: Le parti conservateur de 1940 à nos jours	76
Le retour de Meighen, 1940-1942	77
Efforts infructueux de Bracken, 1942-1945	86
Le parti conservateur de 1945 à 1949	97
Alliance avec l'Union Nationale: l'élection de 1949	104
Les dures années continuent, 1949-1953	110
La convention de 1956	117
Les conservateurs depuis 1956	126
CONCLUSION	134
a] Le faible vote conservateur au Québec de 1925 à 1963	135
b] Explications de ces très relatifs succès électoraux	138

APPENDICE I	146
Pourcentage du vote conservateur, par circonscription, au Québec, de 1925 à 1963	147
APPENDICE II	160
Composition ethnique des circonscriptions électorales du Québec	161
BIBLIOGRAPHIE	166

INTRODUCTION

* * * *

INTRODUCTION

En août 1965, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme nous a demandé d'étudier les "relations du parti conservateur et des conservateurs du Québec d'une part et, d'autre part, les relations du parti conservateur fédéral et de ses dirigeants". L'on ajoutait que "les aspects linguistiques seront étudiés, ainsi que le problème plus vaste du parti en tant que moyen d'expression et de transmission des intérêts ethniques et régionaux". L'on était convenu qu'une analyse plus détaillée des trois points suivants serait faite: 1) la question d'un lieutenant de R.-B. Bennett, 2) la crise de la conscription des années 1940 et, 3) les années Diefenbaker. Notons immédiatement - même si la demande de la Commission ne le spécifiait pas - que l'objet de l'étude couvrait les années 1930-1965 et que les résultats devaient tenir dans une cinquantaine de pages.

Peu après le début de notre étude, nous avons constaté que le sujet ne pouvait devenir, en réalité, qu'une étude des relations entre le parti conservateur canadien et le Québec depuis 1930 et que, pour entreprendre une telle analyse, il fallait de toute nécessité donner l'arrière-plan de ces relations depuis 1867. De là l'existence de notre premier chapitre. Puis, au fur et à mesure que s'amoncelaient les renseignements, nous avons vu que l'historique de ces relations ne pouvait se confiner aux trois périodes de "pointe" préalablement envisagées. Il nous a donc paru logique de faire un récit continu (chapitres II et III), quitte à

effectuer un arrêt plus long aux années susceptibles de nous intéresser de façon particulière.

Le but de nos conclusions est de dégager les constantes que cette étude nous a révélées et de tenter, à la même occasion, d'expliquer les succès relatifs du parti conservateur dans la province de Québec. Ce faisant, nous croyons répondre aux désirs de la Commission.

Divers problèmes, évidemment, se sont présentés au cours de ces recherches. Le premier a été celui de la documentation. Chacun sait que l'histoire doit être écrite d'après des documents, manuscrits ou imprimés. Or, étudier une période récente ou contemporaine s'avère déprimant, car le recul du temps n'autorise pas l'accès aux documents originaux et il faut, bien souvent, attendre pour l'information sur les renseignements que fournissent les journaux. Nous avons consulté toutes les études publiées qui s'avéraient susceptibles de nous éclairer, nous avons parcouru le plus grand nombre possible de journaux ou de revues, nous avons inventorié les documents originaux disponibles. A proprement parler, nous avons fait travail d'historien, étant assez chanceux, parfois, de mettre la main sur des documents jusqu'ici inaccessibles ou inutilisés. Cependant, nous reconnaissions aisément que l'accès à une plus grande documentation - nous pensons en particulier aux archives personnelles de politiciens vivants - pourra plus tard modifier en tout ou en partie notre interprétation.

On reconnaît facilement que les renseignements oraux, obtenus de politiciens qui ont vécu les événements que nous étudions, constituent aussi une

source de documentation. Nous avons rencontré nombre d'hommes politiques, surtout conservateurs, et nous avons longuement discuté avec eux. Partout, nous avons rencontré une grande franchise et un total désir de collaboration. Parfois nous avons pu recueillir d'utiles renseignements et d'intéressantes opinions qui ont singulièrement éclairé les données que nous possédions déjà. Mais, de façon systématique, nous avons mis de côté - à quelques exceptions près - ces renseignements qui, souvent, confirmaient ce que nous avaient appris nos recherches. Nous l'avons fait délibérément, parce qu'il s'avérait impossible, dans le contexte actuel, d'indiquer la source de ces renseignements.

Ces limitations occasionnées par une certaine carence de documentation n'ont fait qu'ajouter aux restrictions que nous imposait la courte période de six mois qui nous a été dévolue pour mener à bon port cette étude.

PREMIER CHAPITRE

LE PARTI CONSERVATEUR DE 1854 A 1930

Les belles années du parti conservateur, 1854-1891.

L'histoire des deux principaux partis politiques canadiens remonte aux années 1840. Une loi du parlement britannique avait uni le Bas et le Haut-Canada et leur avait donné une part numériquement égale dans l'administration du Canada-Uni. Assez naturellement, les politiciens de chaque section, de tendances différentes selon qu'ils favorisaient le régime établi ou préconisaient des réformes, cherchèrent des terrains de rencontre. L'entreprise s'avérait ardue. Religion, langue, formation, attitude face à l'insurrection de 1837, ressentiment vis-à-vis de l'Acte d'Union: tout séparait Bas-Canadiens et Haut-Canadiens. Dans les années 1840, le parti tory, foncièrement loyaliste et intimement attaché à tout ce qui était britannique, demeurait un groupement important du Haut-Canada. Très rarement un francophone en faisait partie et le faisait-il qu'il perdait toute influence auprès des siens qui le traitaient de renégat et de vendu.¹ Dans le Haut-Canada toujours, les tories étaient férolement combattus par un mouvement radical, les Clear Grits, qui montait en importance sous l'impulsion de George Brown et du Globe. La députation canadienne les appuyait de façon fort réticente

1. Creighton, D.C., John A. Macdonald, 2 vols, Toronto, Macmillan, 1952 et 1955. V. 1, p. 102.

et même sporadique, alors que Brown les considérait plutôt comme une entrave à ses désirs de réforme et les jugeait beaucoup plus près, idéologiquement, des tories que des libéraux.¹

L'habile politicien tory qu'était John A. Macdonald s'en rendait bien compte et il comprit qu'un parti politique désireux de grandir devrait forcément composer avec l'élément canadien-français. Il ne faut pas rechercher des motifs de magnanimité, des principes égalitaires ou biculturels chez Macdonald, un politicien réaliste avant tout. "No man in his senses", écrivait-il en 1856, "can suppose that . this country can for a century to come be governed by a totally unfrenchified government". A partir de 1854 surtout, il travailla à former, maintenir et consolider une alliance de politiciens aux vues communes, une alliance qui, se perpétuant, formerait les racines d'un parti politique stable.

Les éléments constitutifs de cette alliance étaient hétérogènes. Les tories du Haut-Canada, un peu moins fanatiques maintenant dans leur attachement intégral à la mère patrie, se rapprochèrent des réformistes modérés de Hincks, complètement dévoués aux intérêts du Grand-Tronc. D'autre part, l'élément anglophone du Bas-Canada, conduit par Galt, représentant des intérêts commerciaux et ferroviaires, fut habilement conscrit par Macdonald. Le tour de force fut d'ajouter à cette combinaison anglo-saxonne un fort élément canadien-français.

1. Ibid., 191-2.

2. Macdonald à Brown Chamberlin, 21 janvier 1856. Chamberlin Papers.
Cité par ibid., 227.

Le trait d'union fut Georges-Etienne Cartier, lui aussi porte-parole d'intérêts commerciaux et ferroviaires mais, en plus, fort acceptable par la hiérarchie de l'Eglise catholique.¹ Il ne faudrait pas se méprendre sur cette association des quatre mouvements: pendant près de vingt ans, elle n'aura aucune rigueur, ses éléments constitutifs se désagrègeront et se regrouperont, au gré des intérêts et des événements. Néanmoins, elle donnera naissance au parti libéral-conservateur. A notre avis, trois raisons expliquent la survie de cette association: le génie politique de Macdonald (on serait porté à dire son machiavélisme); la faiblesse de la coalition rivale, axée sur l'intransigeance de Brown: hostile à tout ce qui était français et catholique, il ne pouvait s'allier qu'aux anticléricaux du Bas-Canada, ce qui repoussait les catholiques dans le camp adverse; et enfin la coopération étroite entre Macdonald et Cartier. Les fins de cette étude nous obligent à ne considérer que ce troisième facteur explicatif des succès initiaux du parti conservateur.

D'ailleurs, le problème de Cartier mérite de retenir notre attention, ne serait-ce que parce que les leaders conservateurs ont toujours tenté de lui trouver un successeur - et ce depuis 1873. Déjà, dans les années 1850, Cartier représentait une force dans le Bas-Canada, force appuyée, comme nous l'avons dit, sur la hiérarchie catholique et sur les intérêts des magnats des chemins de fer de Montréal. Au début, Macdonald le considérait comme un bon bureaucrate,²

1. Underhill, F.-H., "The Development of Political Parties in Canada", in Canadian Historical Review, December 1935, pp. 367-387.

2. Creighton, op. cit., v. I, p. 216.

mais il en fit bientôt - en 1857 - "his principal assistant, almost his political equal"¹, parce que la force de Macdonald dans le Bas-Canada n'était ni plus ni moins que la force de Cartier. Sans jamais une sérieuse divergence, ils besognèrent ensemble, firent et refirent coalitions et ministères, gagnèrent ou perdirent des alliés, implantèrent la Confédération, créèrent le Manitoba et se hasardèrent dans le fameux projet de la construction du Pacifique Canadien. Cartier était vraiment le compagnon d'armes de Macdonald, son égal ou peu s'en faut, car Macdonald n'aurait pas envisagé de perdre cette précieuse alliance.² Reste à savoir maintenant si Cartier jouait vraiment le rôle d'un co-premier-ministre.

A notre avis, il était plutôt une condition "sine qua non" de Macdonald, le représentant d'un groupement sans lequel le parti libéral-conservateur n'aurait pas conservé le pouvoir, en même temps qu'un conseiller sûr et écouté, partageant les rêves et les ambitions pratiques de son allié. Les documents manquent qui nous permettraient d'étoffer nos hypothèses à ce sujet. Le biographe de Cartier, John Boyd, met en évidence le rôle de Cartier et la coopération intime qui le liait à Macdonald mais il ne donne vraiment aucun élément de solution à notre problème.³ L'absence d'un fonds de documents Cartier ne

1. Ibid., 256.
2. Macdonald le révéla en 1872 à Lord Lisgar. Cité par Creighton, op. cit., v. II, p. 142.
3. Les événements de 1870 - satisfaction donnée à l'abbé Ritchot et aux revendications des métis - l'illustrent bien.
4. Boyd, John, Sir George Etienne Cartier, Bart. His Life and Time. A political History of Canada from 1814 to 1873. Toronto, Macmillan, 1914.

facilite pas la tâche. Quant aux Papiers Macdonald ils renferment, évidemment, la correspondance échangée entre les deux hommes politiques. Que pouvons-nous retenir de cette correspondance?

Sur les questions administratives et gouvernementales, Macdonald et Cartier se consultent périodiquement et n'hésitent pas à se conseiller réciproquement; chacun parle de façon assez catégorique si bien que, nulle part, on ne peut avoir l'impression que Cartier pose en inférieur de son partenaire du Haut-Canada. Ils mettent en commun les renseignements obtenus d'entretiens, tenus séparément, avec leurs collègues du cabinet. Cartier et Macdonald semblent se mettre d'accord sur certaines lignes de conduite générales et la mise en pratique semble ensuite se faire de façon autonome. Ainsi, la façon dont Cartier s'acquitte de sa tâche à Londres en 1868-1869 est révélatrice: il engage des discussions, établit des points de contact, prépare les dossiers et fait ensuite part à Macdonald des résultats obtenus.

Jusqu'à la fin de sa vie, Cartier approuve ou désapprouve les agissements de son collègue et, toujours, leurs relations - telles que le montre leur correspondance - semblent celles de deux hommes qui se considèrent égaux et qui se font mutuellement confiance. L'important pour nous est de souligner qu'il y avait, à l'origine du parti conservateur, une coopération étroite et de tous les instants entre les deux éléments ethniques du parti ou, à tout le moins, au niveau de sa très haute direction. Québec était le fief de Cartier et Macdonald ne se mêlait

1. Papiers John A. Macdonald, A.C., M.G. 26, vols. 102, 123, 202, 203.

2. En 1862 et 1863, Cartier conseille Macdonald sur tout ce qui touche les réformistes du Haut-Canada. À Londres, Cartier ne manque pas de prendre des initiatives, mais il attend les remarques de son collègue dans les matières de grande importance.

même pas d'y aller.¹ Le décès de Cartier allait évidemment compliquer la situation.

L'héritier normal était Hector Langevin, mais il ne devait jamais, aux yeux de Macdonald, revêtir vraiment le "manteau de Cartier".² Langevin était un Québécois. L'aile montréalaise accepta néanmoins sa férule, d'autant plus facilement que le parti traversait les affres du scandale du Pacifique, largement imputable à Cartier, et que personne n'aspirait vraiment à pareille succession dans l'opposition. Mais les conservateurs reprirent le pouvoir en 1878 - ils le conserveront jusqu'en 1896 - et les dissensions internes commencèrent, allant jusqu'à mettre en doute la prééminence de Langevin. Le principal challenger était le montréalais Chapleau. Brillant, éloquent, désireux de tenir le premier rôle, Chapleau voulait être le bras droit de Macdonald. Terne, moins heureux dans l'organisation électorale que son jeune rival, Langevin possédait quand même plus l'oreille de Macdonald.³ Chacun

1. Macdonald n'y avait jamais prononcé un discours - sauf à Québec ou Montréal - avant 1877. Creighton, *op. cit.*, v. II, p. 238.

2. *Ibid.*, 245. Et Barbara Fraser "The political Career of Sir Hector Louis Langevin", in *Canadian Historical Review*, June 1951, pp. 92-133.

3. En 1888, Macdonald dira: "Aucun homme en Canada, n'occupe une place plus élevée dans l'estime du parti conservateur... que mon collègue et ami Sir Hector Langevin". Cité par B. Fraser, *op. cit.*, p. 123. D'après Sir Charles Tupper, Macdonald avait explicitement promis sa succession à Langevin, en 1885, lors de l'affaire Riel. Il était cependant prêt, en 1888, à promettre cette succession à Tupper. Voir Tupper, Sir Charles, *Recollections of Sixty Years in Canada*, London, Cassell, 1914, pp. 208-209.

avait sa faction et ses partisans. Macdonald préférait Langevin, mais avait désespérément besoin – surtout après l'affaire Riel – de l'appui et de l'éloquence de Chapleau. Que fit-il? Il tint la balance entre ces deux porte-parole du Québec qui ne se parlaient même pas.

Dans tout ceci, point n'est besoin de dire que le rôle jadis dévolu à Cartier s'estompait. Les dissensions à l'intérieur du parti conservateur du Québec, la conviction de Macdonald que "it was impossible to make Frenchmen understand constitutional government"¹, son dépit devant les réclamations sans cesse croissantes des provinces et surtout du Québec², l'hostilité de l'Ontario vis-à-vis de Mercier et des Jésuites, tout ceci a certes refroidi Macdonald envers le Québec et l'a porté à se servir d'eux à des fins proprement électorales et partisanes.

Néanmoins, le choix d'un successeur à Macdonald se posa en juin 1891. De l'avis du parti, l'héritier logique et normal eût été Sir Hector L. Langevin. Mais, trois mois avant la mort de Macdonald, un important scandale avait commencé de le discréditer et devait amener, à très brève échéance, sa démission et son retrait de la vie publique. Ainsi, les deux partenaires – à un degré différent si l'on veut – de Macdonald terminaient leur carrière par un scandale politique. Et le successeur de Macdonald sera un anglophone. Qui sait, l'absence du scandale de McGreevy-Langevin aurait peut-être amené l'alternance ethnique des leaders conservateurs? Mais ceci équivaut à parler de la longueur du nez de Cléopâtre...

1. Lorne to Hicks Beach, 26 décembre 1878, St. Aldwyn Papers Cité par Creighton, op. cit., v. II, p. 261.
2. ... "This combination of the French to force the hand of the government of the day is a standing menace to Confederation". Macdonald à Lorne, 26 mars 1884, Papiers Macdonald. Cité par ibid., 377.

La province de Québec quitte les conservateurs., 1891-1924.

Les années qui suivirent la mort de Macdonald furent pénibles pour les conservateurs. Abbott, Thompson, Bowell et Tupper, en quatre ans, dirigèrent tour à tour les destinées du parti, au milieu d'une succession de conflits internes. Dans le Québec, Laurier montait en popularité et il possédait, depuis le scandale Langevin-McGreevy, un allié de première force, Israël Tarte. De plus, Chapleau, qui n'avait rien perdu de son influence en devenant lieutenant-gouverneur, se détournait de plus en plus de son parti pour favoriser presque ouvertement Laurier et les libéraux.

Les conservateurs ne pouvaient manquer de sentir le terrain glisser sous leurs pieds. La question des écoles du Manitoba se présenta alors, chargée d'une importance cruciale. On peut facilement résumer le problème. Un gouvernement libéral, au Manitoba, spolie les droits religieux et linguistiques des Canadiens français: le gouvernement conservateur va-t-il forcer ce gouvernement provincial à rappeler une législation particulièrement odieuse au Québec? La constitution, interprétée par les plus hautes autorités juridiques, le leur permet. Les conservateurs s'y résignent enfin et Sir Mackenzie Bowell, grand-maître des Loges d'Orange, présente la loi rémédiateuse. Le gouvernement aura donc l'appui du

puissant épiscopat de la province de Québec et, partant, les votes de cette province.

Le génial stratégiste qu'est Israël Tarte analyse la situation, suppose les chances libérales et conseille Laurier. Faites échec à la loi rémédiateuse des conservateurs, supportez les droits des provinces et vous négocierez lorsque vous serez au pouvoir, avec votre ami, le libéral Greenway. Mais l'épiscopat et son influence dans tout ceci? Qu'à cela ne tienne! Tarte est convaincu que les Canadiens français préféreront voir l'un des leurs à la tête du pays, douce revanche de la défaite de 1760. Le diable d'homme a raison et Laurier est porté au pouvoir en 1896. Un an plus tard, en guise de confirmation, l'électorat québécois chasse le conservateur Flynn et se donne le libéral F.-C. Marchand comme premier ministre.

Tupper, un vieillard, dirigera les conservateurs dans l'opposition jusqu'en 1900, alors que R. L. Borden le remplace. La guerre sud-africaine fait éclater au grand jour l'impérialisme chauffé à blanc du parti tory. Laurier a beau jeu d'en arriver à son compromis des contingents de volontaires: si les conservateurs étaient au pouvoir, dit-on, leur jingoïsme les conduirait à la participation obligatoire aux guerres de l'Empire. Mais son parti n'est pas non plus exempt de jingoïsme. Cette guerre aura un résultat pratique: des conservateurs canadiens-français s'éloigneront d'un parti jugé trop colonial dans sa politique, et des libéraux, surtout canadiens-français, délaisseront eux aussi leur parti qui souscrit trop à l'impérialisme anglo-saxon. Ceci est d'une importance capitale car les deux groupes ont un terrain d'entente sur au moins un point. Voilà le signe précurseur de futurs rapprochements.

Les résultats des élections de 1900 n'entament aucunement la force du gouvernement Laurier. En fait, il consolide ses positions au Québec.¹ Un premier ministre canadien-français possède donc un atout majeur, dès le point de départ. Tout de même, les conservateurs doivent tenter quelque chose. En février 1901, F.D. Monk, un Canadien français universellement respecté au Québec, devient le premier lieutenant de Borden.² A peu près en même temps, les jeunes conservateurs du Québec, incapables de se plier à la férule des gros financiers représentés par Forget et Beaubien, fondent un petit journal singulièrement proche des idées nationalistes de Bourassa: c'est Le Rappel, en partie soutenu par Monk lui-même.³ Ce groupe de jeunes fera obstacle, en 1903, à la nomination de Tarte⁴ (qui aurait aimé prendre en mains les rênes des conservateurs québécois et supplanter Monk) et sympathisera ouvertement avec La Ligue Nationaliste fondée en février 1903.⁵

Monk, de son côté, ne veut pas entendre parler de Tarte. Même à l'approche des élections de 1904, les vieilles querelles ne s'apaisent pas au sein des conservateurs québécois. Monk n'est pas assez impérialiste aux yeux des pontifes du parti, Hugh Graham et Forget. Des conservateurs aussi influents que Tom-Chase Casgrain et Louis-Philippe Pelletier préféreraient Tarte. Il n'est

1. Les libéraux avaient fait élire 35 députés en 1891, 49 en 1896, et 57 en 1900. Heath Macquarrie, The Conservative Party, Toronto, McClelland & Stewart, 1965, 166 p. Pp. 53, 65, 68.
2. Rumilly, Robert, Histoire de la province de Québec, Montréal, 1940- , 34 v. V. X, p. 10.
3. Ibid., 117.
4. Ibid., 238-9.
5. Ibid., 25-6.

pas étonnant alors de voir l'influence de Tarte augmenter au même rythme que décroît celle de Monk, et de voir enfin Monk démissionner comme chef des conservateurs du Québec.¹ Tarte étant une cible trop vulnérable, Casgrain étant par trop impérialiste, les conservateurs de Québec n'eurent donc pas de chef aux élections générales de 1904. A cette date, les conservateurs avaient franchement tourné le dos aux nationalistes avec qui ils avaient réellement "flirté" en 1903.² Ils ne firent d'ailleurs élire que 11 députés, dont 6 Canadiens français, au Québec.

Les événements qui suivent... et qui nous mèneront jusqu'à l'élection de 1911... méritent de retenir plus spécialement notre attention. Car l'on va assister à la genèse de l'alliance des conservateurs et des nationalistes, alliance qui possède son germe expérimenté dans la guerre sud-africaine et son dénouement dans la défaite de Laurier en 1911. Les résultats des élections fédérales de 1904, combinées à ceux des élections provinciales au Québec, avaient certes donné à croire aux conservateurs que leur cause était irrémédiablement compromise dans cette province. Une seule planche de salut pouvait se présenter: l'exploitation du sentiment nationaliste. Or, pour se joindre aux nationalistes, il fallut leur tourner le dos au parti conservateur fédéral. Cela se fit par étapes que nous devons forcément résumer.

1. Borden reconnaît qu'il lui est impossible de conserver l'unité et l'harmonie chez les conservateurs du Québec: ils se battent les uns contre les autres. Robert Laird Borden: His Memoirs, Henry Borden ed., New York, The Macmillan Company, 1938. V. I, pp. 334-335.
2. Henri Bourassa, "Le Nationalisme et les partis", in Le Devoir, mai-juin 1913. Le Devoir, 6 mai 1913, p. 1.

En 1905, la loi constituant en provinces l'Alberta et la Saskatchewan amène Bourassa et Lavergne à récuser la politique officielle du parti libéral trop peu conforme aux intérêts des Canadiens français. Une bonne partie du clergé partage pleinement les vues de Bourassa qui "donne des armes à nos adversaires" dit le sénateur libéral Casgrain.¹ Ces adversaires sont les bleus du Québec, évidemment. A ce moment-là, toute une faction des conservateurs québécois veut se désolidariser complètement du parti fédéral, tory et orangiste, et les députés du Québec votent contre la politique officielle sur la question des écoles de l'Alberta et de la Saskatchewan.² Il y a des tensions évidentes au sein du parti et deux écoles nettes de pensée: ceux qui veulent une politique unifiée et ceux qui veulent une politique en tous points convenable au Québec.³ C'est au milieu de cette lutte idéologique et pratique que Bourassa se dégage de plus en plus de ses attaches au parti libéral et que se constitue autour de lui un noyau de supporteurs. La loi du dimanche en 1906, puis une élection complémentaire dans le comté de Québec, éloignent de plus en plus Bourassa et Lavergne de Laurier. Les conservateurs du district de Québec, le sénateur Landry en tête, appuient ces libéraux dissidents. L'aile "nationaliste" du parti conservateur partage les opinions du groupe Bourassa et il est même

1. J.-P.-B. Casgrain à Laurier, 21 avril 1905. Papiers Laurier, A.C., M.G. 26, G 1 (a), v. 363: 96785.
2. Plus tard, Bourassa dira qu'ils l'ont appuyé "par conviction ou par intérêt". Bourassa, op. cit., 19 mai 1913, p. 1.
3. Rumilly, op. cit., v. XII, pp. 95-8.
4. Le Soleil, 22 octobre 1906.

rumeur - quoique ce soit vite démenti - qu'Asselin et Le Nationaliste passent au parti bleu.¹

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'alliance conservatrice avec les nationalistes va se concrétiser sur le plan provincial. Depuis 1903 au moins, Bourassa s'intéressait aux questions provinciales, en particulier aux ressources naturelles du Québec, et Le Nationaliste menait une campagne féroce contre l'administration Gouin. Lavergne, lui, avait été officiellement exclu du parti libéral en janvier 1907 et il suivait le sillage de Bourassa, qui délaissait manifestement Ottawa. Or, l'opposition provinciale conservatrice ne pouvait que souscrire à la campagne inespérée des nationalistes qui concordait si bien avec leurs propres arguments. L'entente se fit naturellement - les objectifs et les moyens de les atteindre étant identiques - surtout après le départ de Sir Evariste Leblanc, un bleu de vieille souche qui exécrer toute volonté de rapprochement nationaliste. Bourassa prévint cependant ses nouveaux alliés que "prêts à faire la lutte avec eux dans la politique provinciale, nous n'avons rien de commun avec les torys d'Ottawa".² L'alliance bénéficia d'un appui considérable, le journal nouvellement fondé à Québec, L'Action Sociale, ce qu'il écrit à Laurier que le "parti conservateur dans notre pays a toujours vécu par l'exploitation des préjugés et de l'ignorance [et qu'] il va recommencer son organisation sur cette vieille base".³

1. Le Soleil, 5 juillet 1906. Question de fait, en 1906, Bourassa fut officiellement pressenti par les conservateurs. Il refusa péremptoirement. Bourassa, op. cit., 19 mai 1913, p. 1.
2. Bourassa, op. cit., 20 mai 1913, p. 1.
3. Laurier à H. d'Hellencourt, 27 avril 1907. Papiers Laurier, v. 460: 123959.

Le résultat de tout ceci fut la régénérescence de l'opposition provinciale, pas en quantité peut-être mais en qualité.

Sur le plan fédéral, les nationalistes se tinrent cois, même si Laurier craignait "une alliance très accentuée entre les nationalistes et les tories"¹, à la faveur des élections fédérales de 1908; quant à Bourassa, il déclara une telle alliance impossible aussi longtemps que les conservateurs seraient dominés par la clique "Tory-jingo-impérialiste"². Armand Lavergne se compromit plus ouvertement, en 1908 et 1909, avec les bleus fédéraux et il écrivit à Monk, le 16 novembre 1909, pour le féliciter d'un discours prononcé le 8. "Le vieux parti conservateur français a enfin, par vous, retrouvé sa voie"³. C'est au cours de la session de l'hiver 1910 cependant, après la fondation du Devoir, que l'alliance se resserra, grâce à la farouche opposition nationaliste au projet de création d'une marine canadienne. Monk et Bourassa adoptèrent des positions analogues, mais c'est sans entente préalable que Le Devoir épaula Monk, dit Bourassa, et les conservateurs du Québec appuyèrent sans restriction le programme de non-participation mis de l'avant par Bourassa, seul terrain d'ailleurs où il y eut réellement entente.⁴ Les partisans de Monk, à toutes fins pratiques, s'étaient complètement dissociés de

1. Laurier à J.-P.-B. Casgrain, 28 mai 1908. Papiers Laurier, v. 520: 140889.
2. Bourassa, op. cit., 20 mai 1913, p. 1.
3. Le Soleil, 21 juin 1909, p. 4; ibid., 23 octobre 1909, p. 4.
4. Lavergne à F.-D. Monk, 16 novembre 1909. Papiers F.-D. Monk, A.C., M.G. 27, série 11, D 10A: 99.
5. Bourassa, op. cit., 26 mai 1913, p. 1.
6. Loc. cit.
7. Bourassa, op. cit., 29 mai 1913, p. 1.

1

leurs mentors fédéraux et c'est sous ces auspices que la bataille s'engagea.

Les libéraux craignent cette alliance. "L'ancien parti de Cartier et de Macdonald est descendu bien bas lorsque ses chefs s'attachent au char du barnum politique qui se nomme Henri Bourassa", écrit Le Soleil.² "Les nationalistes sont afféodés au vieux parti bleu", écrit Laurier.³ Bourassa se considère indépendant, mais mène une campagne extraordinaire contre la loi de la marine. Avec les bleus du Québec et les nationalistes - les deux se confondent et les conservateurs d'Ottawa n'y ont rien à dire - Bourassa remporte la victoire de Drummond-Arthabaska en novembre 1910. Laurier n'est donc pas plus invulnérable au Québec, le pays est en émoi et les conservateurs commencent de voir les bienfaits de cette alliance.

A la session de 1911, Monk est complètement sous l'influence de Bourassa et l'influence de ce dernier s'accroît encore, si c'est possible. On va jusqu'à dire que les tories, à l'approche des élections, ont augmenté de \$100,000.00 à \$300,000.00 le capital-action de son journal.⁴ Un fait demeure: le groupe Monk a une organisation complètement distincte du parti conservateur. Bourassa et Lavergne acceptent ou refusent les candidatures: seules les autonomistes sont endossées; Bourassa et Lavergne, les farouches nationalistes, sont les maîtres et Monk reçoit des fonds électoraux sans que les autonomistes aient rien à

1. Bourassa, op. cit., 27 mai 1913, p. 1.

2. Le Soleil, 29 juillet 1910, p. 1.

3. Laurier à Jules-Edouard Prévost, 20 août 1910. Papiers Laurier, v. 639: 173679.

4. Les papiers Monk (surtout aux pages 121-123) en font foi.

5. Chs. Murphy à Laurier, 18 mai 1911. Papiers Laurier, v. 681: 186373-5.

¹
promettre en retour. L'alliance est fructueuse, comme on le sait. Laurier est battu et 26 autonomistes, partisans déclarés de Bourassa et Lavergne qui eux-mêmes n'ont pas daigné se présenter, sont élus. Que va-t-il maintenant se produire? Surtout, quelle part ce singulier groupe se verra-t-il octroyer au sein du cabinet Borden?

Monk reçoit le portefeuille des Travaux Publics, mais les conservateurs orthodoxes veulent autour de lui de vrais bleus, du genre T.-C. Casgrain ou ² Maréchal. Lavergne et Bourassa ne veulent certainement pas être ministres, mais il apparaît de toute évidence que Lavergne fit choisir son "disciple", L.-P. Pelletier, et mit tout en œuvre pour bloquer l'accession de Forget au cabinet. ³ Quoi qu'il en soit, les difficultés surgirent rapidement et les principes autonomistes des nouveaux élus ne firent pas long feu. La question des écoles du Keewatin, puis la loi de la marine présentée par Borden mirent à jour les principes énoncés en 1910 et 1911. Les nationalistes, à quelques exceptions près, préférèrent se ranger du côté du gouvernement. Bourassa et Lavergne les combattirent avec virulence. Finalement, Monk démissionna en 1912, parce que la politique ministérielle était incompatible avec les principes nationalistes et Pelletier s'en va pour raisons de santé en 1914. Avec une rapidité extraordinaire, le mouvement nationaliste s'est désagrégé.

Il est inutile de rappeler ici les événements bien connus des années 1914-1918. La province de Québec n'accepta pas la politique conservatrice ou

1. Bourassa, op. cit., 2 juin 1913, p. 1.

2. Bourassa, op. cit., 4 juin 1913, p. 1.

3. Lavergne à Borden, 8-10-1911. Papiers F.-D. Monk, pp. 127-130.

unioniste et les quelques députés ou sénateurs québécois qui se rangèrent du côté ministériel furent voués aux gémonies. Le règlement XVII, en Ontario,acheva de chauffer les esprits à blanc. Et l'on vit des conservateurs de vieille souche comme Philippe Landry et Thomas Chapais désapprouver totalement la politique de leur parti. Comme jamais auparavant et comme jamais depuis, le parti conservateur était aux antipodes des aspirations du Québec. Point n'est besoin d'ajouter que le parti de Macdonald et Cartier perdit absolument toute force au Québec durant ces années-là.

1. Le cas de Landry est particulièrement remarquable. Il dit à Borden, en quittant la présidence du Sénat, "Vous voulez sauver le parti, vous perdez le pays. Laissez-moi séparer ma cause de la vôtre". Landry à Borden, 22 mai 1916. Borden Papers, P.A.C., M.G. 26, O.C. 315: 35307-14.

Tentative de former une aile québécoise du parti conservateur, 1924-1926.

L'après-guerre fut une période particulièrement ardue pour le parti unioniste qui se désagrégeait avec rapidité. Crerar, puis Fielding, avec leurs cohortes, quittèrent le parti, et bien des conservateurs orthodoxes ne cachèrent pas leur joie de revenir aux lignes bien tranchées de bleus et de rouges. C'est à ce moment que des raisons de santé forcèrent Sir Robert L. Borden à démissionner, le 1er juillet 1920; il conseilla à ses supporteurs de préserver, en temps de paix, l'unité politique de 1917 et de se réorganiser de façon à représenter le pays tout entier.¹

La réorganisation fut plutôt nominale. Le parti bleu devint le "National Liberal and Conservative Party", s'improvisa un programme² et Borden nomma Arthur Meighen pour lui succéder, sans que les conservateurs du Québec aient vraiment voix au chapitre. Aux élections de 1921, le "National Party" subit le sort généralement réservé aux gouvernements au pouvoir en temps de guerre et ne fit élire que 50 députés dans tout le pays, et aucun au Québec. Dès lors le

1. Borden, op. cit., v. I, pp. 1032-38.

2. Canadian Annual Review, 1920, pp. 399-402.

3. Ce choix - fait d'assez étrange façon - est raconté par J.R. Williams, The Conservative Party of Canada: 1920-1949, Durham, Duke University Press, 1956. Pp. 46-47. Aussi Roger Graham, Arthur Meighen, Toronto, Clarke & Irwin, 1960, 1963 et 1965. 3 vols. V. I, pp. 273-308.

groupement redevint le traditionnel parti libéral-conservateur avec Meighen toujours à sa tête, malgré l'hostilité croissante des financiers de la rue St-Jacques qui le considéraient trop radical, et malgré l'opposition de politiciens aussi influents qu'Howard Ferguson et Robert Rogers.¹ Energique, brillant, déterminé au point d'être entêté, Meighen décida de remonter la pente et de conduire son parti au pouvoir. Or, une victoire conservatrice dans le pays nécessitait une trouée dans le solide bloc libéral du Québec. La tâche s'avèrera extraordinairement difficile. Le règlement XVII est honni au Québec et les tournées de bonne entente du premier ministre de l'Ontario, le conservateur Ferguson, ne peuvent faire oublier son refus de rappeler l'odieuse législation.² Rodolphe Monty, le conservateur le plus en vue peut-être du Québec en 1920-22, insiste pour que l'on donne satisfaction aux Canadiens français d'Ontario.³ Par ailleurs, la carrière passée de Meighen, intimement associée dans l'esprit des gens au règlement de clôture, à la conscription et à la nationalisation du toujours déficitaire Canadien National, en fait une sorte d'épouvantail dans le Québec. Règlement XVII et conscription sont un handicap insurmontable pour les conservateurs au Québec. "M. Meighen doit se rendre compte qu'il est déjà un poids assez lourd à porter,⁴ dans notre province, pour ses partisans, sans que son parti ajoute M. Ferguson".

1. Williams, op. cit., p. 51, n. 40.

2. Selon H.-M. Angell, le fameux règlement XVII a enlevé aux conservateurs le maigre support qui aurait pu leur rester au Québec. Angell, Harold M., Quebec Provincial Politics in the 1920's, Unp. M.A. thesis, McGill University, 1960. Pp. 52-53.

3. Rumilly, op. cit., v. XXVIII, p. 15.

4. Georges Pelletier, dans Le Devoir. Cité par Rumilly, op. cit., v. XXVIII, p. 17.

A ces deux obstacles, s'ajoute la lutte véhemente qu'ont menée conservateurs et progressistes contre l'octroi des subsides pour le perfectionnement du port de Québec.

Les conservateurs du Québec - en 1924, on retrouve parmi eux plusieurs nationalistes de 1911¹ - essaient bien de désigner, aux yeux des gens, les vrais responsables de la politique impérialiste outrancière et de porter aux nues la doctrine protectionniste traditionnelle des conservateurs; mais ils sentent qu'ils se heurtent à un mur d'incompréhension ou de préjugés - dans les deux cas facilement explicables. A l'état-major meigheniste (Rodolphe Monty, L.-J. Gauthier, Armand Lavergne, André Fauteux, Napoléon Garceau), il faut un général. Rodolphe Monty pose au chef de file, mais il manque décidément d'étoffe et de santé.² L'homme de l'heure semble plutôt être Louis-Esioff Patenaude. Ancien nationaliste devenu conservateur, il a quitté le gouvernement en 1917; orateur qui rappelle Chapleau, il pourrait tenir tête aux gros canons libéraux; de réputation intacte, il est l'une des vedettes de l'Assemblée législative de Québec. Derrière lui, les conservateurs pourraient se rallier, en grande majorité du moins. Mais Patenaude, de son côté, voudra-t-il de ce ralliement?

1. Armand Lavergne est de ce nombre. Fait intéressant à signaler, Lavergne a voulu faire comprendre à Meighen le point de vue canadien-français en politique; pour y arriver, il a fait parvenir au leader conservateur une série des ouvrages historiques de l'abbé Groulx, "pour continuer et surtout pour faire son éducation canadienne". Lavergne à l'abbé Groulx, 20 novembre 1924. Archives privées de M. le Chanoine Lionel Groulx.
2. D'ailleurs, le groupe Monty et le groupe Patenaude étaient à couteaux tirés. Graham, op. cit., v. II, pp. 338-339, 349. Lettre d'Arthur Sauvé à Meighen, 14 avril 1926, papiers Meighen. Citée par ibid., 455.

Dans la province, deux groupes sont irrémédiablement hostiles à Meighen: les adversaires de la conscription - et ils sont nombreux même chez les conservateurs - et les financiers de la rue St-Jacques, qui voudraient la fusion des deux grands réseaux ferroviaires canadiens sous la tutelle du prospère Canadien Pacifique. Patenaude est fort acceptable par les deux groupes qui le pressent instantanément de prendre la tête des conservateurs. Il faut noter, cependant, qu'Arthur Sauvé, leader de l'opposition conservatrice à la Législature, ne prise pas cette accointance avec la rue St-Jacques, qui n'a jamais caché sa sympathie envers Taschereau. Qui plus est, Sauvé préconisait depuis longtemps la complète séparation du parti provincial de son homonyme fédéral.¹

De son côté, Meighen admire Patenaude. Mais Patenaude reste sourd à toutes les avances qu'on lui fait et le chef conservateur voit dans ces réticences les augures d'une coalition semblable à celle de 1911 qui a presque fait disparaître son parti au Québec.² Un conservateur de grande classe, le sénateur Beaubien, dissipe les craintes de son chef qui raconte ainsi un entretien qu'il a eu avec Beaubien:

What they [Beaubien, Patenaude, etc.] have in mind is not by any means a repetition of the performance of 1911 or anything like that, but rather a repetition of the independent efforts of Cartier and Macdonald which finally converged into a sort of dual government.³

La solution à laquelle l'on arrive est la suivante: Patenaude dirigera de façon

1. Angell, op. cit., pp. 33, 68, 86.

2. Graham, op. cit., v. II, p. 318.

3. Meighen à J. W. McConnell, 31 août 1925, Papiers Meighen. Cité par ibid., 319.

autonome l'aile québécoise du parti conservateur; il sera complètement indépendant du chef national et il élaborera le programme que, lui, jugera acceptable au Québec. On ne peut s'empêcher de voir, dans cette prise de position, l'influence du farouche adversaire de Meighen, Lord Asholstan du Star.¹

Force est donc à Meighen d'accepter ces conditions assez humiliantes et d'éviter même de faire une seule apparition dans la province de Québec, désormais le fief d'un Patenaude grassement soutenu par les milieux anglophones hostiles à Meighen, mais dont la liberté d'action n'est quand même pas entravée. Il "veut l'union des races, le respect des minorités, l'autonomie du Canada, la protection douanière, l'embargo sur les matières premières, l'abolition de la préférence britannique et la subordination de la politique extérieure aux intérêts canadiens. Pas de participation aux guerres impériales sans consultation populaire".² Patenaude clame son indépendance aux quatre coins de la province. Son cri "libre de M. Meighen comme de M. King" devient son argument-massue; ses candidats - assez prestigieux encore - le répercutent à l'unisson. Patenaude, décidément, se donne des allures de chef, il confère l'investiture à un candidat et la refuse à un autre, il bat froid aux candidats jugés trop favorables à Meighen.³ Malgré tout, il se défend bien de former un troisième parti. A vrai dire, sa position est ambiguë et ses adversaires le lui donnent clairement à entendre.

1. Ibid., 320, 337.

2. Rumilly, op. cit., v. XXVIII, p. 55.

3. Graham, op. cit., v. II, pp. 338-339.

Bourassa, qui se présente comme indépendant dans Labelle, attache le grelot. "Si vous êtes élu, et qu'il dépende de votre vote d'accorder le pouvoir à M. King ou à M. Meighen, pour qui voterez-vous?".¹ Les libéraux, trop heureux du support inespéré de Bourassa et du Devoir foncièrement hostiles à Meighen, transmettent, eux aussi aux quatre coins de la province, la question que Bourassa a posée et à laquelle Patenaude ne peut vraiment répondre de façon satisfaisante. De plus, les libéraux ne limitent pas leur campagne québécoise à une interrogation qui demeurerait par trop académique. Ils dirigent leur tir sur Meighen qu'ils savent particulièrement vulnérable et ils font bientôt oublier l' "indépendance" de Patenaude. Les moyens qu'ils emploient manquent d'orthodoxie mais non d'efficacité.

2

Le Cri de Québec écrit:

Périsse l'homme qui a dit: 'Jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier sou pour sauver l'Empire'. A ses yeux, le monde n'est que le parc d'élevage où John Bull a le droit absolu de tonte et de boucherie; nos gouvernants ne sont que des gardiens de bétail humain à la solde de Londres, notre richesse ne nous appartient qu'en autant que le dieu britannique n'en a pas besoin pour assurer le triomphe de ses boutiquiers...

Si nous ne choisissons pas pour chefs des hommes de la trempe de M. King, nous serons entraînés périodiquement dans des aventures où nous aurons l'imbécile honneur de sauver la civilisation (?) une seconde fois.

Les caricatures montrent Meighen, fouet en main, poussant les Canadiens à la

3

guerre; on le dépeint, dans Le Soleil comme un trafiquant de chair humaine;

1. Rumilly, op. cit., v. XXVIII, p. 75.

2. Le Cri de Québec, cité par ibid., 71.

3. Le Soleil, 23 octobre 1925.

un vote pour Meighen ou pour les candidats de Patenaude amènera directement la guerre où les enfants des braves Québécois verseront leur sang, etc.¹ Evidemment, le parti de Patenaude subit un échec complet. Quatre conservateurs seulement furent élus au Québec malgré une nette augmentation du pourcentage du vote populaire, et les quatre étaient anglophones. Voici d'ailleurs un tableau qui représente les résultats électoraux au Québec en 1917, 1921 et 1925.²

Elections fédérales	Nombre de sièges cons. ds le Canada	Nombre de sièges cons. au Québec	% de l'ensemble du vote ds le Québec	% des votes cons. par tout le Canada
1917 gouv. unioniste	153	3	25.1	57.
1921	50	0	18.4	30.3
1925	116	4	33.7	46.5

Au lendemain de l'élection, Patenaude déclara que "[l]'appel aux préjugés l'a emporté sur la doctrine. Notre province a cédé à cet appel, pendant que le reste du pays jugeait les problèmes de l'heure à leur mérite et choisissait de nouveaux administrateurs."³ Quelques semaines plus tard, Meighen fait à peu

1. Voir Graham, op. cit., v. II, pp. 338-345; House of Commons Debates, 1926, v. I, p. 301 et seq.
2. Scarrow, H. A., Canada Votes, A handbook of Federal and Provincial Election Data, New Orleans, Hanser, 238 p. Pp. 28, 34-36, 48-50.
3. Cité par Rumilly, op. cit., v. XXVIII, p. 97.

près les mêmes commentaires:¹

Je n'exprime que la vérité en disant que jamais, dans l'histoire des élections au Canada, un grand parti ne s'est abaissé à des méthodes aussi malhonnêtes et aussi dangereuses que celles du parti libéral, au cours de la dernière campagne, dans la province de Québec.

Quelles sont les conséquences de cette faillite d'une aile indépendante du parti conservateur dans le Québec? Dans l'immédiat, elles ont été simples. Meighen a repris en mains les affaires du Québec et a vraiment essayé de se concilier le Québec en adoucissant son impérialisme. D'autre part, dans la perspective prochaine d'une prise de pouvoir, les conservateurs québécois ont tenté de s'unir. Le sénateur Lespérance l'avait signalé à Meighen:²

No permanent headway can be made in this Province until such time as you find and entrust with your confidence public men who are not afraid to espouse and defend the policies and ideals you profess yourself.

Par ailleurs, Meighen n'a conservé aucune acrimonie vis-à-vis de Pater-naude. Sans l'approuver, il le comprenait et l'admirait. Pour le moment, il s'agissait de panser les blessures et de reviser les positions conservatrices dans le plus bref délai, car une élection partielle de prime importance avait lieu dans la circonscription de Bagot.

D'abord, Meighen édulcora son impérialisme dans un discours longuement mûri qu'il prononça à Hamilton, le 16 novembre 1925. Il établit, en

1. Cité par Ibid., 101.

2. D.-O. Lespérance à Meighen, 31 octobre 1925, Papiers Meighen.
Cité par Graham, op. cit., v. II, p. 348.

principe, qu'advenant une guerre, le Parlement devrait décider de l'envoi de troupes canadiennes et faire entériner sa décision par le peuple lui-même dans une consultation populaire.¹ Voilà un pas important, accepté par le haut état-major conservateur en grande partie, mais avec la désapprobation du premier ministre ontarien, Howard Ferguson. Cette prise de position - que les libéraux décrivirent comme purement opportuniste vu l'imminence de l'élection de Bagot - souleva l'indignation en Ontario qui ne pouvait admettre cette capitulation devant les désiderata du Québec. Dans cette province, cependant, la déclaration de Hamilton servit de tremplin à une propagande conservatrice savamment orchestrée pour rendre Meighen acceptable. Il devint "l'ami de notre race...un des hommes d'Etat les plus tolérants, les plus larges qui aient jamais dirigé les affaires de ce pays".² Le candidat conservateur n'en fut pas moins vaincu dans Bagot.

L'année 1926 - après les espoirs que 1925 avait fait entrevoir - fut une source de déception. Les conservateurs exploitèrent à fond le scandale des douanes qui impliquait surtout des Canadiens français: le Québec y vit une attaque personnelle. Les libéraux tournèrent à leur avantage la dissolution refusée par le Gouverneur général à King et accordée à Meighen: n'avait-on pas raison de dire que le parti conservateur était rivé à l'Angleterre? La presse libérale

1. Ibid., 356.

2. L'Événement, cité par Rumilly, op. cit., v. XXVIII, p. 199.

ouvrit encore grandes ses orgues contre "le trafiquant de chair humaine" et contre ce Patenaude qui faisait partie de son cabinet "avec [ses] convictions et [ses]¹ opinions" dans l'espoir de faire un gouvernement Meighen-Patenaude comme il y avait eu un ministère Macdonald-Cartier. Le parti conservateur provincial apporta son concours - Arthur Sauvé, cependant, resta neutre - mais ne put contrecarrer l'influence d'un Bourassa indépendant qui favorisait ouvertement les libéraux. Avec ce résultat que le Québec élut encore ses quatre conservateurs anglophones, tandis que King prenait nettement le pouvoir dans le reste du pays. Ce qui signifie que

...le bloc québécois subsiste, alors que le bloc ontarien est rompu. Meighen a répudié l'impérialisme, repoussé la "plate-forme" des écoles albertaines, appris le français et envoyé son fils à l'Université Laval. Résultat: 13 sièges perdus en Ontario, 0 siège gagné dans le Québec. A trente ans de distance, Meighen a répété le geste et subi le sort de Bowell et Tupper, froissant leurs sentiments personnels et bravant la colère de leurs amis pour plaire aux Canadiens français.²

En somme le Meighen qui veut comprendre le nationalisme canadien-français ne peut faire oublier - grâce à l'insistance de la presse libérale - ses activités de temps de guerre.

1. Déclaration de Patenaude à St-Laurent, le 8 août 1926, rapportée par ibid., 239.

2. Ibid., 257.

R.-B. Bennett à la tête du parti, 1927.

Cette autre défaite, bien plus cuisante que celle de 1925 devait amener, à très brève échéance, le départ de Meighen. En octobre 1926, un caucus où les candidats défaites – toute la délégation québécoise, ou peu s'en faut, entrait dans cette catégorie – n'avaient que voix consultative¹, choisit Hugh Guttrie comme leader temporaire, alors que plusieurs délégués du Québec, dont Armand Lavergne², auraient voulu garder Meighen. Derechef, les conservateurs du Québec se préparèrent à la grande convention qui aurait lieu à Winnipeg (ils auraient préféré qu'elle soit tenue à Ottawa ou à Montréal)³ en octobre 1927.

Dès le mois de juin, l'on commence de tenir des réunions dans divers coins de la province pour choisir les délégués qui se rendront à Winnipeg. Lavergne est président du comité d'organisation de Québec et Achille Jolicoeur en est le secrétaire⁴. L'atmosphère s'illumine en septembre lorsque Ferguson révoque le fameux règlement XVII et c'est trois cents conservateurs enthousiastes qui quittent le Québec pour se rendre à Winnipeg; enthousiastes, mais déterminés à

1. Rumilly, op. cit., v. XXVIII, pp. 259-260.

2. Le Devoir, 12 octobre 1926.

3. Ibid., 22 février 1927.

4. Ibid., 10 octobre 1927.

faire valoir leurs points de vue. Armand Lavergne et Arthur Sauvé sont sans doute les meilleurs représentants des aspirations québécoises.

Lavergne a fait accepter, par le comité de Québec, une série de résolutions fort teintées de nationalisme: réforme du Sénat, bilinguisme dans les services du gouvernement fédéral, immigration sélective, et surtout la question des relations impériales. Comme l'on peut s'y attendre, cette résolution est explicite:

Que tout en réaffirmant le loyalisme inaltérable du Canada envers la Couronne britannique et tout en étant prêt comme par le passé à défendre l'allégeance britannique de la terre canadienne contre tout envahisseur, le Canada ne soit appelé à participer à aucune des guerres de la Grande Bretagne sans le consentement exprès du peuple et du parlement canadien, et par seuls enrôlements volontaires; et que la conscription ne puisse être mise en force que pour la seule défense territoriale du Canada.

Le comité de Montréal a catégoriquement refusé d'endosser aucune de ces résolutions jugées trop radicales et d'ailleurs, à notre connaissance, elles ne furent même pas présentées à la convention.

Quant à Arthur Sauvé, ses positions n'étaient pas aussi tranchées que celles de Lavergne, mais leur caractère franchement québécois ne pouvait être mis en doute. En outre, la position de Sauvé au sein du parti manquait de lustre. Son parti avait subi une écrasante défaite aux mains de Taschereau, le 16 mai. Les intérêts financiers traditionnellement conservateurs avaient appuyé Taschereau, trouvant trop radicales les théories de progrès social de Sauvé.

1. Ibid., 10 octobre 1927, p. 1.

Après les élections, il démissionna en acceptant de conserver son poste jusqu'à la réunion d'une convention provinciale qui lui désignerait un remplaçant. Mais il ne cacha pas qu'il blâmait "certains éléments [du parti conservateur] dont il souffr[ait] depuis trop longtemps"¹. Et il explicita sa pensée.

1
2

Une fraction du parti conservateur fédéral a toujours été hostile à ma direction. On m'accuse de nationalisme. Le nationalisme que j'ai prêché et pratiqué est celui de Cartier, c'est le conservatisme intégral et foncièrement national...

Comme on peut bien le deviner, un chef démissionnaire qui dit de dures vérités à son parti, n'a pas grande influence aux conseils intimes de celui-ci.

Sur le choix du chef, l'entente des Québécois semble plus forte: au premier tour, l'on votera pour Cahan. On le fera par acquit de conscience, sachant qu'il ne peut être élu. Puis, les voix iront à Ferguson qui, estime-t-on, se "laissera"³ choisir par les délégués. Mais les choses ne se passèrent pas ainsi. Meighen vint défendre la doctrine qu'il avait prêchée à Hamilton deux ans plus tôt: les impérialistes maugréèrent et les Québécois jubilèrent. Ferguson réputa avec véhémence cette pernicieuse doctrine; les Québécois maugréèrent et les impérialistes jubilèrent. Avec ce résultat que Ferguson et Meighen anéantirent sans retour les chances qu'ils auraient pu avoir de gagner les suffrages d'une majorité des délégués.⁴

1. Cité par Rumilly, op. cit., v. XXIX, p. 97.

2. Ibid., 98.

3. Le Devoir, 10 octobre 1927, p. 1.

4. Williams, op. cit., pp. 107-108; Graham, op. cit., pp. 493-494.

Le Québec s'en tint à C.-H. Cahan, qu'il admirait, mais Cahan n'était pas acceptable par l'Ouest ni par les milieux financiers ontariens.¹ Ce fut R.-B. Bennett - loin d'avoir ces désavantages - qui l'emporta assez facilement, sans faire la cour au Québec et sans présenter des arguments susceptibles de leur plaire particulièrement.

L'heure de l'euphorie passée, les conservateurs provinciaux pensèrent à rétablir la paix sacrée chez eux et, pour ce faire, ils cherchèrent un remplaçant à Sauvé. En attendant, les dissensions internes ne cesseront pas chez les conservateurs du Québec, même si le choix de Camillien Houde les apaise. Quant à Bennett - que la finance montréalaise ne boude pas - il parcourt le Québec en 1928, insiste sur une sage politique de protection, tandis que la presse de la province lui reproche son impérialisme: n'appartient-il pas "à la famille des tories qui, durant la guerre, auraient vendu la dernière chemise canadienne au moindre signe d'une puissance extérieure"?²

1. Parce qu'il venait du Québec, dit-on plus tard. Le Devoir, 20 octobre 1934, p. 1.
2. Le Soleil, cité par Rumilly, op. cit., v. XXX, p. 107.

DEUXIÈME CHAPITRE

LE PARTI CONSERVATEUR DE 1930 A 1940

Les conservateurs sont élus, 28 juillet 1930.

Depuis la convention de Winnipeg, le parti conservateur avait résolument tenté de se revigoriser. Sur le plan fédéral, la situation s'améliorait. Bennett avait cessé de s'opposer aux demandes de crédits pour le port de Québec; le parti disposait de journaux de combat - à Montréal, Le Goglu; à Québec, Le Journal qui avait remplacé Le Combat - ; l'aspect financier de l'organisation était plus reluisant qu'il ne l'avait été depuis longtemps. Même la scène provinciale pouvait laisser augurer des jours meilleurs.¹

En juillet 1929, Camillien Houde avait remplacé Arthur Sauvé à la tête du parti conservateur: avec l'appui du Star,² le pittoresque "p'tit gars de Ste Marie" escomptait abattre le régime Taschereau. N'empêche qu'il lui fallait compter avec l'aile nationaliste de son parti, où l'on retrouvait Armand Lavergne, Antoine Rivard, Aimé Dion, Noël Dorion et autres. Ces derniers voyaient d'un mauvais œil le contrôle exercé par les milieux financiers, représentés par J.-H. Fortier.

1. A la demande de Maurice Dupré. Rumilly, Histoire de la Province de Québec, Montréal, 1940- , 34 vols. V. XXX, p. 76.
2. Le but de cette assistance était sans aucun doute d'apporter une aide indirecte à Bennett que Sauvé n'avait jamais ouvertement appuyé lorsqu'il dirigeait l'opposition provinciale, car l'on conçoit malaisément que les puissances financières s'attaquent massivement à Alexandre Taschereau.

Par ailleurs, ils condamnaient ouvertement le gouvernement conservateur de la Saskatchewan, dirigé par Anderson, qui persécutait ouvertement la minorité canadienne-française de cette province. L'aile nationaliste voulait une condamnation publique et officielle des actions d'Anderson. Le parti repoussa la motion de censure et Armand Lavergne quitta ses fonctions d'organisateur du district de Québec.¹

Donc, même avec une situation améliorée, le parti conservateur, au Québec, se voyait encore en butte aux dissensions internes. Malgré tout, on espérait pouvoir rétablir un front commun pour les élections fédérales et - c'était capital - on désirait enrégimenter Houde et recevoir l'assistance de sa puissante éloquence. Il ne fait pas de doute que les conservateurs misaient beaucoup sur l'élection de 1930, car les débuts de dépression et les erreurs du gouvernement King permettaient de nourrir certains espoirs.

Mackenzie King et son ministre des Finances, Charles Dunning, manœuvrèrent de façon fort astucieuse. Le discours du budget annonça un accroissement de la préférence tarifaire envers les produits britanniques et un durcissement appréciable des tarifs vis-à-vis des Etats-Unis. Ce budget aurait fort bien pu être présenté par R. B. Bennett lui-même, tellement il s'apparentait aux théories économiques du leader conservateur. Ce coup de jarnac semblait devoir nuire considérablement aux espoirs des conservateurs en Ontario. Au Québec,

1. Rumilly, op. cit., v. XXXI, p. 127.

les libéraux mirent l'accent sur la conférence impériale qui devait se dérouler en septembre 1930. Est-ce que les Québécois ne préféreraient pas y voir l'un des leurs, Ernest Lapointe, membre d'un parti voué à la consolidation de la complète autonomie canadienne, y défendre les intérêts du pays? Assurément, il ferait mieux que l'impérialiste Bennett.

Et la presse libérale passa tout naturellement à sa rengaine favorite: la conscription et l'impérialisme. "M. Bennett est celui-là qui envoyait fouiller vos maisons, vous arrachait vos fils pour les envoyer sur les champs de bataille, après vous avoir odieusement trompés avec les cartes de service national"¹. On demande aux Québécois de se rappeler que ce sont les conservateurs qui "en 1917 et en 1918, sont venus dans nos campagnes, l'arme à la main, pour arracher nos fils de cultivateurs à leur père, qui en avait besoin, pour les conduire à la caserne ou sur les champs de bataille"². Les tories, qui ont prêté "le secours du Canada jusqu'au dernier sou et jusqu'à la dernière goutte de sang"³..., ont imposé la conscription "en dépit des protestations des libéraux". Heureusement, ils ont été répudiés "pour leurs extravagances impérialistes, leur servilité devant les désirs de Londres, leur ultra-loyalisme et leur esprit rétrograde"⁴.

1. Le Soleil, 9 juillet 1930. Cité par Ibid., 229.

2. Le Soleil, 24 juillet 1930. Cité par Ibid., 233-234.

3. Le Soleil, 24 juillet 1930. "En dépit des protestations des libéraux".... quelle distorsion de la vérité: de nombreux ministres de King avaient voté en faveur de la conscription en 1917.

4. Le Soleil, 26 juin 1930.

Pour ajouter à l'épouvantail Bennett, on le dépeint comme un séide d'Anderson, celui-là même qui a enlevé les crucifix des écoles de la Saskatchewan et qui a interdit aux religieuses le port du costume ecclésiastique.

Voilà qui ramène Bennett à la défensive dans le Québec. Il se défend
¹
d'être un ennemi des Canadiens français et repousse avec véhémence les allégations libérales - propagées dans le Québec - à l'effet qu'il serait disposé à
²
dépêcher des troupes canadiennes aux Indes; du même souffle, il nie catégoriquement les insinuations de Taschereau sur l'appui accordé aux menées d'Anderson en Saskatchewan. L'optimisme, d'ailleurs, ne semble pas être exagéré, en ce qui concerne le Québec. Le grand organisateur tory, le général McRay, ne prévoit pas de changements dans cette province aux élections du 28 juillet, même
³
s'il entrevoit la possibilité de quelques gains. L'une des raisons de ce pessimisme est sans doute le manque de chaleur de Bennett, qui "holds himself aloof
⁴
from the crowd, gives the impression of a certain intellectual arrogance", une autre demeure la médiocrité et le manque de combativité de la plupart de ses
⁵
lieutenants; un troisième handicap est la froideur de Camillien Houde qui refuse
⁶
de se laisser entraîner à la remorque de Bennett, malgré les approches de J.-H.

1. Quebec Chronicle-Telegraph, July 14, 1930.
2. Montreal Gazette, July 14, 1930; Quebec Chronicle-Telegraph, June 27, 1930; Cahan donne la même assurance, Montreal Gazette, July 26, 1930.
3. Quebec Chronicle-Telegraph, June 27, 1930; Cahan, Montreal Gazette, July 22, 1930.
4. A Politician with a Notebook, "Inside Stuff", in Maclean's Magazine, May 1st, 1930, p. 16.
5. A Politician with a Notebook, "An Election in July", in Maclean's Magazine, April 15, 1930, p. 32.
6. Loc. cit.

Rainville. La raison: il ne voit pas ce que l'opposition provinciale pourrait y gagner.¹

Bennett, toutefois, possède un optimisme débordant et une énergie extra-ordinaire. Il refuse de concéder la partie, car il sait pertinemment qu'il possède des atouts en main. La dépression - qui touche le Québec comme le reste du pays - est un cheval de bataille formidable en 1930. King présente le budget Dunning comme une panacée aux maux économiques dont souffre le pays et il offre le dossier de son gouvernement face aux aléas d'un possible ministère conservateur. Son programme se borne à ces questions.² Mais il fait entendre une note additionnelle au Québec: il aime cette province et veut continuer de la servir dans la tradition de Laurier.³

Bennett, il va de soi, réaffirme sa foi au Commonwealth dans la structure duquel l'isolationnisme de King apporterait des fissures, mais il clame bien haut son fameux "Canada First"⁴ qui signifie simplement qu'il faut penser au Canada en premier lieu, si l'on veut sortir des affres de la crise économique. Et, pour ce faire, il faut protéger et supporter l'agriculture canadienne, en particulier le bétail et l'industrie laitière; il faut stabiliser l'économie par la restriction des tarifs et développer un système d'échange préférentiel à l'intérieur du Commonwealth; il

1. Le Devoir, 13 mai 1930.

2. W. L. M. King, "The Election Issues as I See Them", in Maclean's Magazine, July 15, 1930.

3. Montreal Gazette, July 23, 1930.

4. Par le fait même, il voulait faire oublier, au Québec, son impérialisme.

5. Cet appel avait une résonance particulière au Québec, où le marché était inondé de beurre venant de la Nouvelle-Zélande, vendu à un prix bien inférieur au beurre produit au Québec.

faut améliorer le système de transport canadien et entreprendre un gigantesque programme de construction qui enrayera le chômage: construction du chemin de fer de la Baie d'Hudson, de la route trans-canadienne et canalisation du St-Laurent; pour couronner le tout, les conservateurs mettront sur pied un plan national de pension pour vieillards.¹

Le dynamisme de Bennett entraîne tout. De valeureux lieutenants propagent au Québec son message d'optimisme. Armand Lavergne, Maurice Dupré, Alfred Duranleau, Arthur Sauvé, Onésime Gagnon et toute une phalange de bons candidats présentent une alternative à la population. De plus, l'organisation conservatrice, pour une fois, est à la taille de la machine libérale qu'il, sûre de son succès, se repose un peu sur ses lauriers. J.-H. Rainville à Montréal et Thomas Maher à Québec travaillent à l'unisson. La propagande s'en va, par la poste, vers 200,000 foyers québécois; dans chaque "poll", des représentants du parti font du prosélytisme.³ Le succès escompté dans les autres provinces décuple l'énergie des conservateurs québécois.

Pour une fois, leurs espoirs ne furent pas déçus: bien plus, ils dépassèrent les plus optimistes prévisions. Les conservateurs avaient fait élire 137 députés, dont 24 dans la seule province de Québec. C'était à

1. A Politician with a Notebook, "Now it Can Be Told", in Maclean's Magazine, August 1st, 1930.
2. Quebec Chronicle-Telegraph, July 30, 1930.
3. Richard de Brisay, "Nationalism Wins", in Canadian Forum, September 1930, p. 431.

peine croyable, si l'on songe que les conservateurs n'avaient présenté aucun appel qui eût pu avoir une résonance particulière dans cette province. On prétendait même que les conservateurs avaient délibérément négligé le Québec, convaincus qu'ils ne pouvaient y faire de gains¹. On avertit, d'autre part, que ces gains ne signifiaient nullement que le Québec avait été converti au conservatisme: la province était toujours hostile à ce parti, mais elle avait réagi contre les conditions économiques qui prévalaient par une sorte de vote de protestation.² En d'autres milieux, on expliquera ainsi les gains conservateurs au Québec: 1) le support donné par l'Eglise qui voulait renforcer un second parti au Québec; 2) l'efficacité de l'organisation conservatrice; 3) l'hostilité vis-à-vis du beurre de la Nouvelle-Zélande; 4) la retraite de Meighen;³ et 5) la popularité du "Canada First". Un fait demeure, les régions rurales appuyèrent les conservateurs, et, jusqu'alors, la dépression et le beurre de la Nouvelle-Zélande avaient surtout affecté les campagnes.⁴⁵

Quoi qu'il en soit, les conservateurs étaient au pouvoir avec une confortable majorité et Bennett pouvait former son cabinet.

1. A Politician with a Notebook, "Now it Can Be Told", in Maclean's Magazine, August 1st, 1930.
2. Quebec Chronicle-Telegraph, July 30, 1930.
3. Richard de Brisay, "Nationalism Wins", in Canadian Forum, Sept. 1930, p. 431.
4. Escott M. Reid, "Canadian Political Parties" . . . in University of Toronto Studies, v. VI, 1933, pp. 7-40.
5. On accepte difficilement la prétention de Grant Dexter qui voit dans le succès conservateur de 1930 une répétition de la victoire nationaliste de 1911. Dexter, Grant, And they Welcome Mr. Bracken. Quatre articles publiés par le Winnipeg Free Press, reproduits par le Toronto Daily Star, le 29 avril 1944, et réunis en pamphlet par la National Federal Federation of Canada, 1944 (?).

Bennett et le Québec, 1930-1935.

La province de Québec, il va sans dire, se préoccupait de sa représentation au sein du ministère Bennett. Les spéculations allaient bon train, faisant état de la nécessité de donner satisfaction aux éléments linguistiques et religieux et, surtout, de ne pas léser Québec au profit de Montréal, ou vice versa. Les noms le plus souvent mentionnés étaient ceux de Duranleau, Sauvé, Cahan pour la région métropolitaine, de Dupré, Lavergne, Gagnon pour la région québécoise.

Bennett fit son choix:¹ George Perley sera ministre sans-portefeuille, Cahan secrétaire d'Etat, Sauvé aura les Postes et Duranleau la Marine, tandis que Maurice Dupré se contentera d'être Solliciteur général. Quant à Lavergne, on lui offre la vice-présidence des Communes. Il avait déjà manifesté l'intention de refuser cette sinécure² et il ne cache pas sa déception de ne pas accéder

1. Le financier J.-H. Rainville influença, semble-t-il, Bennett qui lui octroya la présidence de la Commission du Port de Montréal. Les anglophones montréalais membres du Board of Trade voulaient même se révolter parce que l'on avait fait accéder, pour la première fois depuis 1873, un Canadien français à cette haute position. Voir Rumilly, op. cit., v. XXXI, pp. 241-242, 245.
2. Le Devoir, 8 août 1930.

1

à un poste ministériel. Toutefois il rentre dans le rang, sous la tutelle en quelque sorte de Dupré, et il accepte, à la surprise de certains, la vice-présidence des Communes, un véritable baillon pour ce rude jouteur verbal.² A tout prendre, les trois représentants canadiens-français au sein du cabinet ne manquent pas de valeur personnelle, mais l'on trouve que le premier ministre aurait facilement pu désigner un quatrième ministre canadien-français. Il reste à espérer que le degré de leur influence fera contrepoids à leur insuffisance numérique. Mais, signe avant-coureur, il fallut insister pour qu'un ministre canadien-français accompagnât Bennett à la conférence impériale qui se déroulait à Londres: et ce ministre fut Dupré qui, effectivement, n'avait pas vraiment rang ministériel.

Malgré cela, les débuts du régime Bennett furent relativement sereins. On semblait impressionné par la capacité de travail du nouveau premier ministre et on préféra attendre ses actes pour le juger à sa valeur. Qui plus est, en 1931, des rapprochements semblèrent définitivement s'effectuer entre conservateurs fédéraux et conservateurs provinciaux. Arthur Sauvé, de concert avec ses collègues semble-t-il, décida que l'organisation des forces conservatrices reposerait entre les mains des ministres fédéraux,³ et il apparut clairement

1. Lettre à ses électeurs, in Le Devoir, 8 août 1930.

2. Débats de la Chambre des Communes, 1930, v. I, pp. 60, 171-7, 208-9.

3. Montreal Gazette, Feb. 6, 1931, p. 5.

qu'ils assisteraient Houde dans sa croisade contre Taschereau, d'autant plus que Bennett était très bien disposé envers le Québec.¹ On parla d'union intime de toutes les forces conservatrices de la province, de fusion des deux bureaux montréalais (l'un fédéral, l'autre provincial) de l'organisation, sous la direction d'Armand Crépeau, député de Sherbrooke à l'Assemblée législative, qui serait secondé par Lucien Moraud, Thomas Maher, Maurice Duplessis, etc.² Armand Lavergne flétrit les libéraux, proclame ses principes conservateurs et son admiration pour son chef.³ Que pense le peuple de tout ceci? Si le gouvernement Bennett se jette à fond de train derrière Houde dans sa lutte contre Taschereau, l'on pourra ainsi obtenir l'indice réel de la popularité de l'administration Bennett au Québec.⁴

Or, la participation des conservateurs fédéraux ne peut être mise en doute. Samuel Gobeil et John Hackett, deux députés fédéraux, accompagnent Houde dans Mégantic;⁵ Duranleau,⁶ Sauvé,⁷ Dupré,⁸ Onésime Gagnon font de même et appuient publiquement des candidats houdistes; Bennett lui-même envoie un télégramme d'appui au chef conservateur provincial, consacrant ainsi

1. Le Devoir, 23 février 1931, p. 10; Montreal Gazette, Feb. 23, p. 4.
2. Montreal Gazette, March 7, 1931, p. 4.
3. Le Devoir, 9 mars 1931; Débats de la Chambre des Communes, 1931, v. I, pp. 177-181.
4. A Politician with a Notebook, "Backstage at Ottawa", in Maclean's Magazine, April 15, 1931.
5. Le Devoir, 25 juillet 1931, p. 3.
6. Ibid., 31 juillet 1931, p. 3.
7. Montreal Gazette, Aug. 17, 1931, p. 3.
8. Ibid., p. 1.
9. Le Devoir, 19 août 1931, p. 3.
10. Montreal Gazette, Aug. 14, 1931, p. 1; Rumilly, op. cit., v. XXXII, p. 189.

1

ce qu'Ernest Lapointe appelle une "union illégitime". Le Journal peut écrire que "dans Québec, politique provinciale et politique fédérale sont étroitement unies"². Un candidat, néanmoins, reste sourd à ce déploiement de forces: Maurice Duplessis se déclare indépendant de Bennett et de Taschereau, car il est un "libéral-conservateur... de l'école des Cartier-Macdonald".³

Malgré l'assistance fédérale, le parti de Houde, "libérateur", "second Mussolini", subit un cuisant échec que Bourassa attribue, en grande partie, à l'impopularité des tories d'Ottawa et les conservateurs provinciaux s'interrogent de plus en plus,⁴ alors que les députés fédéraux du district de Québec réitèrent leur confiance à Houde.⁵⁶

Quoi qu'il en soit, la période d'euphorie qui a suivi les élections de 1930 est maintenant chose du passé et le réveil qui suit le verdict québécois du 24 août 1931 donne à réfléchir. Il est vrai que l'on a excessivement vanté les mérites du gouvernement Bennett en 1931,⁷ mais les critiques commencent d'apparaître. En décembre 1931, il est question d'une réunion de tous les députés et candidats défait aux élections de 1930 et 1931 "pour discuter des moyens à prendre pour faire reconnaître l'importance de la province de Québec dans le

1. Le Devoir, 22 août 1931, p. 3.

2. Le Journal, 15 août 1931, p. 10

3. Le Devoir, 6 août 1931, p. 3.

4. Ibid., 26 août 1931, p. 3.

5. Montreal Gazette, Aug. 26 and 27, 1931, p. 4; Sept. 28, 1931, p. 12.

6. Le Devoir, 16 sept. 1931, p. 4.

7. Le Journal, 1er août 1931, p. 1; 5 sept. 1931, p. 3.

domaine fédéral". Les députés se plaignent du manque de ténacité des ministres, tandis que ces derniers déplorent le manque de collaboration qu'ils reçoivent des députés. Au fond de tout ceci, semble régner l'insatisfaction devant le manque d'équité dans la distribution du patronage et des fonds de chômage qui devraient revenir au Québec.¹ On soupçonne Houde - hostile à son prédecesseur Sauvé -² d'être l'instigateur de ce mouvement, surtout lorsque l'on songe qu'il pense même à la formation d'un tiers parti³ et que les rumeurs d'un changement prochain de chef conservateur provincial commencent de prendre de l'ampleur.⁴⁵

En plus de toute cette effervescence, le vice-président des Communes commence de mal supporter la discipline de parti et son ardeur nationaliste de jadis lui revient depuis qu'il a renoué connaissance avec Ottawa. Au moment des préparatifs immédiats de la conférence impériale qui se déroule dans la capitale à l'été de 1932, Lavergne fait une sortie dans une lettre ouverte qu'il fait parvenir au Devoir. Le prétexte: l'absence de représentation francophone adéquate à cette conférence. "Il convient de dire que jamais, sous aucun gouvernement, notre race n'a eu aussi peu d'influence". Lapointe valait mieux que "nos trois ministres actuels" qui devraient sortir "de la torpeur des

1. Le Devoir, 21 déc. 1931, p 3
2. Ibid., 27 sept. 1932, p. 1.
3. Ibid., 21 déc. 1931, p. 3.
4. Ibid., 27 fév. 1932; 27 sept. 1932, p. 1.
5. Ibid., 5 nov. 1932, p. 3; 28 nov. 1932, p. 8.

¹
grasses prébendes". On s'empressa d'ajouter six Canadiens français à la conférence, mais le mal était fait, la brèche ouverte, et elle ne pouvait aller que s'élargissant, avec la multiplication des griefs que le Québec entretenait contre Bennett et son administration.

Sans épuiser la nomenclature de ces griefs, nous pouvons quand même en signaler quelques-uns. Un député conservateur anglophone du Québec, F. H. Pickel, dénonce l'apathie du gouvernement face aux problèmes des agriculteurs de l'Est du pays.² C'est au tour ensuite du francophone Barrette, de Berthier, d'élever la voix. "Nous avons perdu en grande partie l'héritage politique que nous avait légué Sir Georges-Etienne Cartier, cette égalité dans l'influence politique, dans le fonctionnarisme et le partage équitable des sub-sides...".³ Un sénateur conservateur, le docteur Paquette, fait entendre le même son de cloche. "J'ai un grave reproche à faire à mes chefs et je ne m'en gêne pas. Les Canadiens de langue française n'ont pas reçu du gouvernement conservateur d'Ottawa la part qui leur revenait dans l'administration." Les Canadiens français ont rétrogradé dans le domaine fédéral, le français a subi un recul considérable".⁴ De ces deux "confessions", il ressort que l'on reproche au gouvernement de léser les Canadiens français de l'influence qu'ils devraient exercer dans les cercles gouvernementaux. Et d'ailleurs, le

1. Armand Lavergne, "La dégringolade continue", in Le Devoir, 21 juil. 1932, p. 2.

2. Le Devoir, 9 fév. 1933, p. 1; Débats de la Chambre des Communes, 8 fév. 1933, t. II, pp. 1904-1908.

3. Le Devoir, 11 avril 1933, p. 2.

4. Ibid., 1er oct. 1935.

nombre de sous-ministres et de haut fonctionnaires canadiens-français subit une baisse alarmante dans les années 1930-1935.¹ Mais un événement, plus que tous les autres, souleva l'ire du Québec et cristallisa l'opinion: l'affaire de la monnaie bilingue.

La chose est relativement simple. Oscar Boulanger, député libéral de Bellechasse, présenta une motion pour que le papier-monnaie canadien soit bilingue. Le député conservateur de Compton, Samuel Gobeil, demanda l'ajournement du débat, ce qui équivalait à renvoyer la proposition aux calendes grecques. C'est, paraît-il, "à la demande d'un très haut chef conservateur", et sans se rendre compte qu'il "tuait" ainsi le bill, que Gobeil posa ce geste.² Lui-même, plus tard, en guise de défense, rétorqua que Boulanger aurait fort bien pu présenter sa motion lorsque les libéraux étaient au pouvoir.³ Les conservateurs du Québec se rendent bien compte que cette question peut leur nuire électoralement et l'on peut croire qu'ils seront plus prudents en 1934 lorsque la motion revient sur le tapis, présentée cette fois par Ernest Lapointe.

Un conservateur de Toronto, le colonel Geary, ne veut de français nulle part sur le papier-monnaie; Rhodes, le ministre des finances, préco-

1. Gauthier, Charles, "Canadiens français et services fédéraux," in Action Nationale, 1933, v. I, pp. 343-7.
2. Armand Lavergne, "Ce qui s'est passé", in Le Devoir, 25 sept. 1933, pp. 1-2.
3. Le Devoir, 11 sept. 1933, p. 2..
4. Ibid., 6 juin 1934, p. 1.

nise des billets libellés en français et des billets libellés en anglais. L'amendement Lapointe est défait, quatre conservateurs du Québec seulement votant en sa faveur. Lavergne peut écrire: "Le parti libéral, officiellement, par la voix de son chef, s'est prononcé en faveur du bilinguisme; et le parti conservateur, officiellement, par son chef, s'est prononcé contre...". Le Journal,¹ organe de Maurice Dupré,² trouve que justice est rendue à la minorité canadienne-française; Chapais parle "d'œuvre de justice, de paix et de concorde nationale".³ Duranleau défend Bennett et son parti, "...s'il est un parti politique qui puisse réclamer d'avoir bien servi la cause de l'unité canadienne en satisfaisant aux revendications légitimes de l'élément français, c'est bien le parti conservateur".⁴ Mais il y a certainement un jeu de façade dans cette expression de sérénité après l'accomplissement d'un devoir public. Un ministre, au moins, s'interroge sur le bien-fondé de cette attitude de la députation conservatrice québécoise et sur les résultats électoraux de ce que nous pouvons appeler, à tout le moins, un manque de fermeté. C'est Maurice Dupré.

Il écrit - à notre connaissance - à quatre personnages, et leur demande leurs impressions sur l'état d'esprit des gens depuis le débat et le vote sur la monnaie bilingue. Ces personnages sont l'abbé Marcoux du collège de Lévis, les juges Albert Sévigny et Mathias Tellier, et l'avocat Antoine Rivard. L'abbé

1. Armand Lavergne, "Ils nous ont eus", in ibid., 21 juil. 1934, pp. 1-2.
2. Dupré à R.-J. Manion, mai 1939. Papiers R.-J. Manion, A.C., M.G. 27, v. 5.
3. Le Journal, 28 juin 1934, p. 9.
4. Débats du Sénat, éd. non revisée, 30 juin 1934, p. 709.
5. Le Journal, 26 juil. 1934, p. 9.

Marcoux est satisfait de la tournure des événements, mais incite les conservateurs à se créer des journaux;¹ Sévigny ne se prononce pas sur le fond de la question, mais prévoit la défaite conservatrice et, pour ces raisons, lui conseille de se faire nommer sénateur.² L'éminent homme qu'est Tellier, foncièrement honnête, dit à Dupré que les conservateurs n'avaient qu'à "décréter le billet bilingue, sans attendre qu'il fut [sic] demandé".³ Mais la réponse la plus significative demeure sans conteste celle d'Antoine Rivard, un conservateur par tradition, mais un observateur lucide qui sait à quel palier doivent se situer les principes.

Selon lui, bleus comme rouges, à Québec, étaient convaincus que le projet Rhodes était mauvais et que le parti ne pouvait tirer aucun avantage de son adoption. Et ce, pour des raisons bien simples: les libéraux, qui ont pris l'initiative de cette mesure, en tireront tout le crédit; le compromis auquel sont arrivés les conservateurs manifeste une concession faite à l'élément fanaticique tory; le fait de voir un député aussi prestigieux que Gagnon se séparer de son parti sur cette question indique le bien-fondé des accusations de fanatisme. En définitive, "la majorité ministérielle a sacrifié de façon presque irrémédiable les chances de réélection des ministres et des députés Canadiens Français Conservateurs" [sic] en montrant qu'ils ont moins d'influence "que

1. Abbé A. Marcoux à Maurice Dupré, 25 juin 1934 (confidentielle).
Papiers Maurice Dupré, A.C., M.G. 27, 111, B16, v. 10.
2. Albert Sévigny à Maurice Dupré, 25 juin 1934 (personnelle). Papiers Dupré, v. 10.
3. J.-M. Tellier à Maurice Dupré, 30 juin 1934 (pers. et conf.).
Papiers Dupré, v. 10.

les Turnbulls ou... autres fanatiques". Ses pronostics sur les succès futurs des conservateurs sont évidemment sombres. Un paragraphe mérite d'être cité au complet, tellement il décrit bien la situation du parti en 1934.

Si je fais le bilan de nos activités, je me résume en disant qu'après quatre années de pouvoir nous n'avons plus d'organisation, nous n'avons plus de presse, et nous avons trouvé le moyen de laisser aux rouges l'occasion de soulever une question de race, une question de langue où le Gouvernement que nous avons mis au pouvoir, nous, la Province de Québec, a pris une position ridicule et indéfendable. Pour ma part, je souhaiterais des élections à brève échéance, une défaite que je calcule inévitable, et quatre années de retraite, de révision, de réorganisation dans l'opposition pour reprendre dans cinq ans avec un parti mieux organisé et des hommes que le pouvoir et la défaite auront rendu plus expérimentés, les positions dont nous n'avons malheureusement pas, à mon sens, justement profité.¹

La question de la monnaie bilingue, l'absence d'organisation et de presse rendaient la situation conservatrice plus précaire au Québec. Lorsque nous arrivons à chercher une explication profonde à cet état de choses, nous pouvons penser à l'obstination de Bennett, à son incompréhension du Québec, au fanatisme de certains membres de son parti; mais il ne faut pas oublier un facteur d'une importance primordiale: la qualité des représen-

1. Antoine Rivard à Dupré, 26 juin 1934 (personnelle et confidentielle). Papiers Dupré, v. 10.
2. L'on peut rappeler ici l'anecdote racontée par Maurice Pope, Soldiers and Politicians, Toronto, University of Toronto Press, 1962. P. 98. Un influent conservateur du Québec avait demandé à Pope de faire comprendre à Bennett de dire quelques mots en français lorsqu'il prononçait une allocution au Québec. Pope transmit le message à son ami George Perley qui répondit "Well, that won't win any votes".

tants canadiens-français au sein du cabinet et les rivalités existant entre les membres d'un même parti. Les documents de première main manquent encore pour arriver à des preuves formelles de cette assertion, mais de nombreux faits et témoignages nous permettent de croire à la justesse de notre affirmation.

Dès 1931, Arthur Sauvé exprime le besoin de dire qu'il n'existe aucun différend entre les ministres canadiens-français.¹ Mais c'est un secret de polichinelle² que Sauvé et Duranleau sont à couteaux tirés et que, par leur entêtement réciproque, ils bloquent des nominations de Canadiens français, chacun d'eux tenant mordicus au candidat de son choix. La convention d'octobre 1933 à Sherbrooke les retrouve cependant du même côté, celui de Duplessis. Les conservateurs provinciaux ne voyaient pas d'un bon oeil la candidature du député fédéral Gagnon,³ protégé par Houde, Aimé Guertin et, surtout, par le Solliciteur général Dupré. Sauvé, Duranleau, Lavergne, Cahan, Perley, Chapais, C.-N. Dorion appuient Duplessis qui est élu. Mais encore là, les ministres n'étaient pas tous du même côté de la barricade. Ces trois ministres, de plus, manquent d'autorité. Louis Dupire a un mot fameux,

1. Les papiers R. B. Bennett ne seront accessibles aux chercheurs qu'à l'automne 1966.
2. Montreal Gazette, Feb. 6, 1931, p. 5; Rumilly, (op. cit. v. XXXII, p. 56) fait cependant état des rivalités Sauvé-Cahan pour le leadership du Québec. Mais Cahan était un anglophone.
3. Le Devoir, 17 nov. 1934, p. 1; ibid., 22 déc. 1934, p. 1; J.-H. Bender à R. A. Bell, janvier 1953. Papiers R.-A. Bell, v. 3, fol. 12.
4. Le Devoir, 20 sept. 1933, p. 3.

même s'il est cruel. "Il nous fallait quatre as, dit-il, nous avons tiré trois valets"¹. Lavergne et Dupré font très mauvais ménage et, par conséquent, les relations Lavergne-Gagnon ne peuvent être bonnes.² Et le même Lavergne polémique avec Samuel Gobeil dans les journaux. Bref, on est en présence d'une série de coteries et de dissensions qui se retrouvent à tous les niveaux et qui déterminent les positions respectives sur tout problème qui survient.

Toutes ces rivalités et querelles minent le peu d'influence que les conservateurs francophones auraient pu avoir auprès de Bennett - à supposer que quelqu'un pût influencer Bennett. Lorsque les élections sont déclenchées, c'est donc une cohue générale chez les conservateurs et pas seulement chez ceux du Québec. Bennett a exposé à la radio un programme radio,³ sans avoir même consulté au préalable ses collègues. Stevens a formé son "Reconstruction Party"⁴ qui vient encore diviser le faible vote conservateur québécois. Les supporteurs de Stevens proclament qu'ils auront plus d'influence avec Stevens qu'avec Bennett et Louis Francoeur y voit la résurrection du parti nationaliste de Bourassa et Lavergne.⁵

1. Ibid., 6 juin 1934, p. 1.
2. A. Lavergne, "A propos de Russell", in ibid., 16 juin 1933, p. 2.
3. Le Devoir, 12 mai 1933, p. 8.
4. A Politician with a Notebook, "Backstage at Ottawa", in Maclean's Magazine, March 1st, 1935, p. 15.
5. Wilbur, J. R. H., "H. H. Stevens and R. B. Bennett, 1930-34", in Canadian Historical Review, March 1962, pp. 1-17.
6. Montreal Gazette, Oct. 9, 1935, p. 14; ibid., Oct. 14, 1935, p. 17.
7. Ibid., Sept. 30, 1935, p. 1.

Ceci ne peut tromper la presse libérale: Stevens comme Bennett est en faveur de la conscription¹ et les stevenistes doivent se défendre de cette attaque.² En plus, les libéraux ont beau jeu de dire qu'ils avaient six ministres canadiens-français dans leur gouvernement tandis que Bennett n'en avait choisi que trois.³ D'ailleurs, il n'était pas besoin de rappeler cet état de choses; les Canadiens - autant que les Québécois - ne voulaient plus de Bennett et le lui prouvaient éloquemment, lui laissant 50 députés, dont 5 (4 étaient anglophones) au Québec. Dès avant les élections, les critiques s'intensifiaient multipliées à l'endroit de son "leadership" et elles allèrent s'intensifiant en 1936 et 1937.⁴

1. Le Soleil, 21 septembre 1935, p. 4; Montreal Gazette, Oct. 5, 1935, p. 17.
2. Montreal Gazette, Oct. 4, 1935, p. 11.
3. Ibid., Oct. 12, 1935, p. 6; Quebec Chronicle-Telegraph, Oct. 10, 1935, p. 3.
4. Williams, The Conservative Party of Canada; 1920-1949, Durham, Duke University Press, 1956. Pp. 58-59.

Le Québec fait choisir Manion, juillet 1938.

Au grand soulagement de la plupart des conservateurs, Bennett présenta sa démission au caucus du parti, le 5 mars 1938; le même jour, on changea le nom Libéral-Conservateur en celui de "National Conservative"¹ et l'on annonça la tenue d'une convention, en juillet, qui choisirait le remplaçant de Bennett.² La course à la succession était ouverte. Elle vaut qu'on s'y arrête car, cette fois, le Québec fut le centre des préoccupations: le parti conservateur était devenu à peu près strictement ontarien et un certain appui du Québec semblait nécessaire pour déloger Mackenzie King.

H.-H. Stevens pouvait paraître avoir de bonnes chances: en 1938, le "Reconstruction Party" s'était éteint, Stevens était prêt à réintégrer le giron conservateur et les magnats torontois et montréalais de la finance semblaient fort désireux de le voir revenir.³ Mais le parti devra se soumettre aux prin-

1. Williams, op. cit., p. 59. Selon certains, le changement envisagé indiquait une concession que l'on faisait pour plaire à l'Union Nationale. Ottawa Journal, March 7, 1938; Montreal Star, March 7, 1938.
2. Cette fois, le comité québécois chargé de préparer la convention comptera 7 francophones contre deux anglophones. Archives du Parti conservateur. Quartiers généraux du Parti conservateur. Dossier "Convention de 1938".
3. Comme en font foi des lettres de J.-N. Cartier et de Warren Cook à Stevens, en avril 1938. Cité par Huot, John, R. J. Manion and the Conservative Party, 1938-1940, unpublished paper. Pp. 55, p. 7.

1

cipes de Stevens, principes énoncés lors de sa rupture avec Bennett; d'ailleurs - et ceci devrait être un gage sûr de succès - les délégués déjà choisis au Québec, au 1er juin, favorisent Stevens dans une proportion de 60%. A la fin du même mois, il se croit fermement le choix du Québec. "The Quebec delegation will not take no for an answer, and will have no one but me". En ceci, il se trompait grandement et il dut déchanter et retirer sa candidature.

2

3

4

Car la représentation québécoise favorisait Robert James Manion, un Irlandais catholique qui avait épousé une Canadienne française, un ancien supporteur de Laurier devenu libéral unioniste en 1917, puis membre des cabinets Meighen et Bennett. Manion, dans la course à la succession, avait misé sur deux tableaux: s'identifier aux éléments progressistes du parti et gagner le support de la délégation québécoise. Ce dernier aspect s'avérait particulièrement délicat, car l'on criait à la dictature du Québec sur la convention, affirmant que le Québec voulait imposer sa volonté.⁵ N'empêche que Manion courtisait le Québec

5

6

1. Stevens à N.-S. Sommerville, 26 avril 1938, Papiers Stevens, v. 155. Cité par loc. cit.

2. Cartier à Stevens, 1er juin 1938, Papiers Stevens, v. 151. Cité par ibid., p. 8.

3. Stevens à D. Glass, 28 juin 1938, Papiers Stevens, v. 151. Cité par ibid., p. 9.

4. Il semble bien, par ailleurs, que les intérêts financiers n'aient pas été aussi sympathiques à Stevens que ses informateurs le prétendaient: dès l'annonce de sa candidature, l'on vit, en guise de réaction, apparaître le nom d'Arthur Meighen.

Quant à son manque de support de la part de la délégation du Québec, il semble que c'est après mûre discussion qu'on lui ait préféré Manion, s'il faut en croire le Quebec Chronicle-Telegraph, July 7, 1938, p. 1.

5. Huot, op. cit., pp. 4-5.

6. Quebec Chronicle-Telegraph, June 24, 1938.

1

en insistant sur la valeur des droits provinciaux et que la presse conservatrice lui ménageait fort bon accueil.² De plus, il avait le ferme appui du seul député conservateur à Ottawa, Georges Héon. Dès le 20 mars, celui-ci avait insisté sur la valeur de Manion qui avait la confiance de l'élément français et de l'élément anglais du pays et, plus tard, il se dira le porte-parole de la déléгation du Québec, pro-Manion à 90% et, à ce titre, il secondera la mise en nomination de Manion.³ Cette étroite liaison pose la question de la collaboration Manion-Duplessis, car Héon n'était pas sans rapports avec l'Union Nationale à qui, paraît-il, il devait son élection dans Argenteuil.⁴ A tout événement,⁵ Duplessis n'assista pas à la convention et Héon approuva ce geste: Duplessis lui-même déclara qu'il n'avait rien eu à faire avec le choix du candidat et il dénonça les délégués qui s'étaient servi de son nom pour ou contre l'un des candidats.⁶ Cependant, le 23 mai, Manion et Duplessis s'étaient rencontrés à Montréal et un supporteur de Stevens écrivit: "Some of the Duplessis supporters are only talking and laying plans to control both the convention and the

1. Discours à l'Association des Canadian Clubs, à Montréal, Montreal Gazette, July 4, 1938.
2. Quebec Chronicle-Telegraph, June 8, 9, 10, 14, 28, 1938; Aug. 7, 1938.
3. Montreal Gazette, March 20, 1938.
4. Ibid., July 5, 1938.
5. Ibid., July 7, 1938.
6. Montreal Star, March 7, 1938. Cité par Huot, op. cit., p. 6.
7. Quebec Chronicle-Telegraph, June 16, 1938.
8. Montreal Gazette, July 7, 1938.
9. Manion à Duplessis, mai 1938, Papiers Manion, v. 5. Cité par Huot, op. cit., p. 6.

1

organization of the campaign". Quoi qu'il en soit et quelles que soient les influences occultes en arrière-scène, la délégation du Québec formait bloc derrière R.-J. Manion. Les jeux étaient quasi faits avant l'ouverture de la convention, mais les débats devaient venir brouiller les cartes.²

Le premier "semeur de discorde" fut Arthur Meighen qui devint véritablement, aux yeux des délégués du Québec, un trouble-fête, car il ramena sur le tapis l'épineuse question de l'impérialisme, capable de faire ressortir instantanément les divisions profondes au sein du parti conservateur et d'enlever à Manion le support qu'il avait hors du Québec. Il n'y a aucun doute possible: Meighen était opposé au choix de Manion, surtout à cause de ses doctrines économiques et sociales, trop radicales sans doute à ses yeux, et il se rangea fermement derrière les supporteurs de Macpherson. A titre d'ancien leader, il devait prononcer le discours d'ouverture; Bennett lui demanda d'aborder la question de l'entraînement, au Canada, des pilotes de la "Royal Air Force"³, question que King esquivait, ce qui pouvait laisser supposer qu'il

1. J.-N. Cartier à Stevens, 15 juin 1938, Papiers Stevens, v. 151.

Cité par ibid., p. 6.

2. On a facilement conclu que le Québec avait conduit Manion à la tête du parti (Le Devoir, 12 juillet 1943, p. 1) mais Manion lui-même a toujours maintenu qu'il n'avait pris aucun engagement formel vis-à-vis du Québec (Montreal Gazette, March 3, 1940, p. 1) et qu'il ne devait pas son "leadership" à Maurice Duplessis (Montreal Gazette, July 22, 1938, p. 1).

3. Graham, Roger, Arthur Meighen, Toronto, Clarke & Irwin, 1960, 1963 and 1965. 3 vols. V. 3, p. 77.

4. Ibid., 82.

5. Ibid., 78; _____, "The Front Page: Behind the Convention and the Plot", in Saturday Night, July, 1938, p. 1.

1

refuserait à la Grande-Bretagne cette permission. Avec son éloquence coutumière, Meighen traita à fond son sujet et intima on ne peut plus clairement que la défense du Canada devait s'effectuer en premier lieu en Grande-Bretagne et que, pour la sécurité du pays, il fallait de plus en plus coopérer avec la mère patrie.² La réaction québécoise fut immédiate et les murmures des délégués indiquèrent clairement qu'ils désapprouvaient ces paroles. Frénétiquement applaudis par les anglophones, le discours fut accueilli silencieusement par le Québec.³ Georges Héon déclara qu'un individu, à lui seul, ne pouvait imposer ses vues au parti⁴ et que, si Meighen prononçait un autre discours semblable, la délégation du Québec retournerait chez elle par le premier train.⁵ Maurice Dupré, co-président de la convention, émit une déclaration énonçant clairement la désapprobation canadienne-française des théories de Meighen.⁶ Meighen pourtant n'avait pas voulu offenser le Québec. "I took, or at least I thought I took, particular pains to say nothing to which any member of the Conservative Party from Quebec or anywhere else could by any possibility take exception. In this I was

- ... L'on peut consulter, pour une ample discussion de ce problème, Eayrs, James, In Defence of Canada: Appeasement and Rearmament, Toronto, University of Toronto Press, 1965. Pp. 91-103.
- 2. Arthur Meighen, Unrevised and Unrepented, Toronto, Clarke & Irwin, 1949, 483 p. 306 ss.
- 3. Globe & Mail, July 6, 1938. Cité par Graham, op. cit., v. 3, p. 81.
- 4. Montreal Gazette, July 6, 1938; Quebec Chronicle-Telegraph, July 6, 1938.
- 5. Globe & Mail, July 6, 1938. Cité par Graham, op. cit., v. 3, p. 82.
- 6. Quebec Chronicle-Telegraph, July 6, 1938, p. 12.

¹
disappointed". N'empêche que le fossé était à nouveau découvert, aussi béant qu'auparavant.

Bennett - avec sa diplomatie coutumière - essaya de réparer les dégâts et de faire réfléchir la délégation québécoise aux questions de défense au sein de l'Empire.

My friends you cannot stand alone. Canada cannot stand alone. You will at least sink into the orbit of American economy. Think that over. The issue is clear.²

Mais les conservateurs du Québec ne voulaient plus rien entendre; ils réagirent à l'appel de Bennett en arborant ostensiblement des insignes indiquant leur allégeance à Manion et, le 7 juillet, ils proposèrent une résolution selon laquelle le Canada n'enverrait pas de troupes à l'extérieur de son territoire, advenant une guerre, sans soumettre le cas à un référendum.³ Le petit-fils de Sam Hughes s'indigna:

To the shouts of "Good old Sam", young Hughes warned that if the British Empire were to die there were red-blooded people in Canada who would still rush to its defense [sic] before anyone could lay hands on it, referendum or no referendum.⁴⁵

On en arriva à une résolution anodine, ni chair ni poisson, mais quand même plus près des voeux du Québec que de ceux de Meighen et de

1. Meighen à Bennett, 12 juil. 1938, Papiers Meighen. Cité par Graham, op. cit., v. 3, p. 82.
2. Toronto Globe & Mail, July 7, 1938. Cité par Williams, op. cit., p. 108, n. 76.
3. Montreal Gazette, July 7, 1938.
4. Huot, op. cit., p. 12; Quebec Chronicle-Telegraph, July 8, 1938, p. 1.
5. Globe & Mail, July 8, 1938. Cité par Huot, op. cit., p. 12.



ses tutti quanti. Elle se lit ainsi:

We believe that the defence of Canada and the preservation of our liberties can best be promoted by consultation and cooperation between all the members of the British Commonwealth of Nations.¹

Extérieurement, l'honneur était sauf. Manion déclara que le Québec serait la dernière province à vouloir rompre les liens avec l'Empire,² mais n'empêche que le parti s'était profondément divisé sur la question. Macpherson reçut un support considérable de l'élément anglophone du parti, mais pas suffisamment cependant pour empêcher l'élection de Manion. Cette élection, plusieurs la considérèrent comme une victoire du Québec et la situation du nouveau chef, vis-à-vis de l'élément anglophone de son parti, n'était pas d'excellent augure, même si le programme adopté ne contenait aucun article expressément inclus pour gagner le support du Canada français.³

1. Globe & Mail, July 8, 1938. Cité par Graham, op. cit., v. 3, p. 83.
2. Montreal Gazette, July 7, 1938.
3. Globe & Mail, July 8, 1938. Cité par Huot, op. cit., p. 15.
Onésime Gagnon télégraphia à Manion. "Province of Quebec will rely on your spirit of broad-mindedness and fair play. Wish you long and prosperous career". Papiers Manion, A.C., v. 6.
4. Montreal Gazette, July 8, 1938, p. 1; Quebec Chronicle-Telegraph, July 8, 1938, p. 1.

Le dilemne de Manion, 1938-1940.

On peut affirmer, sans crainte d'erreur, que Manion essaya vraiment d'insuffler une vigueur nouvelle au parti qu'il dirigeait et qu'il mit tout en branle pour le préparer aux élections. Mais son chemin était parsemé d'écueils. Le plus grand de ces écueils, il va sans dire, était le Québec.

La situation dans cette province ne manquait pas d'être délicate. Un vieil organisateur de Montréal, Hugh Bell, explique à Manion que le parti doit être tolérant vis-à-vis de l'élément franco-phone et ne pas prêter une oreille trop attentive à certains propos extrémistes; il ajoute que le parti doit être particulièrement circonspect dans ses rapports avec les candidats de cette province. Qu'est-ce que cette mise en garde signifie vraiment? A notre avis, elle effleure la question des relations avec l'Union Nationale. Un fait existe: Duplessis et sa loi du cadenas étaient mal vus au

1. Hugh Bell à R.J. Manion, 24 août 1938. Archives du Parti Conservateur du Canada. Quartiers généraux du Parti, Ottawa.

¹

Canada anglais et, d'autre part, l'Union Nationale était trop nationaliste aux yeux des conservateurs fédéraux. Mais le parti conservateur était inexistant au Québec et ses sympathisants présents ou éventuels faisaient partie de l'Union Nationale, même si certains manifestaient un enthousiasme débordant envers Manion.

²

Créer un parti conservateur provincial étant hors de question, il fallait établir, dès 1938, une entente avec Duplessis. Dans le plus grand des secrets, Manion rencontra Duplessis, au Château Frontenac de Québec, en décembre 1938. Par voie de conséquence peut-être, au printemps et à l'été de 1939, les rapports entre l'Union Nationale et les conservateurs devinrent plus étroits et diverses sources d'informations firent savoir à Manion que le parti de Duplessis allait l'appuyer

³⁴

fermement. Donc, malgré ses problèmes d'argent, le parti de Manion pourrait compter sur le support, plus que platonique on peut le supposer, de l'Union Nationale.

1. G.V. Ferguson, "The English-Canadian Outlook", in Canadian Dualism/La Dualité Canadienne, Toronto et Québec, University of Toronto Press et Presses Universitaires Laval, 1960. Pp. 9-10, 12-14.
2. G. Ford, 'Suggestions au sujet de l'organisation conservatrice!', 11 août 1938. Archives du Parti Conservateur.
3. Héon à Manion, 13 septembre 1938, Papiers Manion, v. 15, Cité par Huot, op. cit., 18-19.
4. Nous ne pouvons divulguer la source de ce renseignement très sûr.
5. Dunn à Manion, 25 avril 1939. Papiers Manion, v. 5; T.H. Onslow à J.M. Robb, 4 août 1939, Papiers Manion, v. 15. Cité par Huot, op. cit., 19-20; Frédéric Dorion à J.M. Robb, 5 août 1939. Papiers Manion, v. 15. Cité par ibid., p. 21.
6. John M. Robb à P. Seguin, 27 octobre 1938, Archives du Parti Conservateur.

On devine facilement, dans les circonstances, que l'élément foncièrement "tory" du parti conservateur ne prisait pas ce rapprochement quasi morganatique. D'autant plus que Manion, sans ambages,
¹
 se déclara contre la conscription, le 30 mars 1939, et dut réitérer sa position en août de la même année, devant la turbulence et les
²
 appréhensions de ses alliés québécois, au nombre desquels nous retrouvons les ministres de l'Union Nationale qui étaient hostiles à
³
 toute forme de conscription. En faisant ceci, c'est-à-dire en élargissant
 extrêmement important, celui de la faction tory, prête à participer,
 au moindre signe, à toute guerre où serait impliqué l'Empire britannique. Le résultat de la politique de Manion fut de choquer ce vieil élément conservateur et, partant, de tarir la source de revenus du parti. En effet, Manion choquait cette aile puissante en exprimant des vues hérétiques sur les relations du Canada avec l'Empire et en énonçant une politique sociale par trop radicale aux yeux de cet élément stationnaire. La caisse électorale ne pouvait bénéficier, alors, des faveurs financières de gens qui s'estimaient lésés dans leurs intérêts
⁴
 patriotiques et financiers.

1. Huot, op. cit., pp. 22-23.

2. Huot, op. cit., pp. 23-4.

3. Héon à Manion, 21 août 1939. Papiers Manion, A.C., v.6.

4. Huot, op. cit., pp. 33-36.

La désastreuse élection de mars 1940.

Combattu à l'intérieur de son parti à cause de son radicalisme, mollement soutenu par la presse même traditionnellement conservatrice, suspect aux Orangistes à cause de sa religion et suspect au Québec à cause de sa trahison de Laurier en 1917, sans lieutenants prestigieux ni au Québec ni ailleurs, Manion devait formuler un programme capable d'arracher littéralement les votes d'un peuple déjà réticent à l'idée d'un changement de gouvernement en temps de guerre.¹

On a vu que Manion avait voulu réorganiser la politique intérieure (sociale et économique) de son parti et se constituer un point d'appui, solide si possible, au Québec. Le déclenchement des hostilités en Europe fit écrouler cet édifice somme toute fragile: l'Union Nationale fut défaite

1. Résumé de l'analyse de Williams, op. cit., pp. 164-168.



à l'automne 1939¹ et la politique fédérale devint orientée exclusivement vers l'effort de guerre. Ainsi, le programme de Manion devait de toute nécessité prendre une tournure différente. Ce programme, de plus, il fallut en partie l'improviser. King avait donné l'assurance qu'il y aurait, en 1940, une session du Parlement où l'on discuterait la politique suivie depuis le début de la guerre. Or la session se borna à l'annonce, par le Gouverneur général, d'élections pour le 6 mars 1940. Manion n'avait rien préparé et c'est au milieu de leur indignation collective que les conservateurs élaborèrent leur programme.

L'article primordial était l'idée d'un gouvernement national, auquel participeraient les meilleurs éléments de tous les partis, unis

1. Certains pensèrent que la défaite de Duplessis aurait pour résultats la disparition de l'Union Nationale et la résurrection, au Québec, du vieux parti conservateur. Voir H. P. Duchemin à Manion, 4 octobre 1939 et J.-N Cartier à Manion, 6 novembre 1939. Papiers Manion, v. 15. Cité par Huot, op. cit., p. 44. On alla même jusqu'à songer à une alliance de Manion avec l'Action Libérale Nationale de Gouin. Voir C. G. Dunn à Manion, 7 novembre 1939. Papiers Manion. Cité par loc. cit.
Frédéric Dorion déclare - entre autres explications de cette défaite - que les électeurs avaient craint que Meighen ne redevienne premier ministre. Néanmoins, ajoute-t-il, tous ceux qui n'avaient pas voulu, jusqu'alors, supporter ouvertement le parti conservateur, sont maintenant désireux de joindre ses rangs et de participer activement aux prochaines élections fédérales. Frédéric Dorion à Manion, 7 novembre 1939. Papiers Manion, v. 15.
2. Il serait impensable, en temps de guerre, qu'un parti politique s'attarde à des critiques d'allure partisane: il serait vite accusé de servir ses intérêts propres au lieu de penser à ceux du pays.

1

pour administrer le pays durant la guerre. En somme, la répitition de
 1917 et la suppression de la politique partisane. L'idée originait des
 2 milieux conservateurs de Toronto et l'un de ses artisans en était Meighen:
 3 évidemment ce gouvernement national engagerait une coopération aussi
 étroite que possible avec la Grande-Bretagne et les autres pays du
 4 Commonwealth pour gagner la guerre. Il apparaissait assez clairement
 que la conscription suivrait d'assez près la formation de ce gouvernement
 national. L'encouragement à l'industrie touristique canadienne, à la
 recherche agricole, et à l'importation de nouveaux capitaux au Canada
 semblaient matières assez anodines à comparer avec l'idée même de ce
 5 gouvernement supra-partisan.

King se moqua de cette approche électorale et Manion dut protestier ouvertement qu'il avait vraiment tout l'appui de son parti dans ce
 mouvement national. D'ailleurs, les libéraux et les C.C.F. susceptibles
 de se rallier à un tel ministère indiquèrent sans équivoque qu'ils ne feraient

1. Montreal Gazette, Feb. 29, 1940.
2. Pour donner plus de plausibilité à cette idée, l'on suggéra à Manion de dire que ce gouvernement non-partisan choisirait son chef: il va de soi que Manion se refusa à cette suggestion qu'à distance l'on peut juger farfelue. Discussion de cet épisode dans Graham, op. cit., v. III, pp. 93-94.
3. Huot, op. cit., p. 51.
4. Quebec Chronicle-Telegraph, Feb. 26, 1940; March 25, 1940. Voir aussi R.J. Manion, "The Issue as I see it" in Maclean's Magazine, March 15, 1940.
5. Montreal Gazette, March 11, 1940.



1

jamais partie de semblable formation et Manion lui-même reconnaissait que
 la quasi-totalité de son support venait des conservateurs. Or conservateur,
 dans l'esprit d'une foule de gens, équivaleait à conscription, idée loin
 d'être populaire à l'hiver 1940. A tout événement, les gens ne voulu-
 rent nullement de ce gouvernement équivoque, comme le démontrèrent
 les résultats particulièrement désastreux pour les "National Conservative".

Au Québec, un seul candidat, J. Sasseville Roy, était élu. Il est per-
 tinent, à notre avis, de considérer de plus près cette élection de 1940
 dans la province de Québec et d'analyser les facteurs particuliers à cette
 province qui purent amener un verdict si contraire aux conservateurs.

3

La peur de la conscription joua un rôle primordial, mais il faut
 se rappeler que les problèmes d'organisation furent épineux. Il semble
 bien que l'argent dont pouvaient disposer les conservateurs québécois
 était loin d'être inépuisable et que la caisse électorale était plus démunie
 que d'habitude. Un organe conservateur de la ville de Québec y vit la

œuvre que les intérêts de la rue St-Jacques préféraient voir le plus

5

inaliéable King au pouvoir . De toute façon, l'argent manquait tellement

1. Graham, op. cit., v. III, 93-94.

2. Huot, op. cit., p. 52.

3. Manion à J.S. Stewart, 10 mai 1940; Manion à Hepburn, 27 mars 1940. Papiers Manion, v. 14. Cité par loc. cit.

4. Montreal Gazette, March 14, 1940, p. 11.

5. Quebec Chronicle Telegraph, March 201 1940, p. 4.

que l'on pensa un temps faire la lutte seulement dans les 4 comtés déjà
 1 représentés par des conservateurs. A la disette de fonds, se superpo-
 saient les dissensions internes du parti. Un essai d'unir les forces
 conservatrices avec celles de l'Union Nationale sous la direction
 2 d'Yvan Sabourin avait échoué, mais en blessant sans doute certaines
 susceptibilités. La position de Georges Héon comme organisateur en
 chef du district de Montréal avait été fortement ébranlée. Il était
 néanmoins demeuré à son poste flanqué de James Crankshaw et de
 Jacques Panneton, ce dernier, à toutes fins pratiques, supplantant graduel-
 3 lement Héon. Tout ceci fit fortement douter de la loyauté des conserva-
 teurs montréalais et le Chronicle-Telegraph leur reprocha leur tiédeur,
 leur attachement aux White et Cahan, allant jusqu'à dire d'eux que "they
 have betrayed Borden, Meighen and Bennett as they are willing to betray
 4 Manion".

Les conservateurs de la ville de Québec pouvaient se permettre de
 5 railler la désunion montréalaise car, eux, semblaient en meilleure position.
 Ils s'étaient donné 25 directeurs de district, le 9 février; ils avaient à

1. Montreal Gazette, March 28, 1940, p. 11.
2. Ibid., Feb. 8, 1940, p. 1.
3. Montreal Gazette, Feb. 13, 1940, p. 9; ibid., March 4 and 8, 1940, p. 3. Manion indique cependant que Robb doit consulter Héon, Monet et Coonan - et non seulement Rainville, Cartier, etc. - avant de nommer un collecteur de fonds à Montréal. Manion à Robb, 8 fé-vrier 1940. Papiers Manion, v. 14.
4. Quebec Chronicle Telegraph, March 8, 1940, p. 3.
5. Onésime Gagnon à Manion, 16 février 1940. Papiers Manion. v. 13.



l'unanimité endossé un vote de confiance à l'endroit de Manion, et des
 1 chefs locaux aguerris - comme Frédéric Dorion, le sénateur Paquette
 2 et Achille Jolicoeur - entretenaient le zèle de leurs troupes. N'empêche
 que leur position - même si de prime abord elle semble plus reluisante
 que celle des Montréalais - demeure d'une solidité précaire dans ce
 conflit électoral et ne peut, tout au plus, que créer des illusions.

Surtout lorsque l'on songe que Camillien Houde va presque donner son
 3 appui aux libéraux et que Maurice Duplessis déclare, à l'Assemblée
 législative, que "c'est le devoir d'un premier ministre ... de ne pas
 4 être au crochet d'un parti fédéral quel qu'il soit".

Cependant, il ne faut pas sauter aux conclusions et dire que
 l'Union Nationale, en partie du moins, n'appuiera pas les conservateurs.
 À vrai dire sa position est équivoque: en 1939, Duplessis ne voulait pas
 d'un grand effort de guerre, alors qu'en 1939 Manion en préconise un
 plus grand encore que celui déployé par les libéraux. Un informateur de
 Manion lui écrit que le chef de l'Union Nationale va néammoins tout mettre
 5 en oeuvre pour l'assister. Malgré tout, Onésime Gagnon - comme

1. Dorion était organisateur du district de Québec, mais il était loin d'être "persona grata" auprès des influents conservateurs anglophones de la ville, qui lui auraient préféré Thomas Maher. Voir Maurice Dupré à Manion, mai 1939. Papiers Manion, v. 5.
2. Quebec Chronicle Telegraph, Feb. 10, 1940, p. 1.
3. Montreal Gazette, March 25, 1940, p. 11.
4. L'Événement-Journal, 28 fév. 1940.
5. Dunn à Manion, 4 mars 1940. Papiers Manion, v. 14.

Patenaude - a refusé de se présenter sous l'étandard conservateur en intimant que le parti devait explicitement se déclarer contre toute conscription future. N'empêche qu'il admet que chacun, au sein de l'Union Nationale, peut librement exprimer ses opinions en matière de politique fédérale. Lui-même prêche par l'exemple, appuie publiquement son associé légal, Maurice Dupré, et se multiplie en faveur du conservateur Bona Arsenault. Antoine Rivard, Hormidas Langlais, P. Bertrand, Ed. Champoux, etc. y vont de leur appui. C.-E. Pouliot, député unioniste de Gaspé-Sud, apporte une aide efficace à J.-S. Roy.

Mais ils ont une bataille désespérée à livrer: Ernest Lapointe dépeint ces gens de l'Union Nationale, maintenant aux côtés de Manion, comme ces mêmes politiciens qui entravaient l'unité canadienne à l'automne de 1939 et que l'électorat du Québec a répudiés. De là à ramener la question de la conscription, il n'y a qu'un pas, et un pas que l'on franchit aisément dans l'ardeur de la lutte.

L'on fait bien comprendre à l'électorat que Manion est un partisan de la conscription. N'a-t-il pas déserté Laurier en 1917? Ne s'est-il pas

1. Gagnon à Manion, 16 février 1940. Papiers Manion, v. 13.
2. L'Événement-Journal, 18 mars 1940.
3. Loc. cit.
4. Ibid., 20 mars 1940, p. 3.
5. Ibid., 23 mars 1940, p. 3.
6. Ibid., 1er avril 1940, p. 12.
7. Ibid., 14 mars 1940, p. 14.
8. Discours de Vincent Dupuis, député de Chambly-Rouville, Montreal Gazette, March 4, 1940, p. 11. Aussi l'Événement-Journal, 17 février 1940, p. 3; Montreal Gazette, March 16, 1940, p. 16.

prononcé en faveur de cette exécrable mesure, dans son autobiographie ?

Manion, dans la province de Québec, doit constamment demeurer sur la

défensive. Il établit clairement que le devoir primordial, à l'heure pré-

rente, est de conserver l'unité du pays. "C'est inutile", dit-il, "de

prendre des mesures qui déchireraient le Canada en morceaux, car

1
nous avons besoin plus que jamais de l'union dans notre pays". Or, pour

Manion, la conscription n'aurait pour résultat que de scinder la nation et,

de plus, l'expérience de 1918 a démontré que le service militaire obli-

gatoire donnait peu de résultats concrets. Il se prononce donc résolument

2
contre la conscription et il dénie les charges portées contre lui. Même

3
si la quasi totalité de ses candidats étaient contre la conscription,

4
. L'écrivain ne crut pas les conservateurs dont la tradition était trop mal

étoilée dans la province. Les conservateurs du Québec durent faire contre

mauvaise fortune bon coeur ou dire que les raisins étaient trop verts, et ils

5
consolèrent à la pensée que les libéraux devraient diriger le pays en

temps de guerre et en supporter, ensuite, les conséquences, comme le

5
faisaient les conservateurs depuis 1917 .

1. L'Événement-Journal, 27 février 1940, p. 1.

2. Montreal Gazette, March 5, 1940, p. 1; L'Événement-Journal, 5 mars 1940, pp. 1, 4; Montreal Gazette, Feb. 9, 1940, p. 1; Manion, R. J., "The Issue as I See it", in Maclean's Magazine, March 15, 1940, p. 53; Manion à Frédéric Dorion, 6 février 1940, Papiers Manion, v. 14.

3. Montreal Gazette, March 12, 1940, p. 1.

4. Le Devoir, 23 novembre 1944, p. 1.

5. Frédéric Dorion à Manion, 6 mai 1940. Papiers Manion, v. 14.

TROISIEME CHAPITRE

LE PARTI CONSERVATEUR DE 1940 A NOS JOURS

Le retour de Meighen, 1940-1942.

On a vu précédemment que la direction de Manion avait été mise en question pendant l'élection et que les résultats de ces élections furent décevants. Manion, néanmoins, était disposé à conserver les rênes du parti, à condition que le parti le veuille. Or il semble très clair - d'après sa correspondance - que tels n'étaient pas les désirs des conservateurs qui le rendaient responsable de la débâcle.¹ A tout événement, sa démission fut acceptée le 13 mai 1940 par le caucus conservateur qui se donna R. B. Hanson comme leader parlementaire.²

Hanson était fort conscient de son incapacité de diriger de façon permanente les destinées de son parti: . . . "I do not believe that I have the mental and intellectual equipment to carry this party through as permanent leader".³ Personne ne serait porté à récuser cette appréciation

1. Huot, John, R.J. Manion and the Conservative Party, 1938-1940, unp. paper. Pp. 55, p. 54.
2. Avant d'accepter, Hanson avait demandé à Meighen s'il prendrait la direction du parti et Meighen avait refusé. Graham, Roger, Arthur Meighen, Toronto, Clarke & Irwin, 1960-63-65, 3 v. V.3, p. 94.
3. "Minutes of the Proceedings at the Meeting of Conservative Representatives, in the Railway Committee Room of the House of Commons on the 7th and 8th of November, 1941", p. 10. Cité par Graham, loc. cit.

d'humilité lorsque l'on songe qu'il ne voulait même pas lire les articles - traduits en anglais, notons-le - des journaux français: si ces éditoriaux avaient eu quelque importance, disait-il, ils auraient d'abord été écrits ¹ en anglais. Ceci donne la mesure de sa compréhension du Québec, surtout à une époque où cette province était particulièrement susceptible et difficile d'approche pour des Anglo-Saxons.

La politique de Hanson et des conservateurs, en 1940 et 1941, pouvait difficilement plaire au Québec et aux conservateurs de cette province. En septembre 1941, il appert que 95% des conservateurs ² québécois se sépareront complètement du parti "national" et qu'ils détermineront leur propre programme d'action politique. Selon eux, libéraux comme conservateurs ne peuvent plus "satisfaire l'intérêt du Canada", d'autant plus que Hanson "fait cause commune avec plusieurs chefs libéraux pour ne tenir aucun compte des revendications légitimes ³ de la minorité canadienne-française." Quelques semaines plus tard, le seul député conservateur du Québec - et encore avait-il été élu comme conservateur indépendant - quitte son parti, dégoûté de la ⁴ politique impérialiste du groupe tory. Sa déclaration de départ, telle

1. J.R. Williams, The Conservative Party in Canada: 1920-1949. Durham, Duke University Press, 1956. Pp. 64-65, n. 87.
2. En 1941, il n'y a même pas de président du parti au Québec. Voir The Conservative Party of Canada, Quartiers généraux du Parti conservateur, Brochure no: 2. Ottawa, 1941.
3. Le Devoir, 8 sept. 1941, p. 10.
4. Le Devoir, 4 nov. 1941, p. 6.

que rapportée dans Le Devoir, est révélatrice:

Tout Canadien français qui a été mêlé au parti conservateur, tel qu'il existe aujourd'hui, doit admettre qu'il ne fait pas partie de cette famille politique. Il y est, au mieux, un étranger toléré, adopté par nécessité, que l'on considère avec un certain degré de curiosité... Ses vues du Canada ne correspondent pas à leurs vues; son ambition d'obtenir une plus grande influence pour les Canadiens français dans la vie publique, n'est pas leur ambition. Ils ont fermement l'opinion que nous Canadiens français, sommes une cause de soucis (ou d'inconvénients) dans leurs efforts pour faire du Canada une Angleterre américaine. ... J'ai décidé de les abandonner ... Au cours des derniers mois, j'ai consulté des gens du Québec qui m'ont tous exprimé l'opinion qu'il était inutile pour la province de Québec de tenter de nouveaux efforts afin de travailler la main dans la main avec le parti conservateur.¹

Et - pour envenimer les choses encore plus - Arthur Meighen fut choisi chef du parti conservateur en remplacement de Hanson, qui avait ajouté la débilité physique à ses lacunes linguistiques. On força littéralement Meighen à accepter une position dont il ne voulait pas; on savait qu'il prônait une plus grande participation canadienne à l'effort de guerre et l'élément important du parti imposa presque son choix. Les délégués du Québec à cette conférence s'opposaient à ce choix, car ils savaient jusqu'à quel point l'ancien premier ministre était impopulaire au Québec;

1. Le Devoir, 5 nov. 1941, p. 10.
2. Graham. (op. cit., v. 3, pp. 95-106) raconte bien ce choix et les hésitations de Meighen qui accepta par raison de devoir.
3. L'Événement-Journal, 10 nov. 1941, p. 3.

il semble, cependant, que certains conservateurs de la vieille école pouvaient accepter n'importe quel chef, pourvu qu'il soit bleu.¹

Impopulaire au Québec, Meighen le fut également dans York-Sud où il se présenta après avoir abandonné la présidence du Sénat et où il fut battu par le candidat C. C. F. Force lui fut donc de diriger son parti de l'extérieur, ce qui répugnait au parlementaire de classe exceptionnelle qu'il était et qui l'incita à se trouver, aussitôt que possible, un successeur. En attendant, il orienta la politique de son parti durant l'année 1942 et cette orientation fut résolument impérialiste.

Au cours de cet interrègne de Meighen, le peuple canadien eut à se prononcer, par plébiscite, pour dégager Mackenzie King de sa promesse de 1939 de ne pas avoir recours à la conscription. L'ensemble du pays dégagea le premier ministre de sa promesse, mais le Québec s'y opposa assez fortement. Il est intéressant de noter qu'un très grand nombre des candidats conservateurs aux élections de 1940 et que la plupart des députés de l'Union Nationale proclamèrent qu'ils votaient "non" au plébiscite, et que les députés Ligouri Lacombe et J.-Sasseville Roy étaient aussi fortement anticonscriptionnistes.²
³

1. Le Devoir, 7 nov. 1941, p. 3.

2. Ibid., 9 avril 1942 et 10 septembre 1942.

3. L'Événement-Journal, 6 avril 1942, p. 3.

1

Toujours au cours de cet interrègne, un groupe de conservateurs,
jeunes pour la plupart et désireux de régénérer leur parti, tinrent des
séances d'études à Port Hope, en septembre 1942. C'est à l'insu ou
2
peu s'en faut de Meighen que se fit cette réunion à laquelle deux députés
3
seulement furent invités. Le programme qu'ils élaborèrent s'avérait
nettement progressiste - crédits à l'agriculture, assistance fédérale
4
pour fins éducatives, construction d'habitations à prix modique, etc. -
mais l'élément qui retint immédiatement l'attention est la préconisa-
tion de "la conscription immédiate et totale de tous les hommes au
Canada dans les forces armées pour service en n'importe quelle partie
5
du monde".

L'aile disons statique et l'aile progressiste du parti prônaient
donc une politique de guerre diamétralement opposée aux vues des
conservateurs du Québec. Ceci ne pouvait qu'envenimer une situation
6
déjà précaire. Le Devoir note qu'à l'automne 1942, les quelques
Canadiens français qui consentiraient à se solidariser avec ce parti

1. R. B. Hanson fit encore office de leader parlementaire.
2. Meighen à T.R. Meighen, 12 sept. 1942, Papiers Meighen.
Cité par Graham, op. cit., v. III, p. 140.
3. L'Événement-Journal, 10 sept. 1942, p. 12.
4. Le Montreal Star vit dans ce programme une révolte contre la
politique de leur parti. L'Événement-Journal, loc. cit.
5. L'Événement-Journal, 7 septembre 1942, p. 4.
6. En 1942 encore, l'organisation conservatrice n'exista pas au
Québec et l'honorable Lucien Gendron représenta la province
au sein de l'organisation centrale du parti. The Conservative
Party in Canada, Quartiers généraux du Parti conservateur.
Brochure no. 3, Ottawa 1942. P. 20.

1
n'auraient absolument aucune influence au Québec. Et il peut écrire:

2
"Chez nous, le parti conservateur est mort". Les événements semblent donner raison à l'éditorialiste. Frédéric Dorion, l'un des conservateurs les plus brillants et les plus en évidence de la province,

l'un des grands artisans du choix de Manion en 1938, un homme qui voulait faire comprendre les vues des siens à son parti, en quitte les

rangs et déclare: "Nous nous rendons compte aujourd'hui qu'il n'y a
3

rien à faire avec le parti conservateur". Il se présente comme indépendant dans Charlevoix - Saguenay, affiche ouvertement sa désappro-

4 5
bation de la politique de son parti, reçoit l'appui de J.-Sasseville Roy,

du libéral Jean-François Pouliot qui l'admire de faire passer ses

6
compatriotes avant son parti, et des conservateurs et nationalistes

7
du Québec. Il est élu, signe qu'une position fière et indépendante des partis plaît à l'électorat.

Les événements précédents - dissatisfaction que manifeste la réunion de Port Hope et action indépendante des conservateurs québécois - donnèrent justement à songer à Meighen et à la haute direction de son parti. D'ailleurs, Meighen répugnait à l'idée de

1. Le Devoir, 23 novembre 1942, p. 1.

2. Ibid., 13 septembre 1942, p. 1.

3. Ibid., 12 novembre 1942, p. 10.

4. L'Événement-Journal, 1er décembre 1942, p. 1.

5. Le Devoir, 12 novembre 1942, p. 1.

6. Ibid., 28 novembre 1942, p. 3.

7. L'Événement-Journal, 1er décembre 1942, p. 1.

risquer une seconde défaite dans une élection partielle et, depuis un certain temps, il avait jeté son dévolu sur John Bracken qui, à ses yeux, pourrait avantageusement diriger le parti. Il le pressait d'en accepter la direction.

La tâche de Meighen était doublement ardue: il fallait faire accepter les conservateurs à Bracken et il fallait faire accepter Bracken aux conservateurs. Les tendances progressistes de Port Hope convainquirent Bracken et l'idée que le premier ministre du Manitoba sauverait le pays du socialisme (en attirant le vote rural) décida les conservateurs. Le rôle prédominant de Meighen dans ce choix suffit à faire suspecter Bracken d'être un chef imposé par une clique, mais il fut néanmoins élu et, pour lui plaire, le parti devint le parti "progressiste-conservateur" et son programme s'apparenta aux résolutions de Port Hope.

Le rôle du Québec à cette convention ne manque pas de dénoter un état d'esprit étrange. Sa délégation semble peu représentative et l'élément anglophone paraît l'emporter légèrement sur l'élément francophone, même si Yvan Sabourin de St- Jean préside conjointement

1. Graham, op. cit., v. III, pp. 141-144.
2. Williams, op. cit., p. 70.
3. Loc. cit.
4. Meighen à Bennett, 16 décembre 1942. Papiers Meighen. Cité par Graham, op. cit., v. III, p. 144.
5. Quebec Chronicle- Telegraph, June 15, 1945, p. 4.
6. Le Devoir, 10 décembre 1942, p. 12. L'Événement-Journal, le 11 décembre 1942, souligne qu'aucun sénateur canadien-français n'assiste à la convention tandis que plusieurs anciens ministres ou candidats de l'Union Nationale y étaient.

1

la convention. En outre, on ne semblait rien augurer de bon de ces assises,

2

et un journal conservateur du Québec ne cachait pas son pessimisme. La

3

délégation du Québec n'avait pas pris position sur le choix du chef, même

si l'on note que les anglophones préféreraient Murdoch Macpherson, inac-

ceptable aux Canadiens français parce qu'il était relié aux persécutions

4

d'Anderson en Saskatchewan. Bracken, par contre, était plus suspect

aux yeux des nationalistes québécois qui le représentaient comme impé-

5

risliste, conscriptionniste et centralisateur, mais il est permis de

douter qu'il y eut beaucoup de nationalistes parmi la délégation du

Québec. Surtout lorsque l'on songe à la déclaration de Sabourin selon

laquelle cette délégation est unie pour préconiser la mobilisation

totale des ressources naturelles, humaines et autres, pour gagner

6

la guerre. "Les vues des délégués francophones n'entrent pas en

7

conflict avec celles des délégués anglophones", dit-il. Il ne faut

pas s'étonner de voir le même Sabourin s'associer à R. H. Tupper,

de Vancouver, pour proposer l'établissement du service militaire obli-

8

gatoire et sélectif pour aller "wherever required". Bracken aura

1. L'Événement-Journal, 10 décembre 1942, p. 1.
2. Ibid., 17 décembre 1942, p. 1.
3. Montreal Gazette, December 9, 1942.
4. Ibid., December 10, 1942, p. 1; Le Devoir, 10 décembre 1942, p. 12.
5. Le Devoir, 26 novembre 1942, p. 9; ibid., 30 novembre 1942, p. 1.
6. Montreal Gazette, December 10, 1942, p. 10.
7. Le Devoir, 10 décembre 1942, p. 12.
8. Montreal Gazette, December 11, 1942, p. 1.

beau dire qu'il veut redonner au pays l'unité réalisée par Cartier et Macdonald, l'Evénement-Journal conclura à la faillite d'un parti devenu impérialiste militaire et incapable de rallier une quelconque élite dans la province de Québec.¹ A vrai dire, Bracken héritait d'une situation lamentable au Québec. Il avait beau envisager le travail d'équipe, l'organisation au Québec n'existant absolument pas, le parti conservateur était déprécié même chez les anglophones québécois depuis 1939, et le seul interlocuteur qu'il possédait semble bien être Thomas Maher au Québec.²

1. L'Evénement-Journal, 12 décembre 1942, pp. 1, 11.
2. R. A. Bell à H. K. Milner, 30 décembre 1942. Papiers R.A. Bell, v. 1, folio 3.
3. J. W. Bunting à Gordon Craydon, fin de 1941. Archives du Parti Conservateur.
4. Qui figure parmi les six officiers chargés d'assister l'exécutif du parti. Archives du Parti Conservateur, "Rapport sur l'organisation du parti et relations publiques".

Efforts infructueux de Bracken, 1942-1945.

Nous allons nous efforcer de résumer aussi brièvement que possible les événements qui se déroulent entre le choix de Bracken et l'élection de juin 1945. Ces événements - et nous le reconnaissions sans difficulté - ne manquent ni d'intérêt ni d'importance, mais ils ne doivent pas nous faire oublier l'objectif premier de notre étude: le parti conservateur fédéral et ses relations avec les conservateurs du Québec.

John Bracken était de toute évidence mal préparé à son rôle de chef d'opposition, lui qui, durant toute sa carrière, avait été au pouvoir. Sans éloquence et sans fougue, il préféra demeurer en dehors du Parlement, ce qui fit sourire les libéraux¹ et dérita bon nombre de conservateurs. Certains, en outre, ne le trouvaient pas assez impérialiste. A preuve cette remarque de Bennett à son sujet: "He does not sound a loud, clear note of Empire, although

1. Caricature de Arch Dale dans le Winnipeg Free Press, in Grant Dexter, "And they welcome Mr. Bracken!". Quatre articles publiés par le Winnipeg Free Press, reproduits par le Toronto Daily Star, le 29 avril 1944, et réunis en pamphlet par la "National Liberal Federation of Canada", 1944 (?).

possibly his convictions may be strong. I should have liked him to be a little more explicit on Empire relations as well as on compulsory military service". Reconnaissant que sa force résidait dans l'organisation et sachant l'organisation conservatrice à un degré extrêmement bas, Bracken se voua à la reconstruction du parti et au développement de son programme. Le parti se donna un directeur national compétent et dynamique, R.A. Bell, qui rénova les quartiers généraux et revigora la publicité. En un mot, le parti tâcha de reprendre forme pour prendre le pouvoir. Car Bracken était fermement convaincu de l'emporter aux prochaines élections: selon lui, un gouvernement de temps de guerre était défait à la fin des hostilités.² Cette réorganisation préparatoire devait cependant s'étendre au Québec et, là, la tâche serait plus ardue que jamais.

Il fut question d'une cellule d'organisation pour la province de Québec, cellule qui aurait sa propre constitution. On jugeait absolument nécessaire un point de départ nouveau, mais cette organisation devait être construite lentement et le premier pas était de trouver des gens fiables, assistés de chefs provinciaux. Malgré de sérieuses tentatives d'accaparement global de l'organisation conservatrice par un groupe de financiers torontois - on voulait même transporter à

1. Bennett à Meighen, 26 mars 1943, Papiers Meighen, Cité par Graham, op. cit., v. III, p. 152.

2. Williams, op. cit., pp. 128-130.

1

Toronto les quartiers généraux du parti - l'on se mit à l'oeuvre.

Les difficultés se multiplièrent. Duplessis ne voulait pas que ses hommes se compromettent avec Bracken avant les élections provinciales, car la cause de l'Union Nationale serait gravement compromise. Alors les porte-étendard conservateurs, au Québec,

restèrent dans l'ombre, ne donnèrent aucun appui officiel au parti

2

de Bracken qui demeura sans voix valable venant du Québec. En

plus de cette disette d'effectifs, il faut mentionner la sempiternelle rivalité des sections québécoise et montréalaise de cette organisa-

tion que l'on voulait renouveler. Lafontaine et Mann, à Montréal,

voyaient en Bona Arsenault, l'organisateur québécois, un dictateur.

A Québec, les anglophones, Dunn, Penny, O'Meara étaient hostiles au groupe français à qui ils ne ménageaient pas leurs sarcasmes;

à Montréal, l'organisation tournait à la pagaille, car on voulait la conserver en vase clos et ne pas en extérioriser le travail: en fait,

les financiers étaient franchement antifrançais et ne voulaient

4

dépenser aucun argent au Québec. De plus, le parti, au niveau de sa haute direction, arborait son impérialisme et préconisait la

1. R.A. Bell à John Bracken, 24 novembre 1943. Papiers R.A. Bell, A.C., v. I, folio 3.
2. R.A. Bell, "Problems of Organization, Quebec". Mémo de 1944, in Papiers Bell, v. I.
3. Quebec Chronicle-Telegraph, June 15 and 16, 1945.
4. Bell, "Problems of Organization, Quebec".

1

conscription. John Diefenbaker déclare:

L'attitude de l'opposition est la suivante:
nous avons demandé la guerre totale et, en dépit
de toutes protestations, notre pays est encore bien
loin d'une guerre totale...

Nous voulons le service sélectif national
obligatoire, et l'affectation, là où ils sont requis,
de tous ceux qui ont été appelés sous les armes.
Nous préconisons l'utilisation efficace totale ainsi
que l'affectation appropriée, pour fins de guerre,
par la contrainte si nécessaire, de toutes les
ressources du Canada, y compris l'agriculture,
l'industrie, la finance et le capital humain.

On ne peut s'étonner de voir la province de Québec ignorer le parti con-
servateur, qui demande la mise en vigueur de la conscription, comme
l'on ne peut s'étonner de voir la province de Québec diversifier son
attitude et chercher sa voie dans des groupements nouveaux d'opposition.

Le mouvement des "indépendants" prenait corps. Dès 1943, il
était rumeur que P.-J.-A. Cardin fonde un nouveau parti politique fé-
déral, où se retrouvaient Jean-François Pouliot, Frédéric Dorion et
3
J.-Sasseville Roy. Ceci ne se matérialise pas cependant. On aura
plutôt, en 1944, un "mouvement des indépendants" qui se donne Dorion
comme organisateur. Celui-ci estime "que les Canadiens français vont
exiger dorénavant de leurs représentants [à Ottawa] une action conforme
à leurs intérêts et non plus un asservissement aveugle aux mesquines."

1. Débats de la Chambre des Communes, 1943, v. I, p. 686. Voir aussi ibid., 1944, v. 6, pp. 6823, 6851.

2. Le Devoir, 30 octobre 1944, p. 3.

3. Ibid., 22 septembre 1943, p. 3.

disciplines de parti". Il n'est pas question, là-dedans, de formation d'un
 1 nouveau parti. Ce mouvement comprend principalement des anciens con-
 servateurs de langue française qui ont tendu la main à des libéraux
 2 dissidents et à des nationalistes. Ils auront suffisamment de cohésion -
 ce groupe des 5 à Ottawa - pour voter contre la participation canadienne
 3 à la conférence de San Francisco. L'un des épisodes les plus étranges
 de cette velléité d'allier les forces d'opposition se situe en octobre 1944.
 Onésime Gagnon et Oscar Drouin, à l'instigation et avec le concours de
 Bona Arsenault, tentent de rapprocher Camillien Houde, Cardin et
 Mitchell Hepburn et de les unir contre King. Evidemment, le groupe-
 4 ment ne s'effectuera pas.

Pendant ce temps, les conservateurs fédéraux - un parti
 exclusivement anglophone - jugent insuffisante la conscription telle
 5 que décrétée par King (le vénérable Thomas Chapais lui-même juge
 6 cette position condamnable) et ils affichent de plus en plus ouverte-
 7 ment leur solidarité impériale. Au Québec, le gouvernement Duplessis
 a officiellement protesté contre la conscription "déguisée ou apparente"
 8

1. Le Devoir, 30 octobre 1944, p. 3.
2. Ibid., 4 janvier 1945, p. 1.
3. Ibid., 29 mars 1945, p. 1.
4. Bona Arsenault à R.A. Bell, 6 et 8 octobre 1944. Papiers R. A. Bell,
A.C., v. I, fol. 3.
5. Le Devoir, 28 novembre 1944, p. 2., ibid., 30 novembre 1944, p. 10.
6. Le Devoir, 15 décembre 1944, p. 9. "La conscription n'est pas nécessaire!" dit-il, "tout danger étant passé."
7. Ibid., 22 mars 1945, p. 1.
8. Ibid., 1er décembre 1944, p. 3.

1

et s'engage résolument contre la centralisation. On peut donc augurer que le nouveau premier ministre du Québec ne voit pas d'un bon oeil le parti progressiste-conservateur. Au début de 1945, ce parti est d'ailleurs inexistant au Québec, ses membres se retrouvant sous des étiquettes nouvelles: Bloc Populaire, Indépendants ou Union Nationale, tous aux antipodes de l'idée impérialiste et conscriptionniste si chère aux conservateurs d'Ottawa. Il semblerait donc que l'on assiste à un ré-

2

alignement des partis au Québec. C'est à ce moment que se déroulent les élections fédérales qui devaient, dans l'esprit de John Bracken, ramener son parti au pouvoir et, qui sait, reléguer les libéraux au rang de second parti d'opposition. Les déboires des libéraux dans différentes élections provinciales - victoires C.C.F. en Saskatchewan,

3

de l'Union Nationale au Québec, de Drew en Ontario - pouvaient lui donner raison d'espérer aussi fermement. Mais les événements le détrompèrent.

Le programme de Bracken n'était pas fait pour enthousiasmer le Québec. Tout d'abord, il établit clairement que son parti était celui de l'unité nationale, compromise par les politiciens. A ces

1. Le Devoir, 16 janvier 1945, p. 3; ibid., 14 février 1945, p. 12.
2. Ibid., 18 décembre 1944, p. 1; ibid., 4 et 11 janvier 1945, p. 1.
3. "The last stronghold of the present Prime Minister the Province of Quebec has indicated what it thinks of the Liberal Policies. The campaign was fought on federal issues and the people have spoken." Ross Brown à John Bracken, télégramme du 9 août 1944. Archives du Parti Conservateur. Quartiers généraux du Parti Conservateur, Ottawa.

1
deux mots, il va redonner un sens, mais par des actions et non par des mots.

2
Pour réaliser cet idéal, il faut que le "sectionalism"¹ disparaîsse, mais que
3

les droits des minorités soient vraiment reconnus et que l'autonomie provinciale ne soit pas un vain mot. Les relations fédérales-provinciales sont un aspect important de son programme. Le parti progressiste-conservateur sera toujours le "champion de l'autonomie provinciale", il décentralisera l'industrie et opérera des réajustements financiers qui permettront aux
4 provinces d'assumer leurs responsabilités constitutionnelles. D'ailleurs,
le parti de Bracken est opposé à la trop grande centralisation des pouvoirs
5 à Ottawa. A ceci, on n'a rien à redire, mais reste le problème de la
guerre.

Le Canada, membre du Commonwealth, doit aider à gagner la
6
guerre qui se poursuit maintenant contre le Japon, et Bracken attaque
la conscription indirecte de King grâce à laquelle "certaines régions
7 du pays n'ont fait que 20 pour cent de l'effort de guerre". Les Canadiens français n'ont rien à craindre: les droits que leur garantit la Constitution, droits égaux à ceux des Canadiens anglais, seront

1. Le Devoir, 14 mai 1945, p. 10.

2. Ibid., 16 mai 1945, p. 7; Quebec Chronicle-Telegraph, May 17, 1945, p. 4.

3. Le Devoir, 16 mai 1945, p. 7.

4. Ibid., 14 mai 1945, p. 10.

5. Montreal Gazette, May 16, 1945, p. 1.

6. Le Devoir, 14 mai 1945, p. 10.

7. Ibid., 17 mai 1945, p. 4.

1
scrupuleusement respectés, mais ils devront, comme les autres, porter
2
le fardeau de la guerre. D'ailleurs, n'est-ce-pas à cause de King que
3
l'effort de guerre du Québec avait été mal interprété? Quant à lui,
4
Bracken, il voulait une conscription égale partout.

Face à tout cela, quelle était la situation au Québec? Dès 1944, le Winnipeg Free Press avait fait grand état de l'alliance tacite des impérialistes conservateurs et des nationalistes de Duplessis et l'on avait cru y voir la répétition des dupéries de 1911, 1925 et 1930, où les conservateurs fournissaient les fonds et les nationalistes les candidats.
5

Les événements antérieurs à l'élection de 1945 donnent une allure de vraisemblance à ces assertions. Duplessis proclame que "l'Union Nationale est indépendante de tous les groupes politiques fédéraux" ... et que
6

"Québec doit élire sa cause au-dessus des partis", mais il prend soin de faire remarquer qu'il supporte "des hommes qui ont le courage de se
7
tenir debout". Ces hommes qui se tiennent debout sont sans aucun doute les indépendants qu'Onésime Gagnon, premier lieutenant de Duplessis,

1. Montreal Gazette, May 16, 1945, p. 13.

2. Ibid., June 6, 1945, p. 1.

3. Montreal Gazette, May 17, 1945, p. 1; Le Devoir, 17 mai 1945, p. 4.

4. Montreal Gazette, May 26, 1945, p. 1.

5. Dexter, Grant, And they welcome Mr. Bracken. Quatre articles réunis en pamphlet par la! National Liberal Federation of Canada! 1944 (?).

6. Le Devoir, 16 mai 1945, p. 2; voir aussi ibid., 14 février 1945, p. 12.

7. Montreal Gazette, May 17, 1945, p. 1.

déclare appuyés par l'Union Nationale. Gagnon lui-même se proclame
¹
indépendant, incapable d'appuyer l'impérialiste Bracken. Or, qui sont
donc ces indépendants qui présentent 95 candidats dans la province ?

Ce sont des anti-conscriptionnistes, anciens conservateurs pour la plupart. Frédéric Dorion a repoussé toute offre de son ancien
²
parti avec qui il ne veut "rien avoir à faire"; Sasseville Roy est un autre conservateur en rupture de bancs.³ Le parti officiel ne présente que 29 candidats dans toute la province. Le Bloc Populaire a ses candidats, le Front National de Cardin a les siens; Camillien Houde fait partie du Bloc et veut réaliser l'unité nationale des Canadiens français.⁴ Mais l'union sacrée n'est pas faite, l'opposition à King étant manifestement trop diversifiée, ce que Cardin avait tellement voulu éviter.⁵

King a beau jeu de déclarer que les conservateurs appuient les indépendants et certains éléments d'autres formations et qu'ils essaient de défaire en utilisant la tactique qui leur avait servi à vaincre Laurier⁶ en 1911.⁷ Le fait que Bracken ne présente pas d'opposition à cinq indépendants donne des munitions au Winnipeg Free Press. Le parti conservateur appuie donc des anti-conscriptionnistes virulents - comme Houde -

1. Le Devoir, 6 juin 1945, p. 4.

2. Ibid., 16 mai 1945, p. 3.

3. Ibid., 6 mai 1945, p. 10.

4. 294 candidats se disputent les 65 comtés du Québec.

5. Le Devoir, 27 avril 1945, p. 3.

6. Montreal Gazette, May 25, 1945, p. 1.

7. Quebec Chronicle-Telegraph, June 4, 1945, p. 12.

tandis que, dans le reste du Canada, il attaque la tiédeur de l'effort de King. Hypocrisie et double jeu, par conséquent.¹ Comment présenter une défense adéquate? Le Chronicle-Telegraph fait une subtile distinction entre "ne pas faire d'opposition" à un candidat et "supporter" un candidat, disant que l'on ne fait pas d'opposition à des candidats - comme Frédéric Dorion² - qu'on ne peut défaire. L'organisateur Paul Lafontaine, lui, dit que le parti supporte 60 candidats dont 27 seulement se présentent sous l'étiquette officielle, les autres se disant indépendants (il inclut Dorion, Roy, Lacombe, Houde et Cardin); il précise, trois jours plus tard, que ceci n'indique pas que le parti approuve toutes les idées de ces indépendants.³ On pouvait certes le supposer. Quant à Bracken, il nie⁴ que son parti ait eu des ententes avec certains candidats du Québec; pour être appuyé ("endorsed") par le parti, il faut souscrire à certains principes essentiels dont l'unité de la nation, l'assistance mutuelle militaire avec les Etats-Unis et l'effort illimité de guerre.⁵

L'équivoque ne pouvait plaire à l'électorat qui appuya King massivement au Québec. Le parti conservateur est devenu un

1. Winnipeg Free Press, May 24, 1945, p. 4; ibid., May 28, 1945, p. 13.

2. Quebec Chronicle-Telegraph, May 23, 1945, p. 4.

3. Montreal Gazette, May 15, 1945, p. 13.

4. Ibid., May 18, 1945, p. 13.

5. Ibid., May 21, 1945, p. 1.

6. Quebec Chronicle-Telegraph, May 26, 1945, p. 1.

parti ontarien et l'on s'interroge, au Québec, sur l'avenir de ce parti qui n'y a fait élire que deux députés, des anglophones encore. Comme toujours, l'on conclut à la mort de ce parti qui s'est tué par manque d'organisation et parce qu'il est allé chercher Meighen, en 1941, pour ramener à la surface la question de la conscription.¹

1. Quebec Chronicle-Telegraph, June 15, 1945, p. 4.

Le parti conservateur de 1945 à 1949.

Les élections de juin 1945, si elles portèrent un rude coup aux illusions de John Bracken, lui donnèrent au moins un siège à la Chambre des Communes. Or là ses déficiences sautèrent aux yeux de ses supporters qui durent admettre, après un temps, que son choix avait été une erreur.¹ Toutefois, entre l'élection de 1945 et le remplacement de Bracken en 1948, la situation n'est pas demeurée totalement statique au Québec.

Dès octobre 1945, un partisan québécois de Bracken préconise une campagne publicitaire et une organisation efficace qui ne limiterait pas ses activités aux périodes d'élections.² Sa suggestion ne fut pas agréée car son but semblait être de se présenter dans une élection partielle.³ En 1946 cependant, l'on entreprit un sérieux travail d'organisation. J.M. Macdonnell et R.A. Bell confèrent avec plusieurs

1. Williams, op. cit., p. 75, n. 121.

2. Louis Seigneur à Bracken, 23 octobre 1945. Archives du Parti Conservateur. Correspondance générale.

3. Mémo de R.A. Bell (?) à Melville Jack. Archives du Parti Conservateur. Correspondance générale.

Québecois sympathiques au parti conservateur, ils chargent Samuel Gobeil de visiter une trentaine de localités de la province afin de mettre l'exécutif du parti au courant de la situation réelle, puis l'on choisit divers Québécois au sein des comités de direction du parti.¹ Et cette année-là, une élection complémentaire tenue dans le comté de Pontiac, sans organisation, permet un certain espoir, car le vote canadien-français a augmenté considérablement en regard de l'élection de 1945.²

On en profite donc pour nommer Yvan Sabourin organisateur-en-chef pour le Québec et pour lui adjoindre un directeur des relations extérieures.³ Du même coup, l'on suggère à Bracken de ne jamais parler plus de quinze minutes en anglais dans le Québec, de ne jamais mentionner la guerre dans cette province, et d'insister sur le fait que le Canada est un pays libre qui oriente lui-même sa politique.⁴

L'année suivante, Sabourin et Beauregard continuent leur travail malgré certaines difficultés que l'on espère surmonter bientôt.⁵

On publie un bulletin mensuel en français qui se dirige vers 10,000 foyers et l'on inaugure des séries de causeries à la radio. Sabourin attaque

1. "Report of the Annual Meeting of the Progressive Party of Canada, 1946" in R. A. Bell Papers, v. 1.
2. Rapport de R.A. Bell à la réunion générale du parti conservateur, le 28 mars 1947. R.A. Bell Papers, v. 1.
3. Ibid.
4. Mémo de G. Hewelcke à R.A. Bell, 19 novembre 1946. Archives du Parti Conservateur. Correspondance générale.
5. Rapport de R.A. Bell à la réunion générale du parti conservateur, le 19 avril 1948. Papiers R.A. Bell, v. I.
6. Mémo de J.M. Macdonnell, 23 septembre 1947. Archives du Parti Conservateur. Correspondance générale.

1

les libéraux suspects d'association avec le communisme; Bracken lui-même vient dire à ses organisateurs qu'il supporte pleinement les vues
 2
 autonomistes du Québec. Même si l'on prend la ferme résolution de doter
 3
 le Québec d'une organisation efficace, même si les jeunes conservateurs
 4
 travaillent efficacement, la presse conservatrice demeure inexistante et
 la nomination de Léon Trépanier comme représentant spécial du Direc-
 5
 teur du parti ne semble pas améliorer les choses. Question de fait, on
 conclut, à tort ou à raison, à l'inefficacité de Bracken pendant que
 ressort la popularité de George Drew, premier ministre d'Ontario.
 Sabourin se lance à l'attaque des libéraux qui "flirtent" avec les socia-
 6
 listes et les gauchistes, les quartiers généraux recommandent un
 7
 regain d'activité au Québec, et Drew se dit prêt à coopérer avec Duplessis.
 8
 Tout cela est symptomatique: tellement que, le 17 juillet, Bracken présente sa démission. Il allègue des raisons de santé, mais chacun sait
 qu'il n'est plus "persona grata" au sein de son parti qui veut redorer son

1. Montreal Gazette, March 17, 1947, p. 12.
2. Ibid., June 14, 1947, p. 1.
3. Ibid., June 14, 1947, p. 3.
4. Rapport de E. Davie Fulton, "Annual Meeting of the Progressive Party of Canada, 1948". Archives du Parti Conservateur.
5. R.A. Bell à Melville Jack, 12 février 1948, Archives du Parti Conservateur. Correspondance générale.
6. Montreal Gazette, April 15, 1948, p. 11.
7. Ibid., April 22, 1948, p. 1.
8. Ibid., April 16, 1948, p. 1; O'Hearn, D.P., "Is Premier Drew ready to jump into John Bracken's shoes?", in Saturday Night, May 1st, 1948.

1
blason avec un autre leader.

Les préparatifs de la convention ne manquent pas d'intérêt,
 surtout après la déclaration du directeur national du parti à l'effet
 2
 qu'une alliance avec l'Union Nationale serait souhaitable. L'Union
 Nationale, forte de sa formidable victoire du mois de juillet, prend
 figure de centre d'attraction et c'est à qui gagnerait ses faveurs. Mais
 le "chef" ne se compromet pas publiquement. Les partisans d'un tiers
 parti - dont Camillien Houde et Paul Bouchard - favorisent Donald
 3
 Fleming, comme le font les conservateurs autonomistes. Et d'ailleurs,
 tout ce qui touche à l'autonomie est en faveur auprès des délégués.
 Sabourin, chef de la délégation du Québec, dit que les conservateurs
 du Québec veulent une conférence fédérale-provinciale sur les problèmes
 de la taxation, le respect rigoureux de l'article 133 de l' A A N B
 et une juste représentation des Canadiens français dans la fonction pu-
 4
 blique. Il est clair que l'on veut une réduction de l'impôt sur le revenu
 et un ancien député, C.-N. Dorion, ajoute le rejet formel du communisme,
 l'égalité des deux races au pays et la représentation canadienne auprès

1. Williams, op. cit., p. 75.
2. Montreal Gazette, August 11, 1948, p. 1; ibid., August 12, 1948, p. 1.
3. Le Devoir, 1er septembre 1948, p. 3; ibid., 29 septembre 1948, pp. 1-3.
4. Quebec Chronicle-Telegraph, August 30, 1948, p. 1.
5. Montreal Gazette, September 30, 1948, p. 1.

1

du Vatican. Chacun insiste sur l'autonomie et le comité des résolutions
 2 adoptera, en très forte proportion, les résolutions émanant du Québec.

Fait à noter - et qui dénote la complaisance que la convention montra
 envers le Québec - , en plus de proclamer la nécessité de l'autonomie
 des provinces et le rejet du communisme, la convention ne fit aucune
 mention de conscription ou d'entraînement militaire obligatoire en temps
 3 de paix. Donc, pour ce qui touche l'orientation générale de la politique
 du parti, la délégation du Québec n'avait vraiment pas sujet à
 récrimination.

Mais qu'en était-il du choix du chef? Sabourin avait déclaré que
 4 la délégation ne supportait aucun candidat, mais il devint assez évident
 que lui-même supportait Drew - il secondera son choix, d'ailleurs, à
 5 la convention - et on l'accusa de manipuler la délégation. Diefenbaker
 6 n'a aucun support au Québec, dit-on, tandis que Donald Fleming

1. Quebec Chronicle-Telegraph, September 24, 1948, p. 3.
2. Le Devoir, 1er octobre 1948, p. 1; Montreal Gazette, September 2, 1948, p. 8.
3. Toronto Star, October 1st, 1948, p. 2.
4. Ibid., August 31st, 1948, p. 2; Montreal Gazette, September 25, 1948, p. 1. Il apparaît clairement, d'après une étude récente et sérieuse, que le processus de sélection des délégués n'était pas très démocratique et que Sabourin avait la main haute sur le choix. Ruth M. Bell, Conservative Party National Conventions, 1927-1956; Organization and Procedure. Unpublished M.A. Thesis, Carleton University, Ottawa, 1965, pp. 118-119.
5. Toronto Star, September 9, 1948, p. 8.
6. Le Devoir, 15 septembre 1948, p. 1; ibid., 22 septembre 1948, p. 1.

1

était représenté comme celui qui y "enjoyed a measure of adulation".

Quelles sont les raisons de ce support? Fleming parle français, il a contredit St-Laurent qui prétendait qu'Ottawa pouvait abolir le fameux article 133 de la Constitution sans le consentement des provinces, il

2
est aussi un ardent défenseur de l'autonomie provinciale et il proclame

3
que le Québec "holds the key to the political situation today!" L'un de

4
ses organisateurs, A.-R. Gobeil, se dit sûr de 200 votes au Québec

et il est même rumeur qu'il [Fleming] possède la faveur de Duplessis,

5
ce que Sabourin nie avec vigueur. Le Devoir rappelle que Manion, dix

ans plus tôt, a été le choix du Québec et que cela n'a pas donné telle-

6
ment de résultats.

Mais ce n'est pas cet avertissement, sans aucun doute, qui

7
fait osciller la balance vers George Drew. L'organisateur Sabourin

8
l'affirme ouvertement et lui prédit un fort support de sa délégation;

Mark Drouin et John Basset Jr. se prononcent publiquement en sa

9
faveur et l'on fait grand état de sa tolérance vis-à-vis des Franco-

1. Eggleston, W., "Ottawa view: long or short run?" in Saturday Night, September 25, 1948, p. 1.
2. Montreal Gazette, August 20, 1948, p. 3; ibid., September 24, 1948, p. 1.
3. Montreal Gazette, October 2, 1948, p. 2.
4. L'Événement-Journal, 25 septembre 1948, p. 3.
5. Montreal Gazette, September 30, 1948, p. 1; Le Devoir, 30 septembre 1948, p. 1.
6. Le Devoir, 27 septembre 1948, p. 1.
7. L'Événement-Journal, 25 septembre 1948, p. 12.
8. Montreal Gazette, September 25, 1948, p. 1.
9. Quebec Chronicle-Telegraph, September 27, 1948, p. 1.

1

Ontariens dont il a pris l'un des porte-parole dans son cabinet. Même
 2 sans l'appui officiel de Duplessis, et malgré toutes ces rumeurs de
 support massif en faveur de Fleming, Drew reçoit une part très considé-
 3 rable des votes du Québec.

Le Québec semble fort satisfait de ce congrès et ne prête pas attention au passé assez chargé de Drew qui pouvait indisposer les
 4 francophones. Selon eux, le parti désire vraiment faire des gains au Québec et, pour ce faire, l'on a tenu compte des sentiments canadiens-
 5 français. Avec le programme presque nationaliste qu'ils se sont donné, les conservateurs sont convaincus que leur parti va reprendre sa place au Québec et au pays. C'est donc dans l'euphorie que la convention se termine. Période d'euphorie qui d'ailleurs subsista un certain temps: Drew gagna facilement un siège au Parlement et une élection partielle dans Nicolet-Yamaska permit d'augurer des succès encore plus tangibles.

1. Montreal Gazette, September 18, 1948, p. 3.
2. Toronto Star, August 28, 1948, p. 2.
3. Quebec Chronicle- Telegraph, October 4, 1948, p. 1; ibid., October 5, 1948, p. 1; Le Devoir, 2 octobre 1948, p. 3.
4. Toronto Star, September 20, 1948, p. 8.
5. Le Devoir, 5 octobre 1948, p. 1.

Alliance avec l'Union Nationale: l'élection de 1949.

Georges Drew, si l'on croit la propagande conservatrice,¹
 "s'oppose à la centralisation et à l'asservissement qui en découle".²

Il partage donc la thèse autonomiste de Duplessis. Lorsqu'il ajoute
 l'anticommunisme à ce cheval de bataille et qu'il évite de s'engager
 sur les autres problèmes, il permet de conclure – comme le fait
 Gérard Filion – qu'il espérait conduire à la victoire une coalition entre
 les éléments nationalistes du Québec et les éléments tories des autres
 provinces".³ M. Saint-Laurent en arrive aux mêmes conclusions, en
 soulignant les anciennes prises de positions impérialistes du chef de
 l'opposition. Quoi qu'il en soit, Drew joue le jeu dans Yamaska, en
 laissant à l'Union Nationale le soin d'organiser une éventuelle victoire.
 Le seul conservateur admis à participer à la campagne est un fidèle de
 Duplessis: Georges Héon. Il laisse entendre qu'il faut avoir de véritables

1. Le Devoir, 26 janvier 1949, p. 9.

2. Ibid., 29 janvier 1949, p. 1.

3. Montreal Gazette, February 1st, 1949; Le Devoir, 1er février 1949. p. 1.

1 2
 Québécois à Ottawa où ils formeront bloc. Un nationaliste de la trempe de
 3
 Noël Dorion fait campagne, tandis que Drew et son fidèle Sabourin sont
 4
 manifestement absents. Renaud Chapdelaine est élu, grâce à l'Union
 5
 Nationale, affirme-t-on. Et Drew exalte:

... The voters of Nicolet-Yamaska have
 demonstrated in no uncertain manner their firm
 belief in national unity based upon respect of our
 Canadian Constitution. The result of today's
 voting [proves] that the Progressive-Conservative
 party is on the march in every part of Canada. 6

La mode est donc à l'optimisme chez les conservateurs et ils défient
 7
 les libéraux de déclencher les élections. L'entrée de Terre-Neuve dans la
 Confédération permet à Drew de faire du capital politique en prêchant que
 les provinces doivent être consultées, mais son amendement ne va pas
 8
 au-delà d'exiger le consentement des provinces en matière constitutionnelles,
 ce qui enlève du poids à sa démarche. Il essaie d'y remédier en travaillant
 9
 à la consolidation de son alliance avec le Québec: tout en déclarant que

- .. Le Devoir, 2 février 1949, p. 3.
2. Ibid., 5 février 1949, p. 3.
3. L'Événement-Journal, 7 février 1949, p. 3.
4. Le Devoir, 5 février 1949, p. 3.
5. Ibid., 8 février 1949, p. 2; Toronto Star, May 25, 1949;
Montreal Gazette, February 8, 1949, p. 1; ibid., February 17, 1949,
 p. 1.
6. Le Devoir, 8 février 1949, pp. 1, 3.
7. Williams, op. cit., p. 174.
8. Le Devoir, 17 février 1949, p. 1.
9. M. Levitt, "Drew-Duplessis Alliance" in Canadian Forum,
 February 1949, pp. 251-2.

1
Sabourin demeure chef du parti au Québec, il courtise Héon et

2
Chapdelaine qui assistent à un caucus conservateur; on parle d'un

3
entretien entre Drew, Duplessis, Héon, Sabourin et Gérald Martineau,

mais Duplessis ne bronche pas lorsque René Chaloult déclare, à

l'Assemblée Législative, que les nationalistes ne sont pas disposés à

4
suivre le trop impérialiste Drew. A tout événement, le rôle de Georges

Héon, ancien député indépendant, s'accroît du fait qu'il devient organi-

5
sateur-en-chef des forces conservatrices au Québec; l'on souligne

cependant qu'il faut lui donner carte blanche dans le choix des candidats,

lui accorder justice et influence et, surtout, ne pas commettre à nou-

6
veau les erreurs de jadis, mais lui fournir des thèmes qui pourraient

7
enthousiasmer le Québec [le nationalisme économique par exemple].

Or enthousiasmer le Québec équivaut à courtiser le nationalisme offi-

ce u latent.

Le Toronto Star, un farouche organe libéral, insiste beaucoup

1. L'Événement-Journal, 19 février 1949, p. 1.
2. Le Devoir, 3 mars 1949, p. 1. Ils se seraient joints officiellement à Drew pour que celui-ci use de son influence pour avancer les droits scolaires des Franco-Ontariens. Voir ibid., 11 novembre 1949, p. 1; ibid., 22 novembre 1949, p. 1.
3. Le Devoir, 3 mars 1949, p. 1. On peut ici ajouter que Jean Fournier, le publiciste de l'Union Nationale, possède un certain montant d'argent pour veiller à la propagande conservatrice. R.A. Bell à J.S.D. Tory, 19 août 1949. Archives du Parti Conservateur. Correspondance générale.
4. Le Devoir, 2 mars 1949, p. 2.
5. Montreal Gazette, April 14, 1949, p. 3; ibid., June 20, 1949, p. 11. "My first lieutenant in Quebec" dit Drew.
6. Le Devoir, 18 avril 1949, pp. 1, 3.
7. Ibid., 28 avril 1949, p. 1.

sur les liens qui unissent des nationalistes "extrémistes" comme Paul
¹
 Bouchard à George Drew; la même chose existerait avec les indépendants
 comme Frédéric Dorion, Camillien Houde et Jacques Sauriol à qui les
 conservateurs opposent des "hommes de paille" et donnent l'appui de
²
 leur machine. Le centre des attaques demeure Houde: les conservateurs
 le supportent subrepticement car ils veulent l'avoir en Chambre pour
³
 attaquer St-Laurent et l'on parle même de la promesse qu'on lui a faite
⁴
 d'un portefeuille. Malgré les appels dans le genre de "Keep Canada
⁵
 British - Destroy Drew's Houde", l'on sent que les craintes sont bien
 plus dirigées du côté de l'Union Nationale, Houde ne devant servir qu'à
 mousser le loyalisme anglo-saxon et l'orienter vers le camp libéral.

Car l'adversaire des libéraux, au Québec, est sans contredit
⁶
 le parti de Maurice Duplessis auquel s'est identifié George Drew.
 L'Union Nationale ne cache pas, cette fois, ses sympathies. Le "chef"
⁷
 est en vacances, mais son état-major accueille Drew aux Trois-Rivières
⁸
 et ce dernier ne cache pas le plaisir que lui procure cette coopération.
 Antonio Barrette, J.-D. Bégin, Antonio Talbot, Roméo Lorrain, Albiny
⁹
 Paquette, Camille Pouliot donnent leur support actif. Lors d'une

1. Toronto Star, May 25, 1949, p. 1.
2. Ibid., June 16, 1949, p. 29; ibid., June 22, 1949, p. 1;
Le Devoir, 19 mai 1949, p. 1.
3. Toronto Star, June 10, 1949, p. 11.
4. Ibid., June 6, 1949, p. 1.
5. Loc. cit.
6. Toronto Star, June 16, 1949, p. 29; Montreal Gazette, June 24, 1949.
7. Montreal Gazette, June 19, 1949, p. 1.
8. Ibid., June 18, 1949, p. 7.
9. Ibid., June 7, 1949, p. 11.

assemblée conservatrice tenue à Amqui, Onésime Gagnon déclare que cette élection est une confirmation de la lutte pour l'autonomie provinciale jadis menée par Drew et Duplessis.¹ A cette même réunion, Donald Fleming intime que Drew "is one who loves your province, your government and your leader".² Il ne fait aucun doute que l'Union Nationale supporte fortement Drew. J.-D. Bégin aurait même admis que, dans 75% des comtés, l'organisation conservatrice est dirigée par l'Union Nationale et les conservateurs croient, de la sorte, pouvoir remporter une vingtaine de sièges.³

Il appert, cependant, que si beaucoup d'unionistes supportent Drew, certains ne le font pas. Un député appuie même St-Laurent, ce qui indique une certaine latitude donnée aux hommes de Duplessis.⁴ Par ailleurs, certains conservateurs détestent une alliance ouverte: Jean-Paul Chauvin, candidat conservateur dans Montréal-Hochelaga,⁵ démissionne pour ces raisons. De telles défections - mineures, somme toute - ne font pas oublier aux libéraux le danger. On rappelle à l'électeur les déclarations impérialistes de Drew et M. St-Laurent déclare

1. Montreal Gazette, June 6, 1949, p. 2; Quebec Chronicle-Telegraph, June 6, 1949, p. 3.
2. Toronto Star, June 6, 1949, p. 1.
3. Ibid., May 25, 1949, p. 7; Montreal Gazette, May 24, 1949, p. 1.
4. Le Devoir, 20 mai 1949, p. 1.
5. Alfred Plourde de Kamouraska, Quebec Chronicle-Telegraph, May 27, 1949, p. 3.
6. Montreal Gazette, June 1st, 1949, p. 6.
7. Voir les propos de Lionel Chevrier, Le Devoir, 28 mai 1949, p. 12.

qu'advenant une victoire conservatrice, les réactionnaires du Québec
¹
gouverneraient.

Mais les espoirs des conservateurs furent amèrement déçus:
ils subirent l'une des pires reculades de leur histoire, remportant 42
²
sièges au pays et deux au Québec. Les Québécois ne crurent pas Georges
Héon qui déclarait que Drew lui avait donné "les garanties que je jugeais
nécessaires et essentielles à Québec sur la politique extérieure, l'au-
tonomie des provinces, le fonctionnarisme, le communisme, l'entre-
prise privée et les valeurs morales et la rechristianisation de la légis-
³
lation". Ils préférèrent avoir l'un des leurs à la direction du pays et,
comme le reste des Canadiens, ils étaient satisfaits du gouvernement
libéral qui apportait la prospérité et la stabilité, alors que Drew menait
une campagne fort peu sérieuse allant d'une affirmation farfelue à une
⁴
autre.

1. Toronto Star, June 17, 1949. p. 1.
2. Les conservateurs récoltèrent 25% du vote total. Kearns, K., Survey of 1949 General Election Results, copie miméographiée, p. 3. Papiers R.A. Bell, v. 7, fol. 32.
3. Le Devoir, 3 juin 1949, p. 10.
4. Sur l'analyse de cette élection et de la campagne menée par Drew, voir Williams, op. cit., pp. 171-188.

Les dures années continuent, 1949-1953.

La période qui s'écoule entre les élections de 1949 et celles de 1953 demeure calme du côté des conservateurs québécois. Il est vrai que leur existence ne se manifeste au grand jour qu'en temps d'élection, mais n'empêche qu'un certain travail s'effectue entre les périodes électorales.

Après la débâcle de 1949, le pessimisme est de mode chez les partisans québécois de George Drew. Si le support actif de l'Union Nationale n'a pu leur apporter plus de deux sièges, quelle force naturelle leur permettra donc d'entamer le bloc libéral ? Néanmoins, que l'on ne pense pas qu'il n'existe plus de conservateurs au Québec. A la réunion annuelle du parti, tenue en avril 1950, le Québec compte 70 délégués, ce qui fait quand même piètre figure à côté des 216 envoyés de l'Ontario.

¹
Sur ces 70 délégués, 30 portent des noms à consonance française. Le parti, en nommant ses officiers pour les années à venir, choisit Courtemanche et Balcer (les 2 députés du Québec) comme premier et

1. Annual Meeting of the Progressive Conservative Party of Canada, April 17, 18, 19, 1950. Archives des Quartiers généraux du Parti Conservateur. Dorénavant, nous indiquerons "Annual Meeting..." suivi de l'année de la réunion.

1

quatrième vice-présidents et Frédéric Dorion, A.-R. Gobeil, Hervé

2

Baribeau, entre autres, font partie de différents comités. D'après les

minces renseignements que nous pouvons glaner sur les préparatifs de

cette réunion annuelle, il nous apparaît que la section conservatrice de

Québec est plus active que celle de Montréal. La section de Québec

avait d'ailleur proposé une série d'amendements pour faire changer,

dans la Constitution, le mot "Dominion" par "National" ou "Federal"

3

selon les cas. La requête ne semble pas avoir donné de résultats concrets.

A la réunion de 1952 - il n'y eut pas de réunion en 1951 - la proportion québécoise fut encore inférieure de loin à celle de l'Ontario: 75 con-

4

tre 200, mais les noms des représentants québécois demeurent sensible-

5

ment les mêmes qu'en 1950. George Drew est optimiste: son parti vient

de remporter cinq victoires dans les élections complémentaires et il

déclare que "sans l'ombre d'un doute, le parti libéral perd de sa popula-

6

rité". Léon Balcer devient président national de l'Association des Jeunes

Conservateurs et le congrès adopte des résolutions recommandant des

réductions des taxes fédérales et des mesures visant à diminuer le coût

1. Annual Meeting..., 1950.

2. Loc. cit.

3. Frédéric Dorion à J.M. Macdonnell, 24 mars 1950. In Annual Meeting..., 1950.

4. Annual Meeting..., 1952.

5. Loc. cit.

6. Le Devoir, 26 mars 1952, p. 3.

1

de la vie. Le gros problème, encore une fois, demeure l'organisation québécoise au sein de laquelle tensions et difficultés se multiplient. Une réunion des hauts stratèges du parti se tient à Ottawa en septembre: tout en reconnaissant que les chances de succès s'améliorent au Québec, on indique que les rapports internes entre les membres de son association

2

sont tellement tendus que Drew lui-même devra y voir. Qu'y-a-t-il au fond de tout ceci? Dorion et Courtemanche répandraient un peu partout la rumeur que René Gobeil est remplacé comme organisateur québécois

3

⁴du parti et, en fait, il abandonna ses fonctions. A Montréal, l'association locale réclame une plus large autonomie et une consultation plus adéquate des Québécois pour tout ce qui se rapporte aux déclarations

5

générales de politique faites par Drew. Cette association - qui obtient

6

effectivement la latitude désirée - charge Abel Vineberg et un journaliste du nom de Bourdon de préparer la doctrine du parti, Bernard Goulet

7

et Jean Baulu devant répandre cette doctrine par la radio. Malgré tout, c'est une organisation conservatrice débile, minée par les dissensions

1. Ibid., 24 mars 1952, p. 3.
2. "Minutes of a meeting held at National Headquarters, Ottawa", 22-23 septembre 1952 (Strictly Confidential).
3. A.R. Gobeil à R.A. Bell, 29 décembre 1952, Papiers R.A. Bell, v. 3, fol. 12.
4. J. Claude Nolin à R.A. Bell, 23 février 1952. Papiers R.A. Bell, v. 3, fol. 12.
5. "Minutes of the Meeting of the Executive Committee, Montreal Island Region", 14 janvier 1953. Papiers R.A. Bell, v. 8, fol. 38.
6. R.A. Bell à J.H. Bender, 19 janvier 1953. Papiers R.A. Bell, v. 3, fol. 12.
7. J. Claude Nolin à R.A. Bell, 26 janvier 1953. Papiers R.A. Bell, v. 3, fol. 12.

internes et les conflits de personnalité qui s'engage dans la lutte en 1953.

De plus, à la différence de 1949, il n'y aura pas d'appels particuliers au
 1 Québec ni de participation généralisée de l'Union Nationale. Le Québec
 2 fit un peu - pour une fois - comme le reste du pays.

Quelques mois avant les élections, l'on parlait de la désintégration des forces conservatrices au Québec alors que les efforts réels de Drew n'avaient pu faire disparaître le sentiment de suspicion qui prévalait, dans la province, vis-à-vis de son parti. Les efforts de Drew pour apprendre le français sont accueillis avec bienveillance et l'on note
 3 qu'il prononce d'entiers discours en cette langue. Quant au fond même de ces allocutions, on ne trouve pas trop à y redire. Il s'engage, advenant son élection, à faire entrer dans son cabinet un nombre de Québécois proportionnel à la population de la province, mais la publication de
 4 son manifeste électoral ne réfère à aucun problème qui soit exclusif

1. Il semble que certains députés de l'Union Nationale - Jolicoeur [Bonaventure], Lizotte [l'Islet], Pouliot [Gaspé], Chalifour [Portneuf] et quatre à cinq autres aient aidé à préparer les conventions locales, mais sans se lier par des promesses définitives. Lucien Boucher à W.H. Kidd, 9 juin 1953. Papiers R.A. Bell, v. 3, fol. 12. Il ne serait pas surprenant que le "chef" ait plus tard refroidi ce support.
2. Montreal Gazette, July 20, 1953, p. 29.
3. Le Devoir, 19 mars 1953, p. 1.
4. Montreal Gazette, July 27, 1953, p. 5; Le Devoir, 25 juillet 1953, p. 5.
5. Toronto Star, August 5, 1953, p. 3.

1

au Canada français. Toutefois, c'est avec vigueur qu'il s'élève contre la
 2 centralisation, menace constitutionnelle, et contre le gaspillage que les
 libéraux font des deniers publics. Pour pallier à ces deux maux, les con-
 servateurs élimineront les abus et pourront ainsi réduire les taxes de
 3 \$500,000,000, tandis qu'ils défendront l'autonomie des provinces en ma-
 tière de fiscalité. La carrière passée de Drew est d'ailleurs garante
 4 de ses actes futurs : et on lui conseille, au Québec, de miner le presti-
 ge de St - Laurent en impliquant délicatement qu'il est une sorte d'homme
 5 de paille aux mains des puissants de son Cabinet.

Les libéraux, il va de soi, répliquent. Leur propagande continue toujours d'associer les noms de Drew et de Duplessis et le Winnipeg Free Press parle de l'autonomisme de Drew comme d'une tentative de domina-
 6 tion de la part du Québec et de l'Ontario. Dans le Québec, cependant, on

1. Texte complet de ce programme in Montreal Gazette, June 20, 1953, p. 2. Notons qu'il avait été admis, en janvier 1953, lors d'une réunion tenue à Montréal entre Drew et les chefs conservateurs québécois, que les thèmes utilisés au Québec seraient l'autonomie des provinces, les problèmes de taxation, le communisme et l'aide à l'agriculture. Dans ces domaines, l'on ne pouvait choquer l'opinion du Québec. A Courtemanche qui s'éloignait de ces thèmes, Bell écrivit que cette attitude risquait fort de faire contre-attaquer l'Ontario et faire perdre des votes et au Québec et dans les autres provinces. R.A. Bell à Henri Courtemanche, 29 mai 1953 (Private and Confidential). Papier R.A. Bell, v. 3, fol. 12.
2. Ibid., July 22, 1953, p. 2; Le Devoir, 22 juillet 1953, p. 3.
3. Ibid., 27 juillet, 1953, p. 3.
4. Montreal Gazette, July 27, 1953, p. 23.
5. W.L. Rowe à George Drew, 7 juillet 1953. Papier R.A. Bell, v. 7, fol. 29.
6. Rapporté par Le Devoir, 18 juillet 1953, p. 4.

ne le dépeint pas comme l'ami, mais comme l'ennemi des Canadiens français, comme un franc-maçon à la solde des intérêts financiers de
¹
 Montréal et de Toronto.

L'alliance avec Duplessis - qui, de plus en plus, est la bête noire du Canada anglais - ne peut gagner à Drew de très grandes sympathies hors du Québec. Mais cette alliance est loin - nous semble-t-il -
²
 d'être aussi serrée qu'en 1949. Dans des cas isolés, des dirigeants de ce parti endossent la candidature d'un de leurs amis. Tancrede Labbé
³
 et Patrice Tardif le font dans Mégantic; Léon Balcer est censé avoir
⁴
 derrière lui le ferme appui de la machine trifluvienne; Jos.-D. Bégin
⁵
 ne cache pas l'appui qu'il donne à Drew. Mais cette aide fut loin d'être
⁶
 organisée ou généralisée. N'empêche qu'on attaque encore l'alliance
⁷
 de Drew avec les ultra-nationalistes, type Frédéric Dorion. N'est-il pas

1. Le Devoir, 27 juillet 1953, p. 3; Montreal Gazette, August 5, 1953, p. 6. Un député aurait déclaré à la radio: "Comme chef, le parti conservateur a un mange-canadien-français, un franc-maçon marié à une catholique qui a abandonné sa religion et qui envoie instruire ses enfants en Suisse, pays de l'idolatrie et des sans religion;" Papier Bell, v. 3, fol. 12. L'Avenir de la Mauricie, propriété du candidat libéral J.A. Mongrain, parle des "partisans du FRANC-MACON Drew", 4 juillet 1953, p. 1.
2. Montreal Gazette, July 31, 1953, p. 3.
3. Ibid., July 21, 1953, p. 2.
4. Ibid., July 31, 1953, p. 2.
5. Ibid., August 6, 1953, p. 1.
6. Dans Gaspé, par exemple, le candidat conservateur ne reçut aucune aide de l'Union Nationale, fait assez inusité. Renseignement fourni par M. Roland L. English, ancien député de Gaspé.
7. Toronto Star, August 6, 1953.

vrai que le chef conservateur va à des assemblées, au Québec, où l'on ne voit ni "Union Jack" ni "Red Ensign" mais simplement le drapeau fleurdelisé¹? N'est-il pas vrai que les candidats conservateurs, au Québec, "are hammering away on the nationalist theme almost to the exclusion of other issues?" Comment, alors, faire confiance à un tel homme ?

L'on peut se demander si les effets d'une telle démagogie peuvent être efficaces, mais un fait subsiste: Drew subit, encore une fois, une cuisante défaite, faisant élire 50 candidats dont 4 au Québec. Ils se consolent à la pensée qu'ils ont reçu près du tiers des votes au Québec et qu'un politicien de la trempe de Balcer est un homme précieux qui permettra des succès futurs. Une étoile - après ces années de noirceur qui semblent ne devoir jamais se terminer - pointe à l'horizon, selon Le Devoir. Cette étoile est celle de John Diefenbaker qui vient de remporter une impressionnante victoire et qui remplacerait Drew si celui-ci se retirait.⁵

1. Loc. cit.

2. Ibid., August 1st, 1953, p. 1.

3. Selon Pierre Elliot Trudeau, la grande raison de la victoire libérale réside dans le fait que le parti libéral est plus "conservateur" que le parti de Drew et que la population recherche la stabilité que fournit le régime Saint-Laurent. "L'élection fédérale du 10 août 1953: prodromes et conjectures", in Cité Libre, novembre 1953, pp. 4-6.

4. Montreal Gazette, August 12, 1953, p. 7.

5. Le Devoir, 17 août 1953, p. 7.

La convention de 1956.

Lorsque Drew démissionne en 1956, il laisse à son successeur éventuel un parti désuni. Les idées sont divergentes sur la future politique sociale conservatrice. Le sentiment que le parti est dominé par les intérêts financiers de Montréal et de Toronto est généralisé. Enfin, le parti est dans l'opposition depuis vingt-deux ans, n'ayant jamais pu gagner plus de cinquante sièges aux Communes, pendant que le Crédit Social gagne de plus en plus de terrain. Par conséquent, il faut trouver un chef de taille pour assumer cette succession, mener son parti à la victoire et le revivifier suffisamment pour que son existence ne soit plus mise en doute.¹ Aux yeux de la majorité des conservateurs, ce défi pourra être relevé si le Québec donne son appui au nouveau chef.² A cet égard, la convention de 1956 vaut d'être analysée puisque l'avenir du parti conservateur dépendra, en grande partie, de la prise de position des délégués québécois.

1. Meisel, John, The Canadian General Election of 1957, Toronto, University of Toronto Press, 1963. Pp. 18-20.
2. Ibid., 30.

Davie Fulton était un candidat sérieux. Avocat de la Colombie britannique, il avait rendu de nombreux services politiques tant au niveau fédéral que provincial. Sa tournure d'esprit et ses manières le rapprochaient de l'ensemble des intellectuels conservateurs. D'autre part, son catholicisme était un atout auprès des délégués du Québec.¹ Voilà pourquoi il comptait sur eux pour lui donner une centaine de voix et il crut même pouvoir augmenter ce nombre à cause de son secondeur, Jean Méthot, qui jouissait d'un prestige considérable auprès de la délégation québécoise.² Cependant, il semble que celle-ci soit prête à ne lui donner que cinquante voix au premier tour de scrutin quitte à le seconder au deuxième si Fleming doit alors retirer sa candidature.³

Car Fleming demeure tout au long de la convention le candidat le plus prisé de l'ensemble des délégués québécois. Avant le dix décembre, on note qu'il peut devenir un adversaire sérieux de Diefenbaker, s'il réussit à entraîner derrière lui la masse des délégués francophones du Québec et d'ailleurs.⁴ Anglo-canadien authentique et protestant militant, il a appris le français et, depuis 1945, il essaie de comprendre le point

1. Meilsel, John, op. cit., p. 26.

2. L'Événement-Journal, 14 décembre 1956.

3. Le Devoir, 13 décembre 1956.

4. La moitié de ces délégués arborent son insigne: L'Événement-Journal, 14 décembre 1956.

5. Le Devoir, 23 octobre 1956.

1

de vue canadien-français. Un grand nombre de Québécois se rangent donc sous la bannière de Fleming. Gérald Martineau ayant déclaré l'appuyer,
 plusieurs ont, par là, voulu entendre la voix de Duplessis lui-même.
 Cependant, l'on peut se demander si l'on est en présence d'amitié envers
 2
 3
 Fleming ou d'hostilité envers Diefenbaker.

Avant que la convention ne débute, un journaliste note que les Québécois vont voter contre Diefenbaker, même s'ils n'ont pas encore pris officiellement position contre lui:

In the convention [next month] Quebec will have about 300 votes out of approximately 1300. All of them, barring one or two mavericks, will be cast against John Diefenbaker. ⁴

D'ailleurs, à ce moment-là, la presse dit bien pourquoi Diefenbaker est inacceptable au Québec et pourquoi les conservateurs de cette province lui sont hostiles. Ils lui reprochent son incapacité de parler le français et ses positions prises aux Communes [radio française de l'Ouest, demande de l'abolition des chiffres concernant l'origine ethnique dans le recensement, etc...]. On note même qu'il n'est pas acceptable à l'électorat

1. Le Devoir, 23 octobre 1956.
2. Sévigny, Pierre, This Game of Politics, McClelland & Stewart, Toronto, 1965, p. 33.
3. P. Vigeant dit que c'est par fierté que les conservateurs de langue française préféreront soutenir la candidature de Fleming: Le Devoir 23 octobre 1956, p. 4.
4. Fraser, Blair, "Why the Conservatives are Swinging to Diefenbaker?" in Maclean's Magazine, November 24, 1956, pp. 75-76.
5. Loc. cit.; Le Devoir, 23 octobre 1956, p. 4; ibid., 9 octobre 1956, p. 4.

de langue française... [et qu'] il ne pourra jamais triompher de l'opposition irréductible de la province de Québec".¹

Toute la presse défavorable à Diefenbaker correspond vraisemblablement aux idées des conservateurs québécois sur ce candidat: arrivés à la convention, ils semblent déterminés, du moins officieusement, à ne pas l'agrérer.² Cette attitude se concrétise lorsque Diefenbaker choisit un proposeur et un secondeur anglophones. A la suite de cet incident, des délégués québécois adoptent ouvertement une position hostile envers Diefenbaker.³ Ils tiennent alors un caucus anti-Diefenbaker et s'entendent pour appuyer Fleming en premier et pour se ranger derrière l'adversaire de Diefenbaker au second tour, si second tour il y a.⁴ Balcer attaque publiquement Diefenbaker et un bon nombre de délégués québécois sortent de la salle lorsque l'avocat de l'Ouest fait son discours d'acceptation.⁵ On peut se demander pourquoi Diefenbaker a heurté de front les conservateurs du Québec.

Diefenbaker répond à cela qu'il a choisi ses secondeurs en tenant compte du fait que le parti s'étendait de l'Atlantique au Pacifique. De plus,

1. Le Devoir, 9 octobre 1956, p. 4.
2. Avant la convention, Pierre Sévigny aurait fait parvenir un questionnaire à une centaine de conservateurs du Québec. 94% ont répondu qu'ils n'étaient pas prêts à supporter l'avocat de Prince-Albert. Sévigny, op. cit., p. 20.
3. L'Événement-Journal, 14 décembre 1956, p. 1.
4. Le Devoir, 14 décembre 1956.
5. Meisel, op. cit., p. 31.

il rappelle à son auditoire qu'en 1927, le leader avait été proposé par un
¹
 habitant du Nouveau-Brunswick et par un autre de l'Ouest. Mais ses ex-
 plications n'ont convaincu personne et encore aujourd'hui elles sont loin
 d'être satisfaisantes.

Diefenbaker voulait être victorieux. Pour cela il lui fallait amoindrir les chances de Fulton qui pouvait avoir beaucoup de votes au premier tour et peut-être ainsi l'emporter au second. Par conséquent, Diefenbaker devait obtenir la sympathie du plus grand nombre possible
²
 de délégués. Il fallait alors provoquer la délégation du Québec pour qu'elle l'attaque en retour. L'adversaire de Fulton serait donc considéré comme un candidat traité injustement. Et cette attaque avait toutes les chances de se produire si Diefenbaker s'absténait de choisir un Québécois pour la mise en nomination. D'autre part, s'il procédait normalement et se choisissait un secondeur venant du Québec, il lui fallait absolument prendre aussi un conservateur de l'Ontario, cette province étant celle où le parti était le plus fort.
³ Mais alors, on lui aurait encore reproché d'être dominé par les intérêts de Montréal et Toronto et cela aurait semblé d'autant plus curieux que Diefenbaker se faisait le défenseur des

1. Meisel, op. cit., p. 31.

2. Un renseignement qui nous paraît on ne peut plus sûr - mais dont on ne peut divulguer la source - affirme que tous les anciens leaders conservateurs, en 1958, appuyaient Fleming.

3. Meisel, op. cit., p. 32.

1

provinces pauvres. Ceci aurait été une grave erreur et Diefenbaker en était sûrement conscient. Cette explication nous semble être la plus valable même si elle n'est pas entièrement satisfaisante. En effet, il aurait pu prendre un secondeur francophone venant soit des Maritimes soit de l'ouest du pays.

Malgré l'opposition de la majorité des membres de la délégation du Québec, Diefenbaker demeure le candidat le plus fort, même si les milieux financiers l'ignorent et s'il collabore très peu avec ses collègues
 2 parlementaires. Il compte des admirateurs et des partisans dans toutes les provinces anglaises et il s'est fait connaître comme un politicien aux
 3 idées libérales. Ses principaux collaborateurs, Hees, Churchill et Grosart,⁴ avaient fait une campagne très active et très efficace pour recruter des supporteurs et des collaborateurs et le faire connaître de
 tout le pays.⁵

Par ailleurs, même s'il ne peut escompter de support réel au Québec, Pierre Sévigny et René Duranleau l'appuient sans réserve. Le 15 novembre, L'Événement-Journal rapporte que les leaders de la région de Montréal lui accordent leur appui et ne voient pas pourquoi les autres
 6 Québécois agiraient différemment. Cependant, cet appui n'est pas

1. Meisel, op. cit., p. 32.
2. Ibid., 27
3. Le Devoir, 28 septembre 1956, p. 4.
4. Meisel, op. cit., p. 29.
5. Sévigny, op. cit., p. 37.
6. L'Événement-Journal, 15 novembre 1956, p. 24.

suffisant pour faire croire aux délégués des autres provinces que la candidature de Diefenbaker est acceptée de ceux du Québec.

Sévigny raconte qu'il a travaillé sans réserve auprès des membres des quartiers-généraux pour leur faire entendre raison sur leur choix du proposeur et du secondeur. Il a discuté avec Diefenbaker en lui apportant toute une série d'arguments pour lui prouver qu'il faisait une fausse manoeuvre en négligeant le Québec dans la mise en nomination. Il dit avoir de plus travaillé activement pour convaincre Mark Drouin d'adhérer à sa cause.¹

Voilà pourquoi, les organisateurs mettent sur pied, à Montréal, le Comité des Bleus dont faisaient partie une vingtaine de membres dont plusieurs étaient des personnalités de marque, par exemple le Bâtonnier de Montréal et le président du Canadian Club de la même ville. Les activités de ce comité étaient relatées dans les journaux anglophones.

Il ne s'agit pas de toucher la délégation québécoise mais d'impressionner celles des autres provinces.²

A la convention, parallèlement au choix d'un nouveau chef, on discute, en comité, les projets soumis par les délégués. Ceux du Québec demandent que les Canadiens français soient mieux représentés dans

1. Sévigny, op. cit., pp. 35-36, 40-41.

2. Meisel, op. cit., pp. 30-31.

le gouvernement fédéral, que les chèques du fédéral soient bilingues, que le Canada ait un drapeau distinctif. Le parti conservateur prône l'autonomie du Canada dans les affaires internationales et s'oppose fermement à l'esprit colonial.¹ Or, dans le programme officiel du parti, il n'y aura ni drapeau distinctif, ni ambassadeur au Vatican, ni chèques bilingues, ni prise de position sur le bilinguisme dans le fonctionnarisme.² Même s'ils ont fait preuve de faiblesse au comité des résolutions, les conservateurs canadiens-français sont déçus.³

Pour toutes ces raisons, le mécontentement est presque généralisé. Il est rumeur qu'une partie des délégués québécois, surtout des jeunes, lancent un parti conservateur québécois, laissant tomber l'étiquette "progressiste"⁴ et le chef national. La scission du Québec semble imminente et le choix de Diefenbaker n'aura pas augmenté les chances du parti dans cette province. Néanmoins, dans sa première conférence de presse, Diefenbaker déclare qu'il s'efforcerà d'unir le parti et, pour ce faire, il réclame l'appui du Québec.⁵ Les objectifs mêmes qu'il propose – remporter le pouvoir et revenir au système des deux partis – nécessitent ces conditions préalables.

1. Le Devoir, 11 décembre 1956, p. ...
2. Un renseignement sûr (dont nous ne pouvons indiquer la source) nous permet d'affirmer que M. Diefenbaker n'était pas du tout satisfait du programme adopté en 1956.
3. Le Devoir, 12 décembre 1956, p. 1.
4. Ibid., 15 décembre 1956, p. 9.
5. Loc. cit.

La convention terminée, le parti conservateur a un nouveau chef en la personne de Diefenbaker. Face à des adversaires sérieux, dont un, Fleming, était le candidat des délégués du Québec, il a réussi à l'emporter grâce à un comité d'organisation actif et dynamique, à un merveilleux travail de coulisse auprès des délégués, grâce enfin au soin que ses lieutenants et lui-même ont pris de cultiver sa réputation dans les journaux canadiens. Malgré tout ce travail bien synchronisé, Diefenbaker n'a pu rallier à sa cause l'ensemble de la délégation du Québec. Ses activités antécédentes aux Communes, son choix du proposeur et du secondeur à la mise en nomination et l'image que les journaux francophones du Québec donnaient de lui, lui ont nui. Si bien qu'on peut se demander jusqu'à quel point, au lendemain de la convention, le parti conservateur est uni et peut remporter une élection fédérale.

Les conservateurs depuis 1956.

La choix de Diefenbaker à la convention de 1956 marque certes une date importante dans l'histoire du parti conservateur et, en même temps, oblige l'auteur de cette étude à un temps d'arrêt pour présenter certaines considérations. A partir de 1956, nous pouvons dire que notre champ d'action n'est plus celui de l'histoire mais celui de l'actualité. A notre avis, les choses ne s'en portent que mieux lorsque les journalistes laissent l'histoire aux historiens et lorsque les historiens laissent le fait courant au reporter ou à l'éditorialiste. Par contre, il nous faut - pour remplir les engagement de notre étude - "couvrir" les événements postérieurs à 1956. Nous allons nous acquitter de nos engagements d'une façon assez simple - d'une façon journalistique - tout en reconnaissant l'insuffisance d'une telle approche. C'est donc un compte rendu général et forcément superficiel des événements que nous allons présenter. Les lecteurs de cette étude devront admettre que l'on ne peut ici procéder autrement: les documents écrits ne sont pas ouverts aux chercheurs et les documents oraux (v. g. témoignages de politiciens) ne sont pas toujours garants d'impartialité. Pour ces motifs, nous nous limiterons aux

faits essentiels pertinents à notre étude, quitte à relever certaines analogies avec les années présentes dans nos conclusions.

Les élections générales de 1957 ne manquèrent pas de créer des surprises. Mais ces surprises ne pouvaient venir de l'organisation du parti conservateur dans le Québec. Pierre Sévigny décrit dans les termes suivants la situation de son parti à l'automne de 1956:

In Quebec we had close to nothing: members were few; the press was against us; we had a heavy heritage to carry, and no base on which to rest and launch a program. ¹

La situation, pour être meilleure dans le reste du pays, n'était pas particulièrement brillante, quand l'on songe qu'Allister Grosart fut nommé officiellement directeur du parti trois mois seulement avant les élections et que c'est avec fébrilité que l'on réorganisa les quartiers généraux du parti et la coordination de son travail avec les organisations provinciales. Parler d'organisation provinciale au niveau du Québec équivaut cependant à faire emploi d'une figure de style. On ne semblait pas croire à la possibilité d'y effectuer des gains et, par conséquent, elle ne devait pas jouir d'aucun traitement de faveur; et c'est de façon assez autonome que les conservateurs provinciaux opérèrent. Leur façon de procéder leur attira l'ire de leurs mentors d'Ottawa qui n'aimaient pas

1. Sévigny, op. cit., p. 10.

2. Ibid., 51-2.

1

les voir pactiser avec la suspecte Union Nationale.

Car il y eut certainement un appui de l'Union Nationale qui voulait affirmer ses principes autonomistes contre les menées centralisatrices de M. St.-Laurent. L'appui ne fut pas généralisé, mais il se manifesta ou-
 2 vertement en certains comtés et, s'il ne fut pas crié sur les toits, il était quand même évident. Le premier ministre du Québec voulait donner une leçon aux libéraux de St-Laurent et il voulait, aussi, posséder des porte-parole de sa politique au parlement d'Ottawa.

La stratégie conservatrice fut de parler du parti Diefenbaker et d'oublier même le nom "conservateur". On promit de réduire les taxes et d'aider concrètement les agriculteurs, d'équilibrer le commerce en favorisant l'Angleterre, de convoquer une conférence fédérale-provinciale afin de mettre fin à l'excessive centralisation, on fustigea le mépris
 3 des libéraux envers les droits souverains du Parlement, etc. Question de fait, la campagne électorale mit beaucoup de temps à démarrer, ce qui fit écrire à Gérard Filion que St-Laurent parcourait "le pays avec un boyau d'arrosage [pour éteindre] les commencements d'incendie
 4 allumés par M. Diefenbaker". Il n'y a vraiment pas lutte générale au

1. Sévigny, op. cit., 55.

2. Meisel, op. cit., pp. 114-115, 174-178; Sévigny, op. cit., pp. 60-69; Le Devoir, 16 juin 1957, p. 1. Notons ici qu'à certains endroits l'Union Nationale appuya le candidat libéral.

3. Exposé des programmes des deux partis, Meisel, op. cit., pp. 37-63.

4. Le Devoir, 18 mai 1957, p. 4.

Québec, les libéraux étant sûrs de leur succès et les conservateurs également certains de leur insuccès.¹ L'élection "la plus terne du siècle"² ne suscite pas d'émotion et l'on s'accorde à prévoir la réélection du gouvernement libéral avec une majorité réduite. Mais l'inraisemblable se produit et les conservateurs de Diefenbaker obtiennent la pluralité des sièges sans détenir la majorité absolue.³ Devant l'estomacement général, Diefenbaker devient le treizième premier ministre du pays depuis la Confédération. Le Québec - s'il était superstitieux - pouvait se demander si le treizième premier ministre choierait ou délaisserait la province qui s'était opposée à son choix en 1942, 1948 et 1956 et qui ne lui avait donné que 9 députés.

La province n'eut pas longtemps à s'interroger. On lui donna deux ministères: celui des postes qui allait à un anglophone et celui de Solliciteur général qui était dévolu à Léon Balcer. Le nouveau premier ministre du pays fit là un mauvais pas véritable, une manifeste erreur de psychologie: il eut beau dire qu'il apprenait le français, nommer deux sénateurs français (Méthot et Monette), introduire au Parlement la traduction simultanée des débats, il n'en reste pas moins que son premier

1. Le Devoir, 28 mai 1957, p. 4.

2. Ibid., 7 juin 1957, p. 1.

3. Il semble bien - d'après de nombreux entretiens tenus avec différentes personnalités du monde politique - que les conservateurs n'aient véritablement pas escompté prendre le pouvoir. Plusieurs candidats-élus - n'avaient pas été très judicieusement choisis par le parti et ce qui devait être une élection de rodage ou de mise en branle se changea en une prise de pouvoir prématurée.

geste n'était aucunement de nature à rassurer la province. La presse québécoise souligna le fait. Le gouvernement Diefenbaker créant ¹ bonne impression - le premier ministre en particulier - on lui fit remarquer qu'il pouvait escompter un succès certain aux prochaines élections s'il donnait au Québec sa juste part d'influence, et, surtout, s'il conférait de l'autorité à un lieutenant du Québec. On lui indiqua que l'instauration de chèques bilingues était très importante aux yeux ² du Canadien français. Diefenbaker n'en tient pas immédiatement compte mais, durant sa campagne de 1958, il demanda au Québec de lui envoyer nombre de députés afin de leur donner une représentation adéquate dans le Cabinet. On peut déceler une note de chantage dans ces remarques et M. Laurendeau - dont la réputation de clairvoyance politique n'est pas encore établie - dit que, si cet état de choses continue, Diefenbaker ³ n'aura pas sa majorité absolue. Gérard Filion demande aux Québécois ⁴ de lui refuser leurs votes, allant même jusqu'à faire entrer en ligne de compte l'appui donné à M. Diefenbaker par les loges orangistes.

Ceci nous ramène, en 1958, dans le journal le plus éclairé du Canada

1. André Laurendeau parla de "ses dons de chef" ... de sa "vigueur" ... son "jugement" ... son "habileté". Il a prouvé qu'il a l'étoffe d'un homme d'Etat". Le Devoir, 4 février 1958, p. 4.
2. Ibid., 11 février 1958.
3. Ibid., 24 mars 1958, p. 4.
4. Ibid., 26 mars 1958, p. 4.

1

français, aux pires appels démagogiques des années 1920.

Comme on le sait, les conservateurs de Diefenbaker remportèrent un triomphe sans précédent et le Québec, renversant sa traditionnelle allégeance libérale, élut 50 députés conservateurs. Les plus grandes aspirations de M. Diefenbaker étaient réalisées et il lui restait maintenant à administrer le pays. L'on se demandait si les conservateurs, forts d'une très forte députation du Québec, réorienteraient leur politique des dernières décades et gouverneraient avec cette province.

Très tôt, des signes de scission apparurent dans cette forte députation québécoise. Chaque ministre avait son clan et les sempiternelles rivalités régionales se manifestaient. Les nominations au cabinet créèrent des désillusions parmi des individus et, en général, l'on s'accorda à trouver trop faible la part faite au Québec. Certaines nominations, pour dire le moins, manquaient de sérieux. Balcer demeura Solliciteur général, inférieur en rang à O'Hurley et Courtemanche, ce qui était proprement injustifiable. On peut remarquer que la qualité de ces 50 députés n'avait rien d'extraordinaire, mais un homme de l'envergure de Noël Dorion n'entrait pas au ministère, ce qui fut une déception pour l'élément "nationaliste" du parti. En 1959, Pierre Sévigny accéda au Cabinet comme ministre associé de la défense; plus tard, ce fut au tour de Dorion et de Jacques Flynn. Fait à noter, aucun portefeuille d'importance n'échut au Canada français, exception faite de la tardive promotion

1. Le Devoir, 29 mars 1958, p. 4.

de Balcer aux Travaux Publics. Dans l'esprit du premier ministre, les portefeuilles étaient tous égaux en importance, mais personne au Canada français ne peut accepter une telle théorie et le ressentiment ne tarda pas à se manifester.

Un parti aussi fortement appuyé que les conservateurs l'avaient été en 1958 pouvait aisément escompter vingt années de pouvoir. Aussi paradoxal que cela puisse sembler, l'organisation se détériora rapidement et la dissatisfaction du Québec grandit. Convaincus qu'ils ne jouissaient d'aucune influence réelle auprès du chef du pays, les Québécois ne purent tolérer l'absence notoire d'un leader québécois prestigieux et valable. L'octroi des chèques bilingues et la nomination d'un Gouverneur-général d'origine française - mesures secondaires, en somme, et faites à un moment où le Québec devenait singulièrement désireux de faire valoir son point de vue en toutes choses - ne purent cacher le fait que les Canadiens français possédaient peu ou pas d'influence dans le gouvernement canadien.

La députation elle-même, tenue dans l'ignorance complète de ce qui se passait aux échelons supérieurs, prit conscience de son utilité pour le moins restreinte et perdit la confiance des électeurs. Les ministres, incapables de faire valoir leur point de vue et celui de leur province auprès des éléments supérieurs du parti, déchantèrent rapidement. Il est utile de noter, à cet égard, que les 3 ministres les plus importants

qu'ait sélectionnés M. Diefenbaker - Dorion, Balcer et Sévigny - l'aient quitté en disant qu'il n'y avait rien à faire avec l'avocat de Prince-Albert. C'est donc avec une note de dépit que les sincères supporteurs du parti Diefenbaker virent la situation brillante de 1958 se détériorer et c'est avec réalisme et amertume qu'ils délaissèrent les conservateurs en 1962 et depuis lors.

CONCLUSION

a] Le faible vote conservateur au Québec de 1925 à 1963.

On a pu voir, au cours des pages précédentes, que les résultats électoraux n'avaient jamais été très favorables aux conservateurs dans la province de Québec. Il n'est pas superflu de jeter maintenant un coup d'oeil plus scrutateur à ces résultats. Nous pourrons, de la sorte, établir de façon précise quels ont été les succès réels de ce parti au Québec. Ensuite, il s'agira d'expliquer les raisons fondamentales de ces résultats.

Le tableau¹ que nous reproduisons en appendice I est vraiment significatif. De 1925 à 1963, c'est-à-dire au cours de 12 élections générales, le parti conservateur a remporté 127 sièges au Québec sur une possibilité d'environ 850, mais il faut noter que près de 60% de ces sièges, soit 74, sont acquis au cours de deux élections, celles de 1930 et de 1958. A tout événement, ces 127 victoires représentent environ 15% de la totalité des sièges disponibles durant les années considérées.

D'autre part, le pourcentage du vote est plus révélateur. La moyenne générale du vote dévolu au parti conservateur, au cours de ces élections, est

1. Appendice I, p. 147-157.

de 32.9% et il ne descend jamais à moins de 18.4% [en 1945]. Ceci indique, hors de tout doute, qu'il y a un noyau conservateur dans la province de Québec, des partisans qui votent pour leur parti d'adoption quels que soient les circonstances et les chefs.

Cependant, un problème se pose. Ce noyau conservateur québécois est-il francophone ou anglophone? En appendice II, nous présentons un tableau de la composition ethnique des circonscriptions électorales de la province de Québec.¹ Aucune conclusion définitive ne peut se dégager de ce tableau, mais certains indices sont quand même évidents. Argenteuil, qui a une proportion de 22.2% d'anglophones, élit un conservateur six fois sur douze; Brome-Missisquoi, avec 26.5% d'anglophones, élit 4 conservateurs. Par contre Gatineau possède 23.2% d'anglophones mais n'élit jamais un député qui ne soit pas libéral. Jacques-Cartier-LaSalle a 44.7% d'anglophones et n'élit que 3 conservateurs tandis que St. Antoine-Westmount avec 41% de britanniques en élit 5, et que Verdun, avec 35.1%, n'en élit qu'un seul. Par ailleurs, des circonscriptions comme Trois-Rivières, Dorchester et Gaspé, où le vote anglophone est très faible, manifestent une nette tendance conservatrice. D'ailleurs, il est intéressant de noter qu'à première vue les Canadiens français urbains votent plus aisément conservateur que leurs compatriotes ruraux. Ceci est particulièrement vrai en 1930 et 1958, années où différents facteurs économiques ou autres jouaient nettement

1. Appendice II, p. 161-165.

à l'avantage des conservateurs.

De ces tableaux et de ces chiffres, il faut retenir une chose: le parti conservateur, au Québec, n'a connu que des succès électoraux très relatifs, même s'il possède un noyau fidèle et persévérand de supporteurs. Est-il possible d'expliquer pourquoi ce parti n'obtient pas une mesure plus soutenue et plus forte de gain? Essayons-le.

b] Explications de ces très relatifs succès électoraux.

Les paragraphes précédents ne peuvent laisser subsister aucun doute: le parti conservateur a obtenu de très minces succès dans la province de Québec de 1925 à 1963. Notons cependant qu'il n'a guère été plus heureux dans le reste du pays. Au cours de ces années, les libéraux remportent sept des douze élections générales et c'est à deux reprises seulement [1930 et 1958] que les conservateurs remportent la majorité absolue des sièges; question de fait, les libéraux occupent le pouvoir pendant vingt-sept des trente-huit années considérées, ne laissant que onze ans de gouvernement aux conservateurs. Mais, au Québec, ils ont encore fait moins de gains que dans l'ensemble du pays. L'on peut avancer plusieurs éléments d'explication.

Durant ces années, ils éprouvent une difficulté indicible à attirer chez eux des Québécois de premier plan. Bennett aura quelques bons hommes - pas des politiciens de très grande envergure sans doute - pouvant faire oeuvre honnête et utile. Mentionnons Dupré, Sauvé et Onésime Gagnon. Manion aura Frédéric Dorion, jeune à l'époque, mais qui aurait pu faire une très honorable carrière politique. Bracken et

Drew ne pourront attirer des hommes de l'envergure de ceux que nous vensions de citer. Quant à Diefenbaker, il a à ses côtés Noël Dorion, Léon Balcer et Jacques Flynn qui avaient l'étoffe de bons ministres et qui pouvaient figurer avantageusement dans un gouvernement. Remarquons qu'aucun de ces hommes n'a pu - au sein du parti conservateur - démontrer qu'il avait la stature d'un homme d'Etat ou d'un porte-parole écouté du Canada français. Nous essayerons plus loin d'expliquer ce phénomène mais retenons, pour l'instant, que le parti conservateur n'a pu amener chez lui des personnalités québécoises d'envergure et leur permettre de se développer et de s'élever, progressivement, à la taille d'un Cartier, d'un Chapleau ou même d'un Louis-Philippe Pelletier.

Lorsque, par ailleurs, le parti se trouve en possession de l'un de ces oiseaux rares, un politicien acceptable venant du Québec, il s'ingénie, dirait-on, à ne pas le garder. Onésime Gagnon ne pouvait plus demeurer au sein du parti conservateur fédéral dans le début des années '30, car il savait sa carrière irrémédiablement compromise par des rivalités internes - imputables, en grande partie, à la députation francophone. Frédéric Dorion ne pouvait conserver une quelconque affiliation avec un parti qui préconisait une politique complètement inconciliable avec ses principes d'un nationalisme fort modéré. Léon Balcer se séparera du parti conservateur après avoir essuyé bien des reculades et après de longues années d'un silence patient. Quant à Noël Dorion, un nationaliste fort

clairvoyant, il a fort bien vu que la politique conservatrice des années 1961 et 1962 ne tenait aucun compte des désirs ou réactions du Québec. Ainsi, le parti conservateur recrute très malaisément de bons politiciens venant du Québec et, le fait-il, qu'il les conserve encore plus malaisément. Evidemment, ceci n'est pas source de grands succès électoraux, les gens concluant que des politiciens modérés, au sein de ce parti, ne peuvent faire entendre leurs vues sur la politique nationale au niveau des aspirations du Québec.

Il y a beaucoup de vrai là-dedans et une troisième explication des insuccès électoraux des conservateurs au Québec pourrait être leur manque de compréhension vis-à-vis des aspirations profondes "de la belle Province". Il est clair que le parti conservateur a toujours favorisé d'étroites relations avec la Grande-Bretagne, qu'il ne s'est pas caché de prêcher la conscription en temps de guerre, qu'il a pendant longtemps penché vers l'octroi de pouvoirs accrus au gouvernement fédéral. Ceci allait à l'encontre des désirs traditionnels du Québec. Mais il ne faut pas oublier que Manion et surtout Drew ont singulièrement édulcoré la doctrine de leur parti, qu'ils ont présenté à l'électorat québécois des programmes acceptables aux Canadiens français, indiquant explicitement qu'ils voulaient faire place à leurs désirs. Les résultats ont été, pour eux, décevants: le Québec ne croyait pas à leur bonne volonté et leurs supporteurs anglophones, férus de la traditionnelle doctrine conservatrice, s'éloignaient alors d'eux.

Tenter de retrouver pourquoi ce parti, même avec un programme convenable au Québec parfois, ne peut faire comprendre sa bonne volonté, nous amène à mettre de l'avant d'autres facteurs explicatifs de leurs insuccès électoraux.

Au cours des années que nous avons étudiées, le parti n'a jamais pu "projeter" l'image de son chef au Québec. Meighen et Bennett, d'ailleurs, n'étaient pas facilement "projetables": froids, autoritaires, lourds de leur passé conscriptionniste, ils ne pouvaient attirer la sympathie du Québec. Manion et Drew avaient, eux aussi, un passé conscriptionniste, comme, à un degré moindre, Bracken et Diefenbaker. Aucun leader conservateur, durant ces années, n'est sympathique au Québec et la publicité conservatrice n'a jamais pu surmonter ce handicap.

D'ailleurs, ce handicap était très difficilement surmontable. Les politiciens libéraux n'ont jamais permis à l'électorat québécois d'oublier qu'il y avait eu conscription en 1917, mais ils lui ont fait oublier que les libéraux anglophones y avaient participé. Les mêmes politiciens ont fait oublier à l'électorat qu'un gouvernement libéral, au cours de la seconde guerre, avait appliqué le service militaire obligatoire et n'ont fait retenir que les extrêmes prises de position de certains conservateurs à l'époque. Les mêmes politiciens ont entretenu, au cours des ans, les vieux préjugés de l'orangisme et de la franc-maçonnerie conservatrice. Lorsque l'on sait les arrière-pensées que renferment ces allusions, on comprend

facilement qu'un parti auquel on accole, durant de nombreuses années, ces qualificatifs ne peut jouir d'une immense popularité. Ceci d'ailleurs n'est pas tout à fait éteint. Très récemment, au cours d'une émission télévisée de Radio-Canada, on faisait un assez vilain jeu de mots en accolant Diefen-¹baker et Orangisme. Il n'y a aucun mal là-dedans, mais l'on entretient ainsi les préjugés chez des gens qui ne peuvent faire les distinctions qui s'imposent et dont l'éducation a laissé subsister beaucoup d'idées préconçues qui n'ont pas tellement de fondements dans la réalité.

Si les conservateurs n'ont pu "projeter" l'image de leurs chefs, et si cela est dû en grande partie au fait qu'ils n'ont pu effacer la propagande libérale, on en déduit aisément un sixième facteur qui explique leurs échecs électoraux: l'absence d'une presse conservatrice suffisamment dynamique pour populariser le chef et le programme du parti. Il faut cependant faire une distinction, au Québec, entre presse francophone et presse anglophone. Cette dernière a régulièrement appuyé le parti conservateur. Le Quebec Chronicle-Telegraph, le Montreal Star, et le Montreal Gazette ont rarement failli à leur tâche. Mais cette presse conservatrice n'était pas très bien disposée vis-à-vis des Canadiens français et elle demeurait l'organe d'une certaine oligarchie financière anglophone. Comme telle, elle n'avait aucune influence sur la pensée de l'électorat canadien-français. Du côté francophone, c'est le néant

1. Emission "Le Sel de la Semaine", 18 février 1966.

ou presque. Du temps de Macdonald et même jusqu'en 1912, les conservateurs possédaient, au Québec, une presse qui véhiculait leurs idées, popularisait leur programme et dépréciait systématiquement le parti adverse: bref ils avaient une presse de parti. Après 1912, la presse conservatrice vivote de façon intermit- tente. Durant les années 1930 on a Le Journal de Québec, qui s'amalgame en - suite à l'Événement. Mais, au début des années 1940, même cet organe de parti se tourne contre les conservateurs. Quant au Montréal-Matin, c'est avant tout l'organe de l'Union Nationale.

Une dernière explication de ces insuccès électoraux – et non la moindre, on le devine bien – demeure la faiblesse chronique de l'organisation conservatrice au Québec. Aussitôt après l'élection de 1930, l'organisation se démantèle et, à toutes fins pratiques, disparaît. Au temps de Manion, elle est axée sur l'Union Nationale, mais disparaît, ou presque, en 1939. Un travail gigantesque est entrepris sous Bracken et Drew, mais les rivalités régionales, ethniques et personnelles empêchent tout travail efficace. De plus, le "flirt" avec l'Union Nationale incite les conservateurs à trop se reposer sur la puissance de cette dernière. Une constante se dégage de l'étude de cette organisation vacillante: l'absence d'un penseur canadien-français, suffisamment au fait des aspirations québécoises et suffisamment écouté au sein du parti pour faire passer ses idées dans la réalité. Le seul qui nous semble s'être approché de ce rôle est Frédéric Dorion, mais il ne pouvait remplir la seconde condition énoncée, ses idées n'étant pas toujours considérées orthodoxes auprès de son parti.

En résumant ce qui précède, nous pouvons avancer ceci: en une période dominée par les libéraux, sans politiciens québécois écoutés du parti et appuyés par lui, sans programme qui tienne vraiment compte des aspirations du Québec, sans presse ni organisation adéquates, aux prises avec la savante publicité adverse, il ne faut pas s'étonner que les conservateurs n'aient pas eu plus de succès au Québec. L'on serait même plutôt porté à s'étonner qu'ils aient pu conserver un assez fort noyau de supporteurs. Néanmoins, ils ont deux fois été au pouvoir. A ces deux reprises, ils auraient pu tenter de gagner le Québec. Or, il semble que le fait, pour eux, de gouverner précipite encore la série de leurs insuccès électoraux.

Lorsque les conservateurs forment un gouvernement, ils prennent bien soin de ne donner à aucun Canadien français, au sein du Cabinet, une prééminence qui l'élèverait au-dessus de ses collègues, qui le désignerait comme chef aux yeux de sa province et qui en ferait le porte-parole autorisé et valable de ses compatriotes. La responsabilité peut en incomber au parti ou au premier ministre. Mais elle peut tout aussi bien être imputée à la province qui n'envoie pas des personnalités de tout premier plan, des hommes qui s'imposent par leur valeur, au parti conservateur qui forme le gouvernement à Ottawa. A ceci l'on peut rétorquer que la doctrine conservatrice ne peut attirer ces individus triés sur le volet. Mais alors pourquoi un premier ministre élu ne va-t-il pas les chercher? Est-ce tout simplement que la province de Québec ne peut envoyer

à Ottawa des hommes de tout premier plan, pour la simple raison qu'elle n'en possède pas suffisamment et qu'elle les garde à Québec? Nous ne sommes pas loin de le croire.

A tout événement, en 1930, puis en 1957 et 1958, le Québec a envoyé des émissaires au sein du parti conservateur. Les choix de Bennett et de Diefenbaker n'ont pas toujours été très heureux. Mais n'oublions pas une chose. Au sein du parti conservateur - spécialement lorsqu'ils sont au pouvoir - les ministres canadiens-français se battent entre eux: Langevin et Chapleau du temps de Macdonald, Monk et Pelletier du temps de Borden, Monty et Patenaude pendant le règne de Meighen, Duranleau et Sauvé sous Bennett et la même chose s'est certainement produite du temps de M. Diefenbaker. Des hommes qui ne sont pas de tout premier ordre devraient au moins faire front commun et préconiser une politique commune: ils gagneraient le respect de leurs collègues anglophones du Cabinet. Au lieu de cela, chaque ministre canadien-français a sa faction, ses protégés, il mine le prestige de son collègue canadien-français. Aux yeux de l'électorat, le manque de sérieux ressort; aux yeux des collègues anglophones, l'inutilité de ces hommes se concrétise. Dans les deux cas, ils contribuent à abaisser le prestige des Canadiens français auprès des anglophones.

A la suite de tout ceci, nous pouvons constater qu'il y a plusieurs explications aux insuccès des conservateurs au Québec. Il y a certainement des solutions qui peuvent se présenter, mais nous croyons que ce serait étrangement sortir de notre rôle que d'essayer de les esquisser.

APPENDICE I

*
POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUEBEC, DE 1925 à 1963

CIRCONSCRIPTION	1925	1926	1930	1935	1940	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963	POURCENTAGE
Argenteuil- Deux-Montagnes ¹	51.3	51.5	54.4	49.8	40.1	49.3	46.8	29.7	37.0	56.6	37.5	35.6	44.9 + 12.0
Bagot ²	43.9	45.9	48.8										46.2 + 13.3
Beauce	22.4	18.6	35.2	--	20.1	--	--	--	--	17.1	3.4	4.5	17.3 - 15.6
Beauharnois- Salaberry ³	40.6	33.0	41.1	28.2	23.6	7.8	27.4	24.0	14.5	51.6	35.83	17.4	28.8 - 4.1
Bellechasse	29.4	28.0	36.9	18.7	26.4	--	0.3	40.6	16.4	52.3	22.57	10.5	25.6 - 7.3
Berthier- Maskinongé	39.0	41.2	51.3	32.5	24.7	3.2	41.2	2.3	46.5	59.2	45.0	41.2	35.6 + 2.7
Bonaventure	46.8	45.5	49.8	41.1	37.8	6.7	39.8	41.3	50.8	54.1	36.9	17.1	38.1 + 5.2
Brome- Missisquoi	45.7	55.1	46.7	24.2	27.0	39.7	28.8	48.2	61.6	41.0	44.8		42.0 + 9.1

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUÉBEC, DE 1925 à 1963

CIRCONSCRIPTION	1925	1926	1930	1935	1940	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963	POURCENTAGE
Chambly- Rouville ⁴	42.9	44.6	<u>53.6</u> (12.3)	35.1	31.5	—	33.9	33.8	31.9	<u>49.9</u>	38.4	13.8	37.2 + 4.3
Champlain	34.9	35.0	<u>47.4</u>	47.3	34.8	12.0	36.6	36.6	42.0	<u>50.3</u>	28.3	26.0	35.9 + 3.0
Chapleau ⁵													- 3.4
Charlevoix ⁶	26.5	25.4	42.8	30.2	29.3	—	9.6	40.3	41.4	<u>60.9</u>	30.8	33.9	33.7 + .8
Châteauguay- Huntingdon- Laprairie ⁷	43.5	46.6	<u>52.1</u>	44.8	26.2	24.6	41.3	38.7	35.8	<u>56.6</u>	41.6	29.7	43.8 + 10.9
Chicoutimi	8.4	19.8	47.8	37.7 (3.4)	37.2	—	—	—	—	<u>50.6</u>	17.5	11.6	28.8 - 4.1
Compton- Frontenac ⁸	39.6	41.1	<u>51.2</u>	46.3	16.8	23.9	30.2	38.1	46.1	<u>51.9</u>	26.9	21.8	36.1 + 3.2
Dorchester	41.5	39.3	<u>51.5</u> (1.5)	48.8	—	—	45.8	<u>50.3</u>	48.9	<u>55.2</u>	23.3	25.1	43.0 + 10.1

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUÉBEC, DE 1925 À 1963

CIRCONSCRIPTION	1925	1926	1930	1935	1940	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963	POURCENTAGE
Drummond-Arthabaska	27.3	28.4	40.9	32.8	--	--	7.9	45.6	32.0	47.0	18.4	9.2	28.9 - 4.0
Gaspé	31.7	35.5	39.6	18.1	<u>39.9</u> (15.1)	--	43.4	46.9	<u>49.0</u>	<u>58.6</u>	<u>44.1</u>	36.9	40.3 + 7.4
Gatineau 9							29.6	30.2	30.1	43.5	32.8	23.4	31.6 - 1.3
Hull	30.8	16.7	32.0	13.8 (25.1)	--	--	25.1	21.5	14.1	35.9	17.6	7.9	21.5 - 11.4
Îles-de-la-Madeleine 10							49.3	45.3	--	<u>52.2</u>	43.8	3.8	38.9 + 6.0
Joliette-L'Assomption	42.2	42.6	45.8	9.3	19.6	1.1	41.5	20.0	18.5	<u>58.5</u>	<u>47.2</u>	<u>42.2</u>	32.4 - .5
Kamouraska	39.7	37.2	47.5	32.1 (2.0)	23.2	--	13.2	1.9	--	<u>52.9</u>	29.8	5.9	28.3 - 4.7
L'Isle-Verte		12.7	--	--	--	--	<u>48.4</u>	46.7	<u>53.9</u>	<u>58.1</u>	33.3	16.3	38.5 + 5.6

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUÉBEC, DE 1925 À 1963

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUÉBEC, DE 1925 à 1963

CIRCONSCRIPTION	1925	1926	1930	1935	1940	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963	POURCENTAGE
Matapédia-Matane				<u>33.8</u>	<u>36.8</u>	—	42.7	45.9	<u>48.3</u>	<u>58.9</u>	<u>36.5</u>	<u>25.0</u>	41.0
Mégantic	32.0	33.3	43.1	9.0 (37.6)	37.5	—	29.9	37.6	35.1	48.7	20.3	16.4	+ 8.1
Montmagny-L'Islet	43.9	47.8	<u>51.5</u> (2.3)	39.4	32.3	—	18.1	32.5	—	47.8	21.9	20.5	- 1.7
Nicolet-Yamaska	30.0	36.4	44.7	41.2 (0.7)	2.7	6.1	48.7	12.4	<u>51.3</u>	<u>62.2</u>	<u>45.0</u>	<u>47.7</u>	33.6
Pontiac-Témiscamingue	30.4	35.4	<u>40.8</u> (13.8)	24.1	16.9	19.1	28.7	41.3	47.7	<u>51.2</u>	<u>35.4</u>	<u>37.9</u>	+ .7
Portneuf	27.8	—	48.2	33.0	14.4	—	32.7	30.1	41.7	<u>53.2</u>	20.3	2.2	- 2.5
Québec-Est	40.9	40.7	44.9	38.2	—	—	22.4	17.7	26.1	<u>49.5</u>	17.6	14.7	- 1.6
Québec-Montmorency	42.2	45.0	<u>49.6</u>	47.0	28.7	—	27.5	40.5	36.1	<u>55.1</u>	15.1	18.8	+ 3.1

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUÉBEC, DE 1925 à 1963

CIRCONSCRIPTION	1925	1926	1930	1935	1940	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963	POURCENTAGE
Québec-Ouest	44.5	46.4	<u>51.1</u>	45.4	40.0	--	30.4	<u>36.8</u>	44.2	<u>51.5</u>	16.4	11.5	38.0 + 5.1
Québec-Sud	43.0	40.2	45.1	37.2	22.0	--	24.5	25.1	33.7	<u>50.4</u>	31.6	18.3	33.7 + .8
Richelieu-Verchères	36.0	37.4	36.4	23.6	17.0	--	2.2	17.3	3.8	44.9	36.2	6.7	- 9.1 - 23.8
Richmond-Wolfe	33.6	36.7	<u>53.4</u> (6.4)	34.0	33.4	--	19.8	35.6	32.8	<u>50.3</u>	24.1	18.3	33.8 + .8
Rimouski	38.1	32.6	43.0	31.1	--	--	30.5	34.3	40.0	<u>57.7</u>	31.2	10.8	34.9 + 2.0
Roberval							--	49.5	40.0	<u>53.9</u>	20.0	8.3	34.3 + 1.3
St-Hyacinthe-Bagot ¹⁴	26.7	20.2	46.4 (7.1)	20.5	--	1.6	6.6	--	<u>54.1</u>	<u>58.8</u>	<u>45.9</u>	<u>51.4</u>	33.2 + 5.7
St-Jean -Iberville-Napierville ¹⁵	--	3.6	33.6	12.6.	14.5	--	1.9	10.9	1.5	45.8	28.3	15.9	16.8 - 16.1

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUEBEC, DE 1925 à 1963

CIRCONSCRIPTION	1925	1926	1930	1935	1940	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963	POURCENTAGE
St-Maurice-Laflèche ¹⁶		19.8	10.1	--	1.2	35.6	24.4	41.4	13.3	8.3		19.3	
Saguenay ¹⁷					43.9	48.9	41.8	<u>53.8</u>	18.7	9.8		- 13.6	+ 3.2
Shefford	43.2	36.1	<u>56.3</u>	48.4	31.8	--	36.6	31.9	37.0	47.1	25.4	18.6	+ 4.6
Sherbrooke	45.4	38.0	48.5	45.0	29.1	26.0	26.5	33.8	37.5	<u>51.0</u>	26.5	10.6	+ 37.5
Stanstead	43.9	42.1	<u>51.4</u>	47.6 (3.7)	--	<u>36.8</u>	43.2	40.2	43.0	<u>56.0</u>	<u>40.8</u>	33.8	+ 1.9
Témiscouata	41.9	43.6	49.7	30.2	15.6	8.3	13.5	<u>35.9</u>	41.2	<u>57.7</u>	24.9	5.5	+ 43.5
Terrebonne	27.8	24.3	44.0	27.2	15.3	--	29.6	--	39.9	<u>51.4</u>	27.8	11.5	+ 10.6
Trois-Rivières ¹⁸	32.8	33.5	42.9	28.3 (5.2)	--	20.2	<u>39.0</u>	52.8	<u>50.6</u>	<u>59.7</u>	<u>48.2</u>	<u>44.3</u>	+ 41.2
													+ 8.3

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUEBEC, DE 1925 À 1963

CIRCONSCRIPTION	1925	1926	1930	1935	1940	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963	POURCENTAGE
Vaudreuil-Soulanges	23.3	25.5	28.7	28.7	24.3	18.9	32.4	21.0	31.5	<u>52.9</u>	<u>47.1</u>	34.4	- 30.7 - 2.1
Villeneuve 19							3.7	30.5	23.2	34.0	7.7	7.42	- 28.8 - 4.1
Wright ²⁰	45.9	46.2	45.1	23.9	21.5	22.5							34.2 + 1.3
							(12.2)						
MONTRÉAL:													
- Cartier ²¹	22.9	16.1	4.6	--	--	11.6	6.6	11.6	42.3	26.7	20.1		18.0 - 14.9
							(6.3)						
- Dollard								31.5	24.5	43.6	25.6	11.22	- 27.3 - 5.6
- Hochelaga	24.3	13.1	31.6	11.7	12.9	6.1	26.5	15.4	15.0	40.5	29.2	13.5	- 20.0 - 12.9
							(23.7)						
- Jacques Cartier	47.1	47.0	<u>51.7</u>	42.5	25.5	32.3	31.1	27.8	<u>48.2</u>	<u>52.8</u>	39.2	26.6	39.3 + 6.4
- La Salle							(11.7)						
- Lafontaine ²²								1.3	16.8	21.7	43.4	29.7	13.4 - 11.9

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUÉBEC, DE 1925 À 1963

CIRCONSCRIPTION	1925	1926	1930	1935	1940	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963	POURCENTAGE
- Laurier ²³	43.9	39.6	28.3	17.9	16.2	6.1	8.3	25.7	29.6	45.1	32.6	17.8	26.0 - 6.9
- Laval ²⁴								35.2	26.8	12.8	47.5	30.7	13.4 - 5.2
- Maisonneuve- ²⁵ Rosemont	34.9	24.4	40.0	29.3 (23.9)	26.8	17.9	28.8	19.4	21.8	45.0	29.8	18.0	28.00 - 4.9
- Mercier ²⁶	10.3	19.4 (15.4)	7.1	29.5	33.1	25.2		50.4		28.0	18.7		24.6 - 7.7
- Mont-Royal	69.7	76.0	75.5 (8.5)	49.4	37.9	39.8	34.0	33.9	35.9	47.3	22.2	10.5	44.5 + 11.6
- Notre-Dame de Grâce ²⁷							33.4	49.9	56.9	60.5	39.4	18.3	43.1 + 10.2
- Outremont- St-Jean ²⁸	34.9 (9.2)	20.8	--	23.7	25.1	20.5		38.9		29.6	19.6		28.9 - 4.0
- Papineau ²⁹							2.2	18.5	13.4	41.5	52.4	14.2	27.0 - 5.9
- Ste-Anne	47.6	45.8	50.8 (4.6)	13.7	17.3	15.1	2.2	9.5	17.8	37.4	33.1	15.1	25.4 - 7.5

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUEBEC, DE 1925 à 1963

CIRCONSCRIPTION	1925	1926	1930	1935	1940	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963	POURCENTAGE	
- St-Antoine-Westmount 30	<u>52.0</u>	<u>51.7</u>	<u>58.1</u>	<u>58.9</u> (8.2)	37.6	46.2	34.6	39.0	44.9	<u>53.5</u>	39.7	26.0	45.2 + 12.3	
- St-Denis	25.9	18.4	32.1	5.0 (26.3)	17.1	--	32.6	25.2	18.4	42.4	33.1	17.3	24.3 - 8.6	
- St-Henri	--	--	33.9	16.6 (9.8)	6.8	6.0	29.4	19.7	10.9	34.7	33.4	10.1	20.2 - 12.7	
- St-Jacques	--	14.7	31.8	8.0 (27.8)	16.5	--	32.5	22.5	27.7	<u>51.9</u>	37.7	28.3	27.2 - 5.7	
- St-Laurent-St-Georges	<u>53.8</u>	<u>59.9</u>	<u>64.6</u>	<u>49.0</u> (10.4)	36.2	30.5	26.7	31.8	42.1	<u>55.0</u>	35.0	25.5	42.5 9.6	
- Ste-Marie	--	16.1	26.9	-- (39.8)	16.3	--	32.1	22.8	34.6	<u>52.0</u>	<u>45.0</u>	<u>41.7</u>	32.0 - .9	
- Verdun 31					22.4	13.4	20.4	21.7	24.5	30.1	<u>46.3</u>	33.4	21.1	25.9 - 7.0
Yamaska	44.5	46.8	50.0										47.1 + 14.2	

Moyenne générale
du vote conservateur

32.9

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR, PAR CIRCONSCRIPTION, AU QUÉBEC, DE 1925 à 1963

	1925	1926	1930	1935	1940	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963
Nombre de sièges gagnés	4	4	24	5	1	2	2	4	9	50	14	8
Nombre de sièges disputés	58	62	64	62	53	29	69	71	69	75	75	75
Pourcentage des sièges gagnés	7.1	6.5	37.5	8.1	1.9	6.9	13.0	5.6	13.0	66.7	18.6	10.6
Pourcentage de l'ensemble du vote	33.7	34.3	44.7	28.2	19.8	8.4	24.6	29.4	31.1	49.6	29.2	19.3
Pourcentage des votes reçus par rapport au vote total possible	37.9	35.7	44.7 **	29.8	24.0	18.4	25.9	30.3	33.4	49.6 **	29.2 **	19.3 **

* Un pourcentage souligné indique que les conservateurs ont remporté le siège. Dans la colonne de 1935, le chiffre entre parenthèses indique le pourcentage des votes reçus par le "Reconstruction Party". Dans la colonne "Pourcentage", le chiffre précédé d'un sigle (- ou +) indique la différence entre le résultat d'une élection donnée et la moyenne générale, 32.9%, des votes reçus par les conservateurs dans le Québec de 1925 à 1963.

** Les conservateurs ont présenté des candidats dans chaque circonscription au Québec.

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR...: REFERENCES

1. Argenteuil -Deux-Montagnes: créé en 1947; auparavant, s'appelait "Argenteuil".
2. Bagot: disparaît en 1933.
3. Beauharnois-Salaberry: créé en 1952; jusqu'en 1933: Beauharnois; de 1935 à 1945: Beauharnois-Laprairie; de 1945 à 1952: Beauharnois.
4. Chambly-Rouville: créé en 1933; jusqu'à cette date: Chambly-Verchères.
5. Chapleau: créé en 1933.
6. Charlevoix: créé en 1947; auparavant: Charlevoix-Saguenay.
7. Châteauguay-Huntingdon-Laprairie: créé en 1947; auparavant: Château-guay-Huntingdon.
8. Compton-Frontenac: créé en 1947, incluant Compton avec Frontenac, autrefois partie de Mégantic-Frontenac.
9. Gatineau: créé en 1947; autrefois partie de "Wright" qui disparaît en 1947.
10. Iles-de-la-Madeleine: créé en 1947; autrefois, partie de Gaspé.
11. Lac St-Jean: créé en 1947.
12. Laprairie-Napierville: disparaît en 1933; Laprairie fut uni à Château-guay-Huntingdon et Napierville fut uni à St-Jean-Iberville.
13. Lapointe-L'Assomption-Montcalm: disparaît en 1933; L'Assomption-Montcalm fut uni à Joliette.
14. St-Hyacinthe-Bagot: créé en 1933; auparavant: St-Hyacinthe-Rouville.
15. St-Jean -Iberville-Napierville: créé en 1933.
16. St-Maurice-Laflèche: créé en 1933.

POURCENTAGE DU VOTE CONSERVATEUR....: REFERENCES

17. Saguenay: créé en 1947; auparavant partie de Charlevoix.
18. Trois-Rivières: créé en 1933; auparavant uni à St-Maurice.
19. Villeneuve: créé en 1947.
20. Wright: devient Gatineau en 1947.
21. Cartier: créé en 1952.
22. Lafontaine: créé en 1947.
23. Laurier: créé en 1933; auparavant : Laurier-Outremont.
24. Laval: créé en 1947; autrefois partie de Laval-Deux-Montagnes.
25. Maisonneuve-Rosemont: créé en 1938; auparavant: Maisonneuve.
26. Mercier: créé en 1933.
27. Notre-Dame de Grâce: créé en 1947.
28. Outremont-St-Jean: créé en 1947; jusqu'en 1933: Laurier-Outremont;
de 1933-1947: Outremont.
29. Papineau: créé en 1947.
30. St-Antoine -Westmount: créé en 1933; auparavant: St-Antoine.
31. Verdun: créé en 1953; de 1935-1947: Verdun; de 1947-1953: Verdun-
LaSalle.

APPENDICE II

COMPOSITION ETHNIQUE DES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES DU QUEBEC*

CIRCONSCRIPTION	BRITANNIQUES	CANADIENS FRANCAIS	ITALIENS	JUIFS
Argenteuil-Deux-Montagnes	22.2	73.3		
Beauce	0.5	99.0		
Beauharnois-Salaberry	13.0	83.5		
Bellechasse	0.4	99.4		
Berthier-Maskinongé	1.1	97.4		
Bonaventure	13.7	83.2		
Brome-Missisquoi	26.5	67.4		
Chambly-Rouville	21.2	72.8		
Champlain	1.4	97.9		
Chapleau	3.5	89.7		
Charlevoix	2.0	97.1		
Châteauguay-Huntingdon	16.6	72.9		
Chicoutimi	2.6	96.1		
Compton-Frontenac	11.3	87.4		
Dorchester	1.7	97.9		
Drummond-Arthabaska	2.1	97.0		
Gaspé	11.8	87.2		

COMPOSITION ETHNIQUE DES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES DU QUEBEC

CIRCONSCRIPTION	BRITAN-NIQUES	CANADIENS FRANCAIS	ITALIENS	JUIFS
Gatineau	23.2	72.2		
Hull	8.4	88.7		
Iles-de-la-Madeleine	7.4	92.4		
Joliette-L'Assomption-Montcalm	3.3	95.0		
Kamouraska	0.3	99.3		
Labelle	2.9	95.5		
Lac St-Jean	1.8	97.6		
Lapointe	3.8	94.6		
Lévis	1.4	97.9		
Longueuil	19.6	74.3	1.1	
Lotbinière	2.2	97.0		
Matapedia-Matane	1.6	97.9		
Mégantic	2.5	96.6		
Montmagny-L'Islet	0.4	99.3		
Nicolet-Yamaska	0.5	98.6		
Pontiac-Témiscamingue	23.2	71.0		
Portneuf	2.7	96.7		
Québec-Est	2.3	96.4		

COMPOSITION ETHNIQUE DES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES DU QUEBEC

CIRCONSCRIPTION	BRITAN-NIQUES	CANADIENS FRANCAIS	ITALIENS	JUIFS
Québec-Sud	10.4	86.1		
Québec-Ouest	2.1	96.9		
Québec-Montmorency	4.6	93.3		
Richelieu-Verchères	2.6	95.8		
Richmond-Wolfe	10.8	88.0		
Rimouski	1.2	98.2		
Rivière-du-Loup - Témiscouata	0.9	98.8		
Roberval	1.3	96.3		
St-Hyacinthe -Bagot	0.8	98.3		
St-Jean - Iberville - Napierville	5.3	91.1		
St-Maurice-Laflèche	3.4	95.3		
Saguenay	10.6	77.7		
Shefford	6.7	91.7		
Sherbrooke	9.6	87.9		
Stanstead	25.3	72.4		
Terrebonne	7.1	89.1		
Trois-Rivières	3.3	95.4		
Vaudreuil-Soulanges	16.7	79.4		

COMPOSITION ETHNIQUE DES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES DU QUEBEC

CIRCONSCRIPTION	BRITAN-NIQUES	CANADIENS FRANCAIS	ITALIENS	JUIFS
Villeneuve	6.6	85.4	1.2	
MONTREAL:				
- Cartier	7.6	36.6	9.6	15.0
- Dollard	14.5	62.5	8.5	5.1
- Hochelaga	4.8	88.9	2.2	
- Jacques-Cartier-LaSalle	44.7	42.5	1.7	
- Lafontaine	4.2	92.0	1.6	
- Laurier	3.2	89.0	2.7	
- Laval	10.8	78.3	2.2	1.9
- Maisonneuve-Rosemont	11.0	76.8	3.7	
- Mercier	9.9	77.8	6.5	
- Mont-Royal	24.6	22.1	3.5	26.9
- Notre-Dame de Grâce	47.5	21.1	5.9	7.6
- Outremont -St-Jean	9.3	46.3	11.6	15.3
- Papineau	4.5	71.8	19.3	
- Ste-Anne	25.0	60.6	7.0	
- St-Antoine -Westmount	41.0	38.3	2.3	2.7
- St-Denis	2.9	84.2	10.3	

COMPOSITION ETHNIQUE DES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES DU QUEBEC

CIRCONSCRIPTION	BRITAN-NIQUES	CANADIENS FRANCAIS	ITALIENS	JUIFS
- St-Henri	8.8	78.3	8.8	
- St-Jacques	3.1	82.8	2.1	
- St-Laurent -St-Georges	31.2	33.6	1.9	2.0
- Ste-Marie	2.4	92.7	1.2	
- Verdun	35.1	58.0	0.9	

* Dans ce tableau, établi d'après le recensement de 1961, nous présentons la composition ethnique de chaque circonscription fédérale du Québec. Nous n'en conservons que les groupes suivants: Britanniques, Canadiens français, Italiens et Juifs. Nous avons éliminé les autres groupes jugeant que, pour les fins de notre travail, leur importance n'était pas essentielle.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

1. Sources manuscrites

a] Archives du Canada

Papiers R.A. Bell, M.G. 27, III, b. 17, vols. 1 à 15.

Papiers Robert Laird Borden, M.G. 26, O.C. 315.

Papiers Maurice Dupré, M.G. 27, III, B. 16. Tous les volumes.

Papiers Wilfrid Laurier, M.G. 26, G 1[a], vols 363, 460, 520, 639, 681.

Papiers John A. Macdonald, correspondance de Sir Georges-Etienne Cartier, M.G. 26, vols 102, 123, 202, 203.

Papiers R.J. Manion, M.G. 27, vols 1 à 15.

Papiers F.D. Monk, M.G. 27, série 11, D.10A. Tous les volumes.

b] Archives privées

Archives des Quartiers généraux du Parti Conservateur.

On est en train de classifier ces archives considérables; on ne peut donc actuellement les décrire par sigle ou cote.

Archives de M. le Chanoine Lionel Groulx.

2. Sources imprimées

a] Publications gouvernementales

Les Débats de la Chambre des Communes:

1926, v. I	1934, v. IV
1930, v. I	1943, v. I
1931, v. I	1944, v. VI
1933, v. II	1960, v. I

Les Débats du Sénat du Canada. Edition non revisée,
juin 1934.

b] Journaux

Le Devoir:

1913: mai-juin
1925-1960

L'Événement-Journal:

1940-1942	1953
1948-1949	1956

Le Journal de Québec:

1931-1934

Montreal Gazette:

1930: mai-juillet	1942: novembre-décembre
1931	1945: avril-juin
1935: août-octobre	1947-1948
1938: avril-juillet	1949: janvier-juin
1940: janvier-mars	1953: juin-août

Ottawa Journal:

1938: mars

Quebec Chronicle-Telegraph:

1930: mai-juillet	1945: avril-juin
1935: août-octobre	1948: août-10 octobre
1938: juin-août	1949: mai-juin
1940: janvier-mars	1953: juin-août
1942: novembre-décembre	

Le Soleil de Québec:

1896-1911
1930: juin
1935: septembre

Toronto Star:

1948: août-octobre

1953: juin-août

1949: mai-juin

Winnipeg Free Press:

1945: avril-juin.

c] Périodiques

L'Action française, 1925-1927.

L'Action nationale, 1933-1965.

Canadian Annual Review, 1920.

Canadian Business, 1963.

Canadian Commentator, 1957, 1958, 1960.

Canadian Forum, 1930-1965.

Canadian Historical Review, 1935, 1955, 1961, 1962.

Canadian Journal of Economics and Political Sciences, 1951.

Cité Libre, 1950-1965.

Financial Post, 1949, 1965.

Maclean's Magazine, 1930-1965.

Monetary Times, 1956.

Queen's Quarterly, 1956, 1962.

Saturday Night, 1930-1965.

University of Toronto Quarterly, 1943.

University of Toronto Studies, 1933, vo. VI. [Incluse.]

The Conservative Party in Canada, Quartiers généraux du

Parti conservateur, Ottawa. 1941, brochure n°: 2.

1942, brochure n°: 3.

3. Etudes

a] Etudes non publiées

Angell, Harold M., Quebec Provincial Politics in the 1920's.
 Unpublished M.A. thesis, McGill University. Montreal,
 1960. 223 p.

Bell, Ruth M., Conservative Party National Conventions,
1927-1956; Organization and procedure. Unp. M.A. thesis
 in Political Science, Carleton University. Ottawa, 1965.

Huot, John, R.J. Manion and the Conservative Party, 1938-1940.
 Unp. paper, 55 p.

Oliver, Michael K., The Social and Political Ideas of French
Canadian Nationalists 1920-1945. Unp. Ph.D. thesis, McGill
 University. Montreal, 1956. viii, 370 p.

Textes présentés à la "Conférence nationale sur les buts canadiens",
 Frédéricton, septembre 1964. [Copies miméographiées].

b] Volumes

Borden, Robert Laird, Robert Laird Borden: His Memoirs.
 Henry Borden ed., Toronto, Macmillan, 1938. 2 vols.

Boyd, John, Sir George Etienne Cartier, Bart. His Life and Time.
A Political History of Canada from 1814 until 1873. Toronto,
 Macmillan, 1914. xxi, 439 p.

Canadian Dualism / La Dualité canadienne. Mason Wade, éditeur,
 Toronto et Québec, University of Toronto Press et Presses
 Universitaires Laval, 1960, 427 p.

Creighton, D. G., John A. Macdonald. Vol. I, The Young
Politician. Toronto, Macmillan, 1952, 532 p. Vol. II,
The Old Chieftain, Toronto, Macmillan, 1955, 636 p.

Dawson, R. M., The Conscription Crisis of 1944. Toronto,
 University of Toronto Press, 1961. 136 p.

Eayrs, James, In Defence of Canada: Appeasement and Rearmament.
 Toronto, University of Toronto Press, 1965. 261 p.

Graham, Roger, Arthur Meighen, a Biography. Vol. I, The Door
of Opportunity. Toronto, Clarke & Irwin, 1960, 535 p. Vol. III,
No Surrender. Toronto, Clarke & Irwin, 1965. 210 p.

Hogan, George, The Conservative in Canada. Toronto, McClelland
 & Stewart, 1963. 139 p.

Laurendeau, André, La crise de la conscription 1942. Montréal,
 Les Editions du Jour, 1962, 158 p.

Lavergne, Armand, Trente ans de vie nationale. Coll. du Zodiaque '35. Montréal, Les Editions du Zodiaque, 1934. 228 p.

Macquarrie, Heath, The Conservative Party. Toronto, McClelland & Stewart, 1965. 166 p.

Meighen, Arthur, Unrevised and Unrepented Debating Speeches and Others. Toronto, Clarke & Irwin, 1949. xiii, 470 p.

Meisel, John, Papers on the 1962 Election. Toronto, University of Toronto Press, 1964. 295 p.

-----, The Canadian General Election of 1957. Toronto, University of Toronto Press, 1963. 327 p.

Neatby, H. Blair, William Lyon Mackenzie King. Vol. II, 1924-1932, The Lonely Heights. Toronto, University of Toronto Press, 1963, 464 p.

Newman, Peter C., Renegade in Power: The Diefenbaker Years. Toronto, McClelland & Stewart, 1963. 430 p.

Pickersgill, J.W., The Mackenzie King Record. Vol. I, 1939-1944. Chicago, University of Toronto Press, 1960. 737 p.

Pope, Maurice Arthur, Soldiers and Politicians; The Memoirs of Lt.-Gen. Maurice A. Pope. Toronto, University of Toronto Press, 1962. viii, 462 p.

Quinn, Herbert F., The Union Nationale. A Study in Quebec Nationalism. Toronto, University of Toronto Press, 1963. 258 p.

Richer, Léopold, Nos chefs à Ottawa. Coll. Figures canadiennes. Montréal, éd. Alfred Lévesque, 1935. 182 p.

Roberts, Leslie, The Chief; a Political Biography of Maurice Duplessis. Toronto, Clarke & Irwin, 1963. ix, 205 p.

Rumilly, Robert, Chefs de file. Coll. du Zodiaque. Montréal, Les Editions du Zodiaque, 1934. 266 p.

-----, Histoire de la province de Québec. Montréal, Fides, 1940-, 34 vols.

Scarrows, Howard A., Canada Votes. A Handbook of Federal and Provincial Election Data. New Orleans, Hanser, 1962. 238 p.

Sévigny, Pierre, This Game of Politics. Toronto/Montréal, McClelland & Stewart, 1965. 335 p.

Tupper, Sir Charles, Recollections of Sixty Years in Canada. London, Cassell, 1914. vi, 414 p.

Watkins, E., R.B. Bennett; a Biography. Toronto, Kingswood House, 1963[?]. 271 p.

Williams, John R., The Conservative Party of Canada: 1920-1949. Durham, North Carolina, Duke University Press, 1956. 252 p.

c] Articles

Anonyme, "Conservative Quandry", in Canadian Forum, Nov., 1956.

-----, "Conservatives are confused", in Canadian Commentator, Jan., 1958.

-----, "Conservatives prepare for E-day", in Canadian Forum, 1961.

-----, "The Front Page: Behind the Convention and thickening the Plot", in Saturday Night, July 23, 1938, p. 1.

-----, "Hepburn-Duplessis: Front Page", in Saturday Night, Aug. 13, 1938.

-----, "Obvious choice for conservatives", in Saturday Night, Nov. 10, 1956.

-----, "P.C. Party Platform", in Saturday Night, May 1st, 1948.

-----, "Why the poor showing of the Conservative Party?", in Financial Post, June 16, 1949.

Banks, R., "New Leader from Quebec?", in Saturday Night, March 19, 1938.

Bennett, R. B., "The Election Issues as I see them", in Maclean's Magazine, July 15, 1930, p. 36.

Bird, J., "Conservative convention", in Canadian Commentator, Jan., 1957.

-----, "Diefenbaker Flair", in Canadian Commentator, Oct. 1957.

-----, "How long can Diefenbaker ride herd on his powerful mavericks?", in Financial Post, Feb. 13, 1965.

-----, "Quebec: the key province", in Canadian Commentator, March, 1958.

-----, "Which Conservative will bell the cat?", in Financial Post, Jan. 23, 1965.

Bourassa, Henri, "Le nationalisme et les partis", in Le Devoir, mai-juin, 1913.

Bracken, John, "What do the Progressive Conservatives stand for?", in Maclean's Magazine, May 1st, 1944.

de Brisay, Richard, "Nationalism Wins", in Canadian Forum, Sept., 1930, p. 431.

Cartherwood, R., "New Year's tale about a man who understood biculturalism", in Saturday Night, Jan., 1964.

Chapin, M., "Quebec Politics in Basic English", in Saturday Night, April 11, 1959.

-----, "Quebec: Where are the goldarn Tories?", in Saturday Night, Oct. 28, 1961.

Coops, E., "Tories are in good heart", in Saturday Night, Dec. 19, 1959.

Cross, A. F., "Wighing the entries into the Tory leaders hip race", in Monatery Times, Dec., 1956.

Dexter, Grant, "And They Welcome Mr. Bracken!", quatre articles publiés par le Winnipeg Free Press, reproduits par le Toronto Daily Star, le 29 avril 1944, et réunis en pamphlet par la "National Liberal Federation of Canada", 1944 [?]

Eggleston, W., "Long or short P.C. Plan", in Saturday Night, Sept. 25, 1948.

Elliot Trudeau, Pierre, "L'Election fédérale du 10 août 1953: prodromes et conjectures", in Cité Libre, nov. 1953, pp. 4-6.

Ferguson, G. V., "The English Canadian Outlook", in Canadian Dualism / La Dualité canadienne, Toronto et Québec, University of Toronto Press et Presses Universitaires Laval, 1960. Pp. 3-19.

Filley, W., "Conservative Impasse", in Canadian Forum, April 1955.

Flaherty, F., "Diefenbaker to be confronted with decision on leadership before party meeting", in Canadian Business, Jan. 1st, 1963.

-----, "Conservative philosophy: statement of aims and beliefs", in Saturday Night, Sept. 19, 1942.

Fraser, Barbara, "The Political Career of Sir Hector Louis Langevin", in Canadian Historical Review, June 1961, pp. 93-133.

Fraser, Blair, "Next Tory Pitch: One Canada and a new nation-binder named Balcer", in Maclean's Magazine, Dec. 8, 1964.

-----, "Now who's keeping Lester Pearson in power?", in Maclean's Magazine, Jan. 23, 1965.

-----, "Quebec's political dilemma: is Diefenbaker outdrawing Duplessis?", in Maclean's Magazine, May 9, 1959.

-----, "Tory dilemma: who can replace Drew?", in Maclean's Magazine, Oct. 27, 1956.

-----, "Why both Liberals and Tories are ignoring Quebec; why Lionel Chevrier's return made 68 M.P.'s mad", in Maclean's Magazine, May 25, 1957.

-----, "Why the Conservatives are swinging to Diefenbaker?", in Maclean's Magazine, Nov. 24, 1956.

Gamble, N., "Federal voting in Quebec tests Duplessis' strenght", in Financial Post, May 28, 1949.

Gauthier, Charles, "Canadiens français et services fédéraux", in L'Action nationale, 1933, v. I, pp. 343-7.

Gobeil, S., "Conservatives and the Province of Quebec", in Saturday Night, Jan 10, 1942.

Golden, L.L., "Can the Conservative Party be revived?", in Saturday Night, Oct. 5, 1940.

Graham, W.R., "Arthur Meighen and the Conservative Party in Quebec: the election of 1925", in Canadian Historical Review, May, 1955.

-----, "Can the Conservatives come back?", in Queen's Quarterly, winter, 1956.

Gray, J., "Quebec: Diefenbaker's problem", in Canadian Commentator, June, 1957.

Gzowski, Peter, "Neither party can win here, but the Tories can lose", in Maclean's Magazine, March 24, 1962.

Harbron, J.D., "Conservative Party and national unity", in Queen's Quarterly, Autumn, 1962.

Keate, J.S., "Maurice the Magnificent", in Maclean's Magazine, Sept. 1st, 1948.

King, W.L.M., "The Election Issues as I see them", in Maclean's Magazine, July 15, 1930.

Knox, W., "How the Progressive Conservatives choose a leader", in Saturday Night, Sept. 18, 1948.

Lavergne, Armand, "A propos de Russell", in Le Devoir, 16 juin 1933, p. 2.

-----, "Ce qui s'est passé", in Le Devoir, 25 septembre 1933, pp. 1-2.

-----, "La dégringolade continue", in Le Devoir, 21 juillet 1932, p. 2.

-----, "Ils nous ont eus", in Le Devoir, 21 juillet 1934, pp. 1-2.

Levitt, M., "Drew-Duplessis alliance", in Canadian Forum, Feb. 1949, pp. 251-2.

Long, M., "Advice to the Conservatives", in Canadian Commentator, Jan. 1957.

Lower, A.R.M., "Lohengrin and the Conservative Party", in Canadian Forum, Feb. 1943.

Macdonnell, J.M., "Progressive Conservative Party: a stock-taking", in Canadian Forum, July 1952.

MacLennan, Hugh, "Is Quebec still the key to Canadian Politics?", in Saturday Night, June 20, 1957.

Manion, R.J., "The Issue as I See It", in Maclean's Magazine, March 15, 1940.

Marshall, H.L., "Sunshine or shadow for the Conservative Party", in Saturday Night, Oct. 3, 1942.

McNaught, K., "What the Tories still don't know about running Canada", in Saturday Night, April, 1965.

Newman, Peter C., "How to tell the Grits from the Tories", in Maclean's Magazine, May 5, 1962.

-----, "Third-force Tories: they're aiming at '67 without Diefenbaker", in Maclean's Magazine, Dec. 15, 1962.

-----, "Tories think that the decisive votes are in suburbia", in Maclean's Magazine, Feb. 24, 1962.

-----, Trouble at the top: four shaky ministers", in Maclean's Magazine, March 9, 1963.

O'Hearn, D.P., "Is Premier Drew ready to jump into John Bracken's shoes?", in Saturday Night, May 1st, 1948.

O'Leary, M.G., "Can the Conservatives come back?", in Maclean's Magazine, Dec. 1942.

A Politician with a Notebook, "Backstage at Ottawa", in Maclean's Magazine, April 15, 1931 and March 1st, 1935.

-----, "An Election in July", in Maclean's Magazine, April 15, 1930, p. 32.

-----, "Inside Stuff", in Maclean's Magazine, May 1st, 1930, p. 16.

-----, "Now it can be told", in Maclean's Magazine, Aug. 1st, 1930.

Porter, D.H., "Future of a Conservative Party", in University of Toronto Quarterly, Jan. 1943.

Porter, D., "Reconstruction of the Conservative Party", in Saturday Night, Aug. 2, 1941.

Reid, Escott M., "Canadian Political Parties: a Study of the Economic and Racial Bases of Conservatism and Liberalism in 1930", in University of Toronto Studies, vol. VI, 1933, pp. 7-40.

Rodgers, R.S., "Pro-Cons and pro-Canadians", in Saturday Night, March 18, 1961.

Roy, L., "Pour comprendre le Québec", in Canadian Forum, April 1940.

Sandwell, B.K., "Conservative Party", in Saturday Night, April 6, 1940.

Stevenson, J.A., "Tories in trouble?", in Canadian Commentator, Oct. 1960.

Sturzbert, Peter, "Look at the government record", in Saturday Night, May 12, 1962.

Sweezy, R., "Conservative Party strengthens its ranks", in Saturday Night, March 22, 1941.

Turcotte, E., "Where is Jean-Baptiste going today and why?", in Saturday Night, Dec. 10, 1938.

Underhill, F.H., "The Development of Political Parties in Canada", in Canadian Historical Review, Dec. 1935, pp. 367-387.

Vixen, A., "New Conservative leader", in Canadian Forum, Jan. 1957.

Watkins, E.S., "Love feast with deeper meaning", in Saturday Night, April 15, 1961.

Wilbur, J.R.H., "H.H. Stevens and R.B. Bennett, 1930-34", in Canadian Historical Review, March 1962, pp. 1-17.

Williams, J.R., "Selection of Arthur Meighen as Conservative Party leader in 1941", in Canadian Journal of Economics and Political Science, May 1951.

